



Direction générale des services  
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

**Extrait des délibérations**  
**du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes**  
**Séance du vendredi 13 mars 2026**

**N° 4 – D. 13.03.2026**

*L'an deux mil vingt-six, le treize mars à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur Yassine LAKHNECH, président de l'Université Grenoble Alpes.*

**Point à l'ordre du jour :**

**4.1. Compte financier 2025 et 4.2. Affectation des résultats 2025**  
**Etablissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus)**

**Membres présents :** LAKHNECH Yassine, BARRIERE Florian, GAUSSIER Éric, GERRY-VERNIERES Stéphane, PODEVIN Florence, PROTASSOV Konstantin, SAMUEL Karine, THIBAUT Pierre, ADAM Véronique, JANIN Rémi, MANDIL Guillaume, QUINTON Jean-Charles, WEST Caroline, CANTAROGLOU Frédéric, DELABALLE Anne, FORESTIER Gérard, MATTMANN Patricia, VAN DER HEIJDE Caroline, DOULAT Léonce, LABRECHE Samara, BOLZE Catherine, TRONTIN-BERTHAUD Sophie, COLL Jean-Luc, BOISTARD Pascal, FEIGNIER Bruno, MAÛR Anne-Marie, SIMIAND Marie-Christine.

**Membres représentés :** PLANUS Emmanuelle (donne procuration à MATTMANN Patricia), MONDET Julie (donne procuration à JANIN Rémi), BERGOT Anouk (donne procuration à LABRECHE Samara), DUJEU Ambre (donne procuration à GUILLERMIN Amandine), SAKPA Samuel (donne procuration à BOLZE Catherine), TARGE Boris (donne procuration à VAN DER HEIJDE Caroline), DARAGON Nicolas (donne procuration à LAKHNECH Yassine), DESPREZ Frédéric (donne procuration à BOISTARD Pascal), MAÛR Anne-Marie (donne procuration à PROTASSOV Konstantin), DASTARAC Marie (donne procuration à GAUSSIER Éric).

**Membre excusé :** MADRENNES Jacqueline.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,  
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment ses articles 175 à 177,  
Vu les statuts de l'Université Grenoble Alpes,  
Vu le passage en commission permanente le 3 mars 2026,

#### Article 1 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **5863 ETPT** dont **4302 ETPT** sous plafond Etat et **1561 ETPT** hors plafond Etat
- **594 966 468 €** d'autorisations d'engagements dont :
  - **433 496 799 €** en personnel
  - **131 486 782 €** en fonctionnement
  - **29 982 887 €** en investissement
- **579 632 959 €** de crédits de paiements dont :
  - **433 500 452 €** en personnel
  - **114 082 236 €** en fonctionnement
  - **32 050 271 €** en investissement
- **612 091 488 €** de recettes encaissées
- **+ 32 458 529 €** de solde budgétaire

#### Article 2 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- **151 962 839 €** de trésorerie (soit une variation de **+ 13 280 658 €** par rapport au compte financier 2024)
- **+ 2 560 684 €** de résultat patrimonial
- **+ 12 050 945 €** de capacité d'autofinancement
- **32 081 085 €** de fonds de roulement (soit une variation de **- 2 125 662 €** par rapport au compte financier 2024)

#### Article 3 :

Le Conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de **+ 2 560 684 €** aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

*Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2025 pour l'établissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus).*

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	27
Membres représentés	10
Nombre de votants	37
Voix favorables	24
Voix défavorables	11
Abstentions	2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2025 pour l'établissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus).

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver l'affectation du résultat 2025 pour l'établissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	27
Membres représentés	10
Nombre de votants	37
Voix favorables	35
Voix défavorable	0
Abstentions	2

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, l'affectation du résultat 2025 pour l'établissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus).

Publié le : 19/03/2026  
Transmis au Rectorat le : 19/03/2026

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 13 mars 2026

Pour le Président et par délégation,

La directrice générale des services,  
Bénédicte CORVAISIER

Pour le Président  
et par délégation

La Directrice générale des services  
Bénédicte CORVAISIER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Direction générale des services  
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

**Extrait des délibérations**  
**du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes**  
**Séance du vendredi 13 mars 2026**

**N° 5 – D. 13.03.2026**

*L'an deux mil vingt-six, le treize mars à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur Yassine LAKHNECH, président de l'Université Grenoble Alpes.*

**Point à l'ordre du jour :**

**4.1. Compte financier 2025 et 4.2. Affectation des résultats 2025**  
**Pour l'Opération Campus**

**Membres présents :** LAKHNECH Yassine, BARRIERE Florian, GAUSSIER Éric, GERRY-VERNIERES Stéphane, PODEVIN Florence, PROTASSOV Konstantin, SAMUEL Karine, THIBAUT Pierre, ADAM Véronique, JANIN Rémi, MANDIL Guillaume, QUINTON Jean-Charles, WEST Caroline, CANTAROGLOU Frédéric, DELABALLE Anne, FORESTIER Gérard, MATTMANN Patricia, VAN DER HEIJDE Caroline, DOULAT Léonce, LABRECHE Samara, BOLZE Catherine, TRONTIN-BERTHAUD Sophie, COLL Jean-Luc, BOISTARD Pascal, FEIGNIER Bruno, MAÛR Anne-Marie, SIMIAND Marie-Christine.

**Membres représentés :** PLANUS Emmanuelle (donne procuration à MATTMANN Patricia), MONDET Julie (donne procuration à JANIN Rémi), BERGOT Anouk (donne procuration à LABRECHE Samara), DUJEU Ambre (donne procuration à GUILLERMIN Amandine), SAKPA Samuel (donne procuration à BOLZE Catherine), TARGE Boris (donne procuration à VAN DER HEIJDE Caroline), DARAGON Nicolas (donne procuration à LAKHNECH Yassine), DESPREZ Frédéric (donne procuration à BOISTARD Pascal), MAÛR Anne-Marie (donne procuration à PROTASSOV Konstantin), DASTARAC Marie (donne procuration à GAUSSIER Éric).

**Membre excusé :** MADRENNES Jacqueline.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,  
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment ses articles 175 à 177,  
Vu les statuts de l'Université Grenoble Alpes,  
Vu le passage en commission permanente le 3 mars 2026,

**Article 1 :**

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **18 326 640 €** d'autorisations d'engagements dont :
  - **632 442 €** en personnel
  - **12 272 876 €** en fonctionnement
  - **5 421 321 €** en investissement
- **13 912 655 €** de crédits de paiements dont :
  - **651 343 €** en personnel
  - **7 956 138 €** en fonctionnement
  - **5 305 174 €** en investissement
- **12 999 184 €** de recettes encaissées
- **- 913 471 €** de solde budgétaire

**Article 2 :**

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- **0 €** de résultat patrimonial
- **- 9 328 €** d'insuffisance d'autofinancement
- **9 559 280 €** de fonds de roulement (soit une variation de **- 1 082 €** par rapport au compte financier 2024)

**Article 3 :**

Le Conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de **0 €** aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

*Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2025 pour l'Opération Campus.*

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	27
Membres représentés	10
Nombre de votants	37
Voix favorables	24
Voix défavorables	11
Abstentions	2

**Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2025 pour l'Opération Campus.**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver l'affectation du résultat 2025 pour l'Opération Campus.

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	27
Membres représentés	10
Nombre de votants	37
Voix favorables	35
Voix défavorable	0
Abstentions	2

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, l'affectation du résultat 2025 pour l'Opération Campus.

Publié le : 19/03/2026  
Transmis au Rectorat le : 19/03/2026

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 13 mars 2026

Pour le Président et par délégation,

La directrice générale des services,  
Bénédicte CORVAISIER

Pour le Président  
et par délégation

La Directrice générale des services  
Bénédicte CORVAISIER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Direction générale des services  
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

**Extrait des délibérations**  
**du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes**  
**Séance du vendredi 13 mars 2026**

**N° 6 – D. 13.03.2026**

*L'an deux mil vingt-six, le treize mars à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur Yassine LAKHNECH, président de l'Université Grenoble Alpes.*

**Point à l'ordre du jour :**

**4.1. Compte financier 2025 et 5.2. Affectation des résultats 2025  
Pour l'Université Grenoble Alpes (sans l'Opération Campus)**

**Membres présents :** LAKHNECH Yassine, BARRIERE Florian, GAUSSIER Éric, GERRY-VERNIERES Stéphane, PODEVIN Florence, PROTASSOV Konstantin, SAMUEL Karine, THIBAUT Pierre, ADAM Véronique, JANIN Rémi, MANDIL Guillaume, QUINTON Jean-Charles, WEST Caroline, CANTAROGLOU Frédéric, DELABALLE Anne, FORESTIER Gérard, MATTMANN Patricia, VAN DER HEIJDE Caroline, DOULAT Léonce, LABRECHE Samara, BOLZE Catherine, TRONTIN-BERTHAUD Sophie, COLL Jean-Luc, BOISTARD Pascal, FEIGNIER Bruno, MAÛR Anne-Marie, SIMIAND Marie-Christine.

**Membres représentés :** PLANUS Emmanuelle (donne procuration à MATTMANN Patricia), MONDET Julie (donne procuration à JANIN Rémi), BERGOT Anouk (donne procuration à LABRECHE Samara), DUJEU Ambre (donne procuration à GUILLERMIN Amandine), SAKPA Samuel (donne procuration à BOLZE Catherine), TARGE Boris (donne procuration à VAN DER HEIJDE Caroline), DARAGON Nicolas (donne procuration à LAKHNECH Yassine), DESPREZ Frédéric (donne procuration à BOISTARD Pascal), MAÛR Anne-Marie (donne procuration à PROTASSOV Konstantin), DASTARAC Marie (donne procuration à GAUSSIER Éric).

**Membre excusé :** MADRENNES Jacqueline.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,  
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment ses articles 175 à 177,  
Vu les statuts de l'Université Grenoble Alpes,  
Vu le passage en commission permanente le 3 mars 2026,

#### Article 1 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **576 639 828 €** d'autorisations d'engagements dont :
  - **432 864 356 €** en personnel
  - **119 213 906 €** en fonctionnement
  - **24 561 566 €** en investissement
- **565 720 304 €** de crédits de paiements dont :
  - **432 849 109 €** en personnel
  - **106 126 098 €** en fonctionnement
  - **26 745 097 €** en investissement
- **599 092 304 €** de recettes encaissées
- **+ 33 372 000 €** de solde budgétaire

#### Article 2 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- **+ 2 560 684 €** de résultat patrimonial
- **+ 12 060 272 €** de capacité d'autofinancement
- **22 521 805 €** de fonds de roulement (soit une variation de **- 2 124 580 €** par rapport au compte financier 2024)

#### Article 3 :

Le Conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de **+ 2 560 684 €** aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

*Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2025 pour l'Université Grenoble Alpes (sans l'Opération Campus).*

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	27
Membres représentés	10
Nombre de votants	37
Voix favorables	24
Voix défavorables	11
Abstentions	2

**Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2025 pour l'Université Grenoble Alpes (sans l'Opération Campus).**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver l'affectation du résultat 2025 pour l'Université Grenoble Alpes (sans l'Opération Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	27
Membres représentés	10
Nombre de votants	37
Voix favorables	35
Voix défavorable	0
Abstentions	2

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, l'affectation du résultat 2025 pour l'Université Grenoble Alpes (sans l'Opération Campus).

Publié le : 19/03/2026  
Transmis au Rectorat le : 19/03/2026

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 13 mars 2026

Pour le Président et par délégation,

La directrice générale des services,  
Bénédicte CORVAISIER

Pour le Président  
et par délégation

La Directrice générale des services  
Bénédicte CORVAISIER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



# RAPPORT ORDONNATEUR COMPTE FINANCIER 2025

**DIRECTION GENERALE DELEGUEE FINANCES-ACHATS**  
**DIRECTION GENERALE DELEGUEE DES RESSOURCES HUMAINES**  
Version au 19 mars 2026 – suite CA 13 mars 2026



## Table des matières

Introduction.....	3
1. L'analyse du solde budgétaire .....	7
1.1 L'exécution des dépenses .....	11
1.1.1 Masse salariale.....	11
1.1.2 Fonctionnement.....	12
1.1.3 Investissement .....	16
1.2 L'exécution des recettes .....	20
2. L'analyse de l'exécution en comptabilité générale et l'évolution par rapport au compte financier 2024 .....	25
2.1 Analyse des écarts entre prévision et réalisation .....	27
2.2 Evolution des charges et produits.....	29
2.2.1 Les produits de fonctionnement de l'établissement .....	30
2.2.2 Les charges de l'Établissement .....	41
3. Le financement des investissements et le fonds de roulement.....	56
3.1 Les investissements réalisés en 2025 .....	56
3.2 Les amortissements et leur neutralisation .....	57
3.3 Le financement des investissements et l'évolution du fonds de roulement.....	58
4. Eléments d'appréciation de la soutenabilité financière.....	61
4.1 Trésorerie et tableau d'équilibre .....	61
4.2 Evolution Des indicateurs de soutenabilité .....	62

## Introduction

Comptabilité générale	CF24	CF25	Var 24/25	Ecart 25-24
<b>Fonctionnement</b>	<b>150 611 K€</b>	<b>168 672K€</b>	<b>12,0%</b>	<b>18 061K€</b>
<i>dont hors projets hors amortissements</i>	64 483 k€	64 950k€	0,7%	467K€
<i>dont amortissements et provisions</i>	43 108 k€	32 905k€	-23,7%	-10 203K€
<i>dont projets et amort plan campus</i>	43 020 k€	70 817k€	64,6%	27 797K€
	<b>417 012 K€</b>			
<b>Personnel</b>	<b>376 075 k€</b>	<b>385 815k€</b>	<b>2,7%</b>	<b>9 740K€</b>
<i>dont hors projets</i>	40 937 k€	42 403k€	3,6%	1 466K€
	<b>567 623 K€</b>	<b>596 890K€</b>	<b>5,16%</b>	<b>29 267K€</b>
<b>total Charges</b>	<b>386 018 k€</b>	<b>395 160k€</b>	<b>2,4%</b>	<b>9 141K€</b>
SCSP (hors projets et projets)	63 570 k€	67 613k€	6,4%	4 043K€
Produits hors projets	33 514 k€	23 400k€	-30,2%	-10 114K€
Neutralisation amort. hors projet	85 306 k€	113 277k€	32,8%	27 971K€
Produits projets et neutr. amort plan campus				
<b>total Produits</b>	<b>568 408K€</b>	<b>599 451K€</b>	<b>5,46%</b>	<b>31 042K€</b>
<b>Résultat (A)</b>	<b>786K€</b>	<b>2 561K€</b>	<b>225,97%</b>	<b>1 775K€</b>
<i>Dont résultat hors projet dont comp (hors amort)</i>	9 030k€	12 007k€	33,0%	2 977K€
<i>Dont résultat projet</i>	1 349k€	57k€	-95,8%	-1 292K€
Amort., prov., cessions (BR2 hors prov)	47 888k€	<b>38 142K€</b>	-20,35%	-9 746K€
Reprise amort., prov., cessions (BR2 hors prov)	38 305k€	<b>28 652K€</b>	-25,20%	-9 653K€
<b>Solde amort, prov, cess (B)</b>	<b>9 583K€</b>	<b>9 490K€</b>	<b>-0,97%</b>	<b>-93K€</b>
<b>CAF (A-B)</b>	<b>10 369K€</b>	<b>12 051K€</b>	<b>16,23%</b>	<b>1 682K€</b>
Immobilisation / dép invest	41 458K€	<b>27 622K€</b>	-33,37%	-13 836K€
Remboursement dettes	4 336K€	<b>4 459K€</b>	2,84%	123K€
Total dép investissement	45 794K€	<b>32 081K€</b>	-29,94%	-13 713K€
Tot Recettes d'investissement	29 447K€	<b>17 904K€</b>	-39,20%	-11 542K€
<b>Besoin de financement des investissements</b>	<b>16 347K€</b>	<b>14 177K€</b>	<b>-13,28%</b>	<b>2 170K€</b>
Variation fonds de roulement	-5 978K€	<b>-2 126K€</b>	-64,44%	3 853K€
Fonds de roulement	34 207K€	<b>32 081K€</b>	-6,21%	-2 126K€

Nos priorités stratégiques centrées sur la consolidation de l'établissement, le développement de notre excellence dans l'exercice de nos missions de service public ainsi que les orientations financières énoncées dans la lettre d'orientation budgétaire (LOB) 2025 ont été réalisées. Les dépenses de masse salariale ont été maîtrisées. Les efforts portant sur la maîtrise en matière de fonctionnement ont porté leur fruit puisque le pourcentage d'augmentation des dépenses par rapport à 2024 se situe en-deçà de l'inflation. La poursuite du raccordement au chauffage urbain a permis de diminuer le coût des fluides.

La dynamique de projets se poursuit permettant d'augmenter les ressources propres. Le montant des investissements non subventionnés est en diminution (14 M€ en 2025 contre 16M€ en 2024), se rapprochant de la cible de 12 M€ et permettant de réduire le recours au fonds de roulement en comparaison de l'année 2024. Ainsi le compte financier 2025 montre un résultat positif. Les trois indicateurs règlementaires du compte financier, à savoir le fonds de roulement, la trésorerie et le rapport des charges de personnels sur les produits encaissables, sont respectés.

Plus particulièrement, et en synthèse, il convient de noter que l'exercice 2025 permet de constater un excédent de 2 561 k€ en hausse de 1 775 k€ par rapport à l'exercice 2024. Le BR2 de déprogrammation ciblait un résultat de 56 k€. L'écart au BR 2 est principalement la résultante d'un taux de réalisation des dépenses de fonctionnement et des dépenses de personnel plus faible qu'anticipé, notamment sur le Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) dû à la notification tardive (mi-décembre) de la part de subvention 2025.

Les charges et produits sont en augmentation par rapport à 2024 du fait de la hausse des charges de personnel liée à l'augmentation de 4% du

Compte d'affectation spéciale (CAS) relatif aux pensions votée en Loi de finances pour 2025. L'année 2025 a également été marquée par plusieurs éléments, en partie conjoncturels :

- La première année de mise en œuvre du COMP : du fait de la perception en toute fin d'année 2025 d'une partie de la subvention (1 672 k€), toutes les actions prévues au COMP n'ont pu être engagées en 2025 et feront l'objet d'engagements à partir de 2026
- La baisse des coûts unitaires de l'énergie et le transfert de consommation vers le chauffage urbain, moins onéreux, qui ont permis une diminution des dépenses de fluides de 727 k€ par rapport à 2024
- L'actualisation des modèles de contribution aux différents services partagés qui comprend le rattrapage (pour 1,2 M€) des contributions 2023-24 ;
- La perception en 2025 à la fois du solde de taxe d'apprentissage 2024 et du solde de taxe d'apprentissage 2025 (+ 287 k€ par rapport à 2024) .

Ces éléments ont eu un impact positif sur l'évolution du résultat. Il convient par ailleurs de souligner la maîtrise des dépenses de fonctionnement (+0,7%) au regard de l'indice des prix à la consommation hors tabac 2025 (+0,9%).

Les dépenses de personnel se sont accrues de 11 206 k€ (+ 9 740 k€ hors projets et +1 466 k€ projets), soit une variation de +2,7%. Ces évolutions sont liées pour 49% à la hausse du CAS Pension. Elles ont été en partie couvertes par des recettes affectées (dont SCSP), hors compte 633. Il en a résulté en 2025 un besoin de financement 3 854 k€ contre 3 256 k€ en 2024. Cet accroissement du besoin de financement a été impacté en 2025

par des changements de méthode portant sur des rattachements de charges à l'exercice (680 k€).

Dans le même temps, il est à noter que l'évolution de la subvention pour charge de service public a été de +9 141 k€ (+2,4%) sur un total de 395 160 k€ hors projets et projets).

En synthèse, la dynamique des charges (+5,16%) et celle des produits (+5,46%) aboutit à un résultat positif représentant 0,4% des produits.

Si le résultat s'accroît de +1 775 k€, la capacité d'autofinancement (CAF = résultat + amortissements et provisions nets + cession) varie quant à elle de + 1 682 K€ pour aboutir en 2025 à un montant de 12 051 k€ (+16,23%).

Pour autant, le niveau du besoin de financement résultant de la différence entre les ressources d'investissement (17 904 k€) et les emplois d'investissement (32 081 k€), soit 14 177 k€, n'a pu être couvert par la CAF.

Il en résulte un prélèvement sur le fonds de roulement à hauteur de 2 126 k€. Le fonds de roulement s'élève ainsi à 32 081 k€ fin 2025, ce qui représente 21,1 jours de fonctionnement (23,5 jours en 2024), au-dessus du seuil prudentiel de 15 jours, un jour de charges décaissables de l'UGA représentant 1 552 k€.

La trésorerie s'établit à 151 963 k€ en fin d'année 2025, soit 99,9 jours (> au ratio prudentiel de 30 jours), ce qui traduit la dynamique des projets dans laquelle s'inscrit l'UGA depuis maintenant plusieurs années.

En conclusion, l'amélioration du résultat constatée au compte financier 2025 doit être nuancée au regard des éléments ci-dessus et les efforts de maîtrise de la masse salariale, des coûts de fonctionnement et de programmation pluriannuelle des investissements non-subventionnés

doivent se poursuivre en 2026, comme prévu. En effet, l'année 2026 sera marquée par une nouvelle hausse du CAS pension ainsi que par la mise en œuvre de la prestation sociale complémentaire, mesures dont l'Etat annonce qu'elles ne seraient que partiellement compensées (possiblement à 75% pour le CAS Pension, ainsi qu'à 100% pour la PSC mais pour les seuls personnels titulaires).

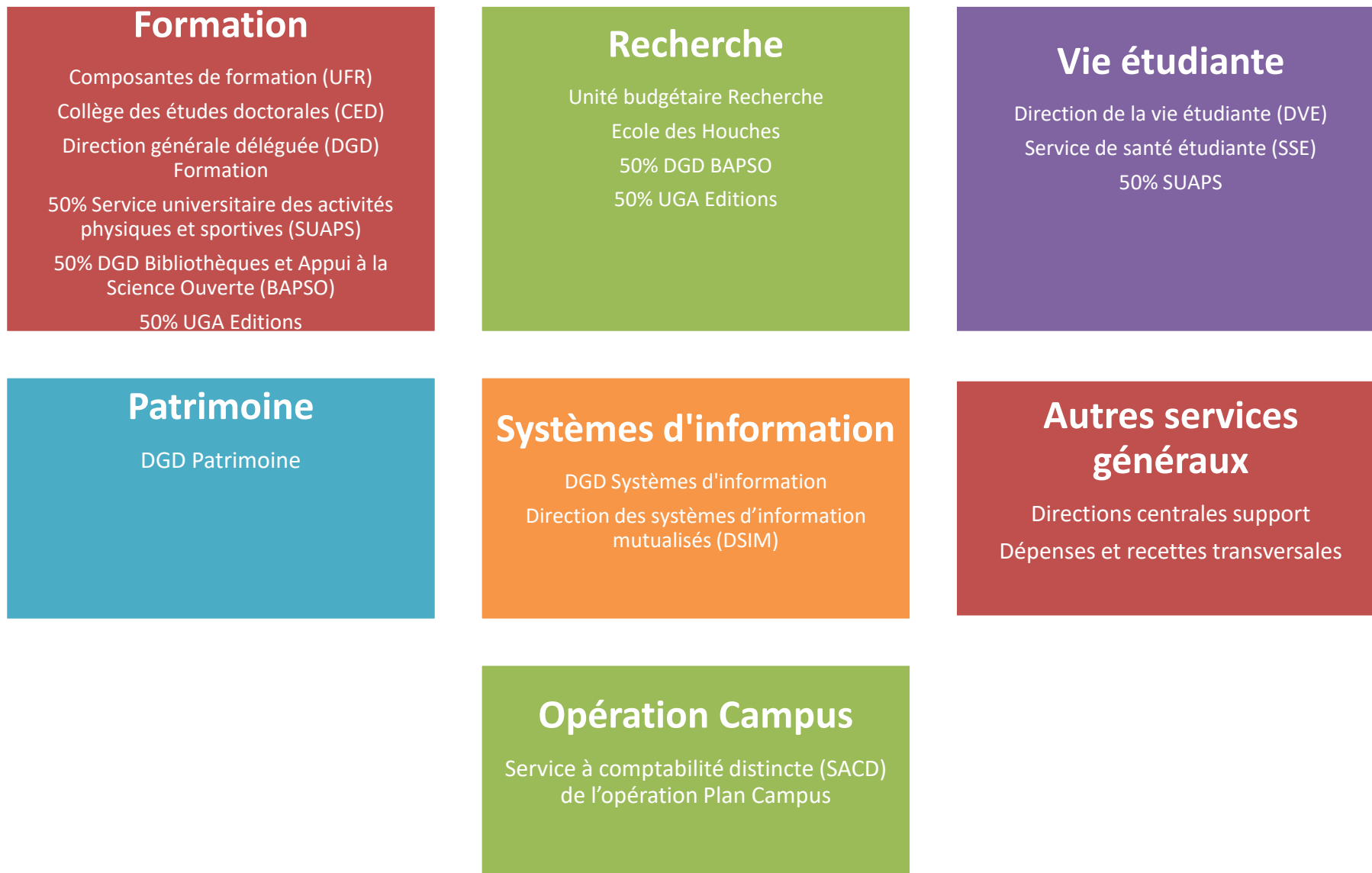
Enfin, après une hausse en 2023 et 2024, les recettes de formation continue sont en diminution de 0,9 M€ en 2025. La réforme du financement de l'apprentissage de juillet 2025 pourrait avoir un effet à moyen et long terme sur le niveau de ces recettes, les employeurs devant désormais s'acquitter d'une participation obligatoire de 750 euros pour tout contrat d'apprentissage pour les formations à partir de Bac+3.

*NB : Suite au Conseil d'Administration du 13/03/2026, des corrections ont été apportées aux tableaux 3, 4 et 5 (correction du montant des écarts totaux par activité en crédits de paiement et recettes encaissées).*

Information sur la présentation

Les données budgétaires du Compte Financier 2025 sont présentées par grands secteurs d'activité selon la figure 1 ci-dessous :

*Figure 1 : Composition des secteurs d'activités*

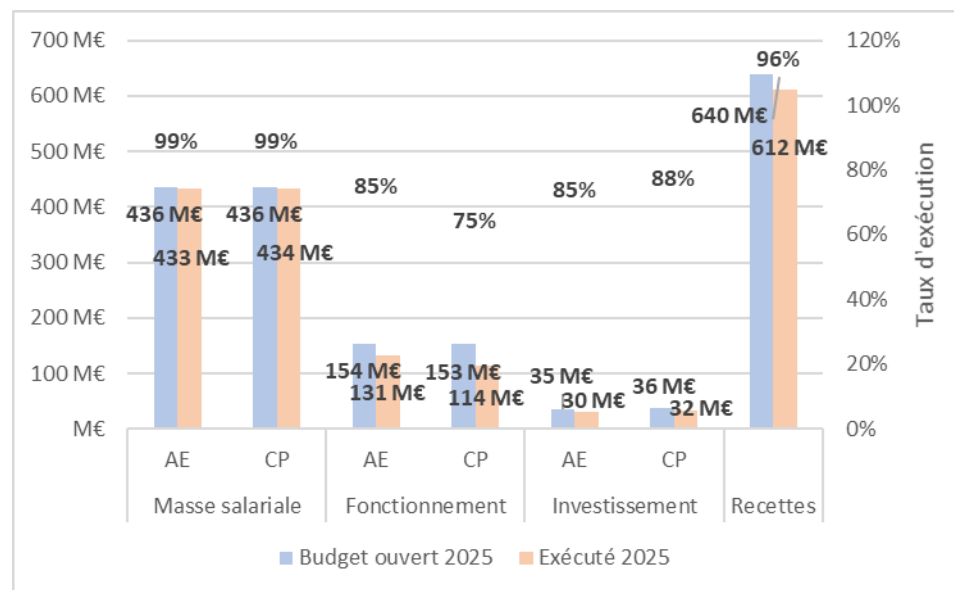


# 1.L'analyse du solde budgétaire

Le graphique 1 montre l'évolution des autorisations d'engagement (AE), crédits de paiement (CP) par masse (masse salariale, fonctionnement et investissement) ainsi que les recettes encaissées entre le budget ouvert, correspondant aux budgets votés et tenant compte des virements de crédits réalisés, et le budget exécuté.

Les dépenses (opération campus comprise) se sont élevées à 594 966 k€ (433 497 k€ +131 487 k€ +29 983 k€) en AE et 579 633 k€ (433 500 k€ +114 082 k€ + 32 050 k€) en CP alors que les recettes encaissées totalisent 612 091 k€. Le solde budgétaire (différence entre les recettes encaissées et les crédits de paiement) est excédentaire de 32 459 k€ et en amélioration par rapport au prévisionnel du fait d'une moindre réalisation de dépenses au regard de celle des recettes.

*Graphique 1 - Prévision et exécution 2025 par masse*



*NB : Le graphique 1 reprend les données présentes dans le tableau réglementaire n°2.*

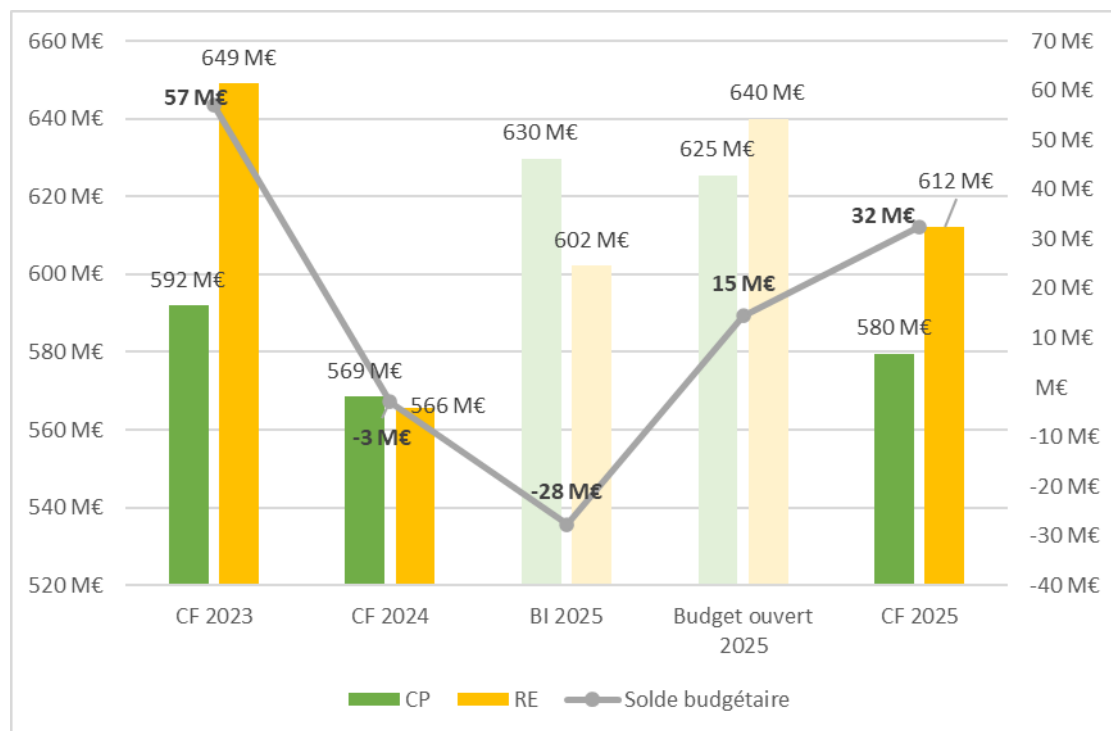
Les taux d'exécution restent au global relativement stables entre 2024 et 2025 : en AE, le taux d'exécution 2025 est de 95% contre 93% en 2024 ; en CP, le taux d'exécution 2025 correspond à 93% contre 94 % en 2024 ; en recettes, le taux d'exécution 2025 totalise 96% contre 97 % en 2024.

*Tableau 1 : Répartition du solde budgétaire sur projets/ hors projets (avec l'opération Plan Campus)*

	Crédits de paiement (CP)		
	Budget ouvert 2025	CF 2025	Ecart
<b>DEPENSES</b>	<b>474 832 k€</b>	<b>464 588 k€</b>	<b>10 244 k€</b>
Fonctionnement	67 655 k€	61 890 k€	5 765 k€
Investissement	14 427 k€	12 372 k€	2 055 k€
Masse salariale	392 751 k€	390 326 k€	2 425 k€
<b>RECETTES</b>	<b>467 577 k€</b>	<b>460 419 k€</b>	<b>7 158 k€</b>
<b>Hors projets</b>	<b>-7 255 k€</b>	<b>-4 169 k€</b>	<b>-3 086 k€</b>
<b>DEPENSES</b>	<b>150 666 k€</b>	<b>115 045 k€</b>	<b>35 621 k€</b>
Fonctionnement	84 936 k€	52 192 k€	32 744 k€
Investissement	22 050 k€	19 678 k€	2 372 k€
Masse salariale	43 680 k€	43 174 k€	506 k€
<b>RECETTES</b>	<b>172 421 k€</b>	<b>151 672 k€</b>	<b>20 749 k€</b>
<b>Projets</b>	<b>21 755 k€</b>	<b>36 627 k€</b>	<b>-14 872 k€</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>14 500 k€</b>	<b>32 459 k€</b>	<b>-17 958 k€</b>

Le tableau 1 montre la répartition du solde budgétaire entre projets et hors projets, et l'écart avec le budget ouvert 2025. Le solde budgétaire 2025 de 32 459 k€ se décompose en un solde hors projets de -4 169 k€ et un solde sur projets de 36 627 k€.

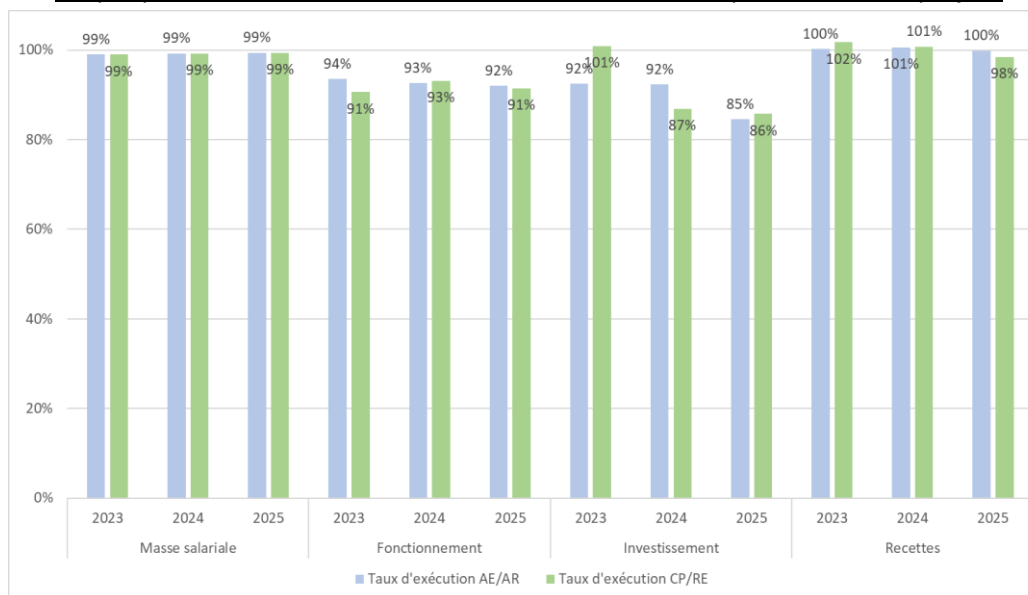
*Graphique 2 – Evolution du solde budgétaire 2023-2025*



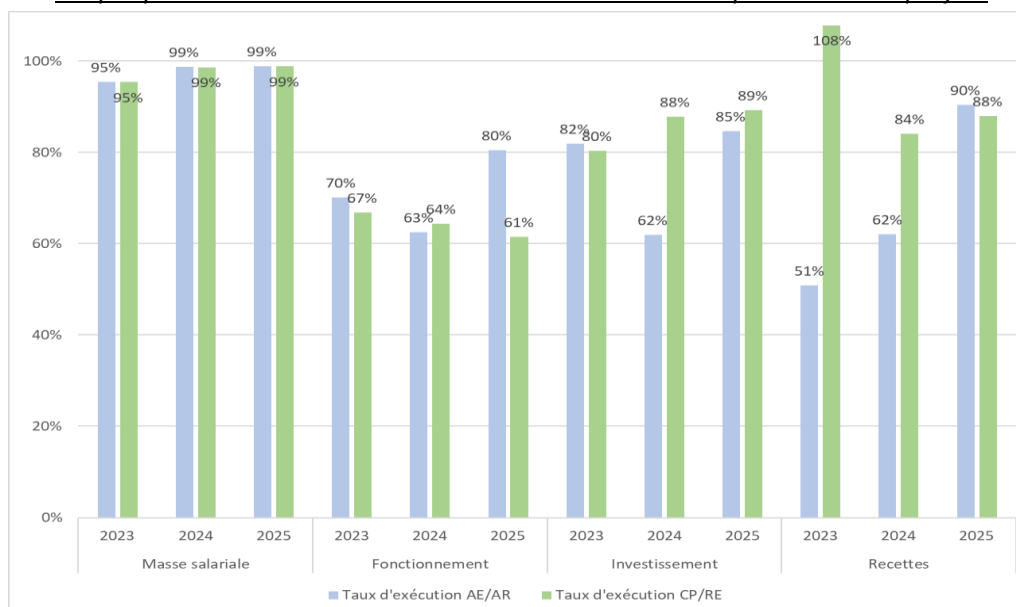
Le solde budgétaire 2025 s’améliore par rapport au CF 2024 sous l’effet de la hausse des recettes des projets qui s’explique d’une part par la mise en place de projets d’envergure en 2025 (Multidisciplinary Institute in Artificial Intelligence (MIAI) Cluster notamment) mais également par le décalage sur 2025 de recettes de projets patrimoniaux dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) XIV (Centre de Recherche en Santé Intégrative (CRéSI), réorganisation de l’IUT 1, Smart campus Stendhal) et du Plan de Relance (pôle biologie)), compte-tenu de la transmission des appels de fonds fin 2024 aux différents financeurs (décalage de l’ordre de 15 M€).

Le solde budgétaire 2025 progresse entre le budget initial (BI) et le compte financier compte-tenu de ce décalage de recettes non pris en compte lors du BI 2025, de la hausse de la SCSP mais également d’une sous-exécution de dépenses plus importante qu’en recettes notamment sur les projets.

**Graphique 3 - Evolution des taux d'exécution en AE et CP par masse hors projets**



**Graphique 4 - Evolution des taux d'exécution en AE et CP par masse sur projets**



Hors projets, les taux d'exécution en AE restent relativement stables sur la période en masse salariale, fonctionnement et recettes. Ils diminuent en revanche entre 2024 et 2025 en investissement. Les taux d'exécution en CP hors projets restent relativement stables pour l'ensemble des masses entre 2024 et 2025.

Sur projets, les taux d'exécution en AE augmentent entre 2024 et 2025 ; le taux d'exécution des CP diminue légèrement en fonctionnement et reste stable en investissement entre 2024 et 2025. Le niveau des taux d'exécution en fonctionnement peut s'expliquer par la non déprogrammation d'enveloppes de réserves mais aussi par des ajustements sur projets qui n'ont pas pu être anticipés lors du dernier budget rectificatif (BR) (notamment dans le cas de reversements à effectuer à des partenaires).

## 1.1 L'exécution des dépenses

L'exécution des dépenses est analysée ci-dessous en distinguant la masse salariale, le fonctionnement et l'investissement.

### 1.1.1 Masse salariale

*Tableau 2 : Le taux d'exécution des dépenses de masse salariale en 2025 (avec opération Campus)*

Masse salariale	Autorisations d'Engagement (AE)			Crédits de paiement (CP)		
	Budget ouvert 2025	CF 2025	Taux d'exécution	Budget ouvert 2025	CF 2025	Taux d'exécution
<b>Hors projets</b>	<b>392 751 k€</b>	<b>390 341 k€</b>	<b>99,4%</b>	<b>392 751 k€</b>	<b>390 326 k€</b>	<b>99,4%</b>
Recherche	1 898 k€	1 885 k€	99,3%	1 898 k€	1 885 k€	99,3%
Autres services généraux	390 853 k€	388 456 k€	99,4%	390 853 k€	388 441 k€	99,4%
<b>Projets</b>	<b>43 680 k€</b>	<b>43 155 k€</b>	<b>98,8%</b>	<b>43 680 k€</b>	<b>43 174 k€</b>	<b>98,8%</b>
Recherche	33 682 k€	33 663 k€	99,9%	33 682 k€	33 663 k€	99,9%
Autres services généraux	9 360 k€	8 860 k€	94,7%	9 360 k€	8 860 k€	94,7%
Opération campus	639 k€	632 k€	99,0%	639 k€	651 k€	102,0%
<b>TOTAL</b>	<b>436 431 k€</b>	<b>433 497 k€</b>	<b>99,3%</b>	<b>436 431 k€</b>	<b>433 500 k€</b>	<b>99,3%</b>
<b>Recherche</b>	<b>35 580 k€</b>	<b>35 548 k€</b>	<b>99,9%</b>	<b>35 580 k€</b>	<b>35 548 k€</b>	<b>99,9%</b>
<b>Autres services généraux</b>	<b>400 212 k€</b>	<b>397 316 k€</b>	<b>99,3%</b>	<b>400 212 k€</b>	<b>397 301 k€</b>	<b>99,3%</b>
<b>Opération campus</b>	<b>639 k€</b>	<b>632 k€</b>	<b>99,0%</b>	<b>639 k€</b>	<b>651 k€</b>	<b>102,0%</b>

Le tableau 2 montre que le taux d'exécution en CP est égal à 99,3 % au global dont 99,4 % hors projets et 98,8% sur projets. Ces taux sont en amélioration par rapport à 2024 au global (99,2% en 2024) et en particulier sur les projets (99,2% en 2024) du fait de la poursuite des efforts de déprogrammation des crédits lors des budgets rectificatifs.

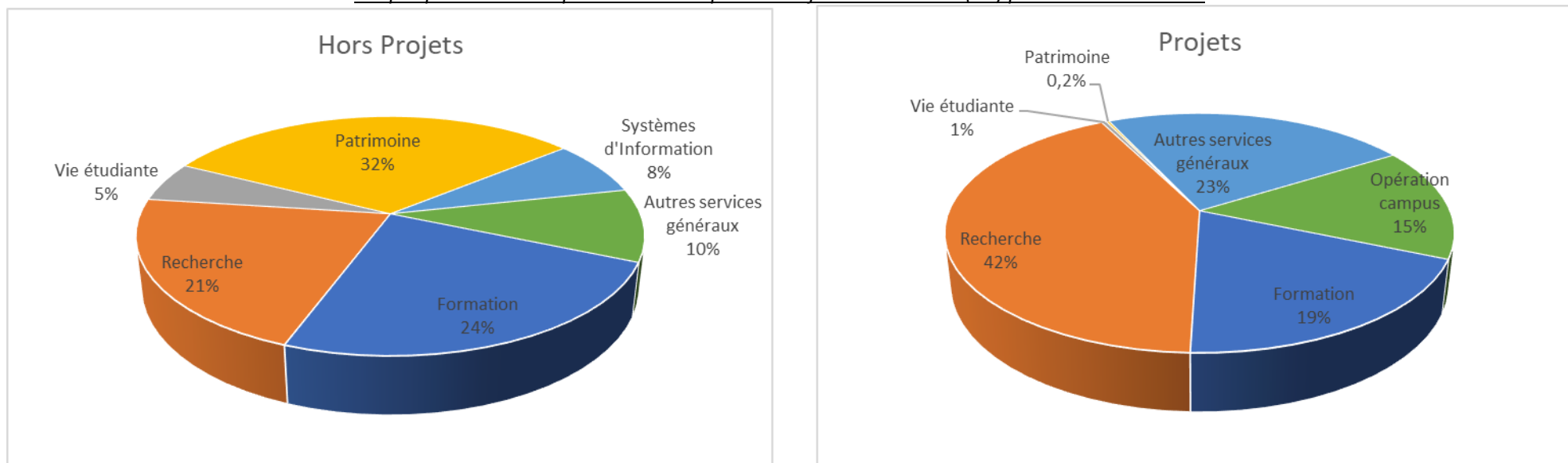
L'écart global entre prévision et réalisé est ainsi de 2 931 k€ (433 500 k€ – 436 431 k€). Il convient de souligner qu'une partie de ces crédits, qui n'a pu être décaissée en 2025, a fait l'objet de charges à payer en comptabilité générale, et est ainsi prise en compte dans le résultat comptable 2025 de l'établissement. L'analyse de l'exécution de la masse salariale est développée dans la partie II consacrée à l'analyse de l'exécution en comptabilité générale, avec une distinction entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale.

## 1.1.2 Fonctionnement

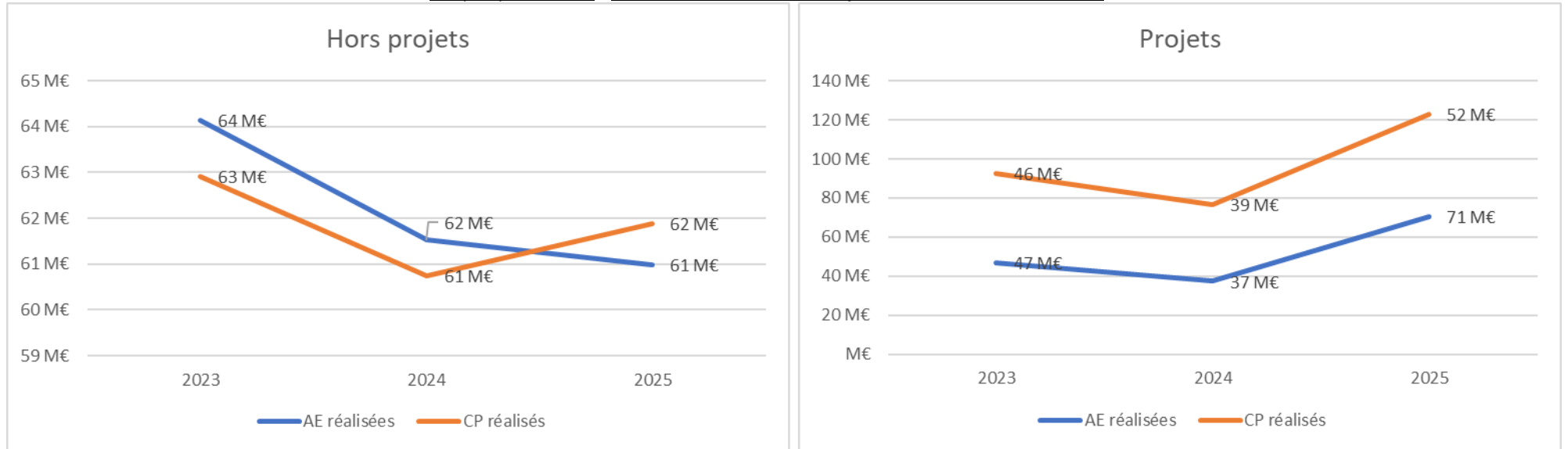
Les graphiques 5 et 6 présentent sous forme de diagramme circulaire la répartition des dépenses de fonctionnement 2025 par grands secteurs d'activité, hors et sur projets.

En 2025, hors projets, les premiers postes de dépenses correspondent au patrimoine (32%), à la formation (24%) et à la recherche (21%). Sur projets, les premiers postes de dépenses sont la recherche (42%) et les autres services généraux (23%), ces derniers portant des enveloppes de projets stratégiques transversaux tels que les projets Initiative d'Excellence (IdEx) et Grenoble ATtractiveness and ExcellencES (GATES).

*Graphiques 5 et 6 : Répartition des dépenses de fonctionnement (CP) par secteurs en 2025*



*Graphiques 7 et 8 : Evolution des AE et CP de fonctionnement 2023-2025*



Hors projets, le montant des AE et CP en fonctionnement est en diminution depuis 2023 après une période de forte inflation qui a impacté l'ensemble des dépenses de l'établissement, particulièrement les dépenses de fluides.

En 2025, le montant des CP est supérieur au montant des AE, ce qui traduit le décalage qu'il peut exister dans la programmation des AE et CP selon les différents marchés passés notamment. Cet écart fait l'objet d'un suivi dans les tableaux budgétaires réglementaires du fait de l'impact sur la trésorerie.

Sur projets, le montant des AE et CP est en augmentation entre 2024 et 2025 du fait notamment de décalages de dépenses, principalement pour les projets Compétences et Métiers d'Avenir (CMA) de la formation et compte-tenu du démarrage de plusieurs projets d'envergure (MIAI Cluster notamment).

### **Analyse des écarts entre prévision et exécution**

Le tableau 3 présente par grands secteurs d'activité le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement en distinguant ce qui relève du hors projets et des projets, incluant l'opération campus.

Tableau 3 : Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement en 2025

Fonctionnement	Autorisations d'Engagement (AE)				Crédits de paiement (CP)			
	Budget ouvert 2025	CF 2025	Ecart	Taux d'exécution	Budget ouvert 2025	CF 2025	Ecart	Taux d'exécution
<b>Hors projets</b>	<b>66 272 k€</b>	<b>60 981 k€</b>	<b>5 291 k€</b>	<b>92,0%</b>	<b>67 655 k€</b>	<b>61 890 k€</b>	<b>5 765 k€</b>	<b>91,5%</b>
Formation	16 108 k€	14 277 k€	1 831 k€	88,6%	16 869 k€	15 038 k€	1 831 k€	89,1%
Recherche	14 192 k€	12 692 k€	1 501 k€	89,4%	14 387 k€	13 218 k€	1 169 k€	91,9%
Vie étudiante	3 623 k€	3 436 k€	188 k€	94,8%	3 711 k€	3 344 k€	367 k€	90,1%
Patrimoine	20 211 k€	20 149 k€	62 k€	99,7%	19 663 k€	19 587 k€	77 k€	99,6%
Systèmes d'Information	4 762 k€	4 599 k€	163 k€	96,6%	5 392 k€	4 631 k€	761 k€	85,9%
Autres services généraux	7 375 k€	5 828 k€	1 547 k€	79,0%	7 632 k€	6 072 k€	1 560 k€	79,6%
<b>Projets</b>	<b>87 694 k€</b>	<b>70 505 k€</b>	<b>17 188 k€</b>	<b>80,4%</b>	<b>84 936 k€</b>	<b>52 192 k€</b>	<b>32 744 k€</b>	<b>61,4%</b>
Formation	23 270 k€	18 992 k€	4 277 k€	81,6%	24 250 k€	9 968 k€	14 282 k€	41,1%
Recherche	33 130 k€	25 187 k€	7 942 k€	76,0%	33 131 k€	21 913 k€	11 218 k€	66,1%
Vie étudiante	262 k€	177 k€	85 k€	67,6%	262 k€	196 k€	67 k€	74,5%
Patrimoine	47 k€	44 k€	3 k€	93,9%	160 k€	112 k€	48 k€	70,1%
Autres services généraux	18 354 k€	13 832 k€	4 522 k€	75,4%	18 706 k€	12 047 k€	6 659 k€	64,4%
Opération campus	12 631 k€	12 273 k€	358 k€	97,2%	8 426 k€	7 956 k€	470 k€	94,4%
<b>TOTAL</b>	<b>153 966 k€</b>	<b>131 487 k€</b>	<b>22 479 k€</b>	<b>85,4%</b>	<b>152 590 k€</b>	<b>114 082 k€</b>	<b>38 508 k€</b>	<b>74,8%</b>
<b>Formation</b>	<b>39 378 k€</b>	<b>33 269 k€</b>	<b>6 109 k€</b>	<b>84,5%</b>	<b>41 119 k€</b>	<b>25 007 k€</b>	<b>16 113 k€</b>	<b>60,8%</b>
<b>Recherche</b>	<b>47 322 k€</b>	<b>37 879 k€</b>	<b>9 443 k€</b>	<b>80,0%</b>	<b>47 518 k€</b>	<b>35 131 k€</b>	<b>12 387 k€</b>	<b>73,9%</b>
<b>Vie étudiante</b>	<b>3 886 k€</b>	<b>3 613 k€</b>	<b>273 k€</b>	<b>93,0%</b>	<b>3 974 k€</b>	<b>3 539 k€</b>	<b>434 k€</b>	<b>89,1%</b>
<b>Patrimoine</b>	<b>20 258 k€</b>	<b>20 193 k€</b>	<b>64 k€</b>	<b>99,7%</b>	<b>19 824 k€</b>	<b>19 699 k€</b>	<b>124 k€</b>	<b>99,4%</b>
<b>Systèmes d'Information</b>	<b>4 762 k€</b>	<b>4 599 k€</b>	<b>163 k€</b>	<b>96,6%</b>	<b>5 392 k€</b>	<b>4 631 k€</b>	<b>761 k€</b>	<b>85,9%</b>
<b>Autres services généraux</b>	<b>25 729 k€</b>	<b>19 660 k€</b>	<b>6 069 k€</b>	<b>76,4%</b>	<b>26 338 k€</b>	<b>18 119 k€</b>	<b>8 219 k€</b>	<b>68,8%</b>
<b>Opération campus</b>	<b>12 631 k€</b>	<b>12 273 k€</b>	<b>358 k€</b>	<b>97,2%</b>	<b>8 426 k€</b>	<b>7 956 k€</b>	<b>470 k€</b>	<b>94,4%</b>

Les écarts en AE et CP entre le budget ouvert et le budget exécuté peuvent s'expliquer par des décalages sur 2026 de notifications de marchés ou de réception des factures. Des dépenses en AE/CP ont par ailleurs pu être ajoutées à l'occasion du BR1 et du BR2 en 2025 dans le cadre de recettes supplémentaires ; la dépense a pu ne pas être réalisée faute d'encaissement de la recette en 2025.

### Hors projets

Le montant des écarts en CP entre le budget ouvert 2025 et le compte financier s'élève à 5 765 k€ (67 655 k€ -61 890 k€), et porte principalement sur les secteurs de la recherche, de la formation et des autres services généraux.

Le recours aux budgets rectificatifs pour ajuster le budget en fonction de l'exécution prévu et des recettes à encaisser permet d'améliorer les taux d'exécution de plusieurs composantes de formation (INSPÉE, IUT 2, UFR SOCLE...). Les 1 831 k€ de CP non consommés concernent principalement une dizaine de composantes dont le Collègue des études doctorales (CED) (303 k€), l'UFR de Médecine (245 k€) et les IUT (342 k€). Les écarts constatés entre les crédits ouverts et réalisés peuvent s'expliquer par un décalage sur 2026 ou une réalisation moindre que prévu. Concernant l'UFR de Médecine, la participation de l'UGA à l'utilisation des équipements du CHU par le département de médecine légale n'a pas pu être versée en 2025 et sera payée en 2026 (montant équivalent à 200 k€). Ce décalage n'a pu être anticipé lors des budgets rectificatifs en 2025.

Les taux d'exécution des laboratoires restent globalement stables entre 2024 et 2025. Comme les années précédentes, un écart est constaté concernant les écritures de flux croisés avec la filiale Floralis. 4 M€ ont été prévus en dépenses et recettes au budget en 2025 ; ces flux ont donné lieu à des écritures à hauteur de 3,2 M€ en dépenses et recettes.

Les enveloppes de réserve mises en place côté recherche en dépenses et en recettes pour permettre l'ouverture de crédits exceptionnels liés à l'organisation de colloques ou autres événements en cours d'année par les laboratoires qui génèrent des recettes ont fait l'objet d'ajustements lors des budgets rectificatifs, réduisant l'écart entre les montants prévus et réalisés par rapport aux années précédentes.

Concernant le secteur de la vie étudiante, le principal écart de 367 k€ provient d'engagements tardifs fin 2025 entraînant un décalage de paiement sur 2026 (retard dans la signature de conventions ...).

L'écart entre les AE/CP ouverts et réalisés sur les autres services généraux s'élève à environ 1,5 M€. Cet écart s'explique principalement par la non consommation en totalité des dépenses prévues au budget dans le cadre du COMP 0,8% dont la notification a été tardive (1,7 M€ de recettes perçues au titre de la tranche 2025). En effet, 1 M€ de dépenses de fonctionnement a été inscrit au BI 2025 ; en fonctionnement, 187 k€ ont été consommés en AE et 15 k€ en CP.

### **Projets**

Le montant des écarts en CP entre le budget ouvert 2025 et le compte financier s'élève à 32 744 k€ (84 936 k€-52 192 k€), et porte principalement sur les secteurs de la recherche, de la formation et des autres services généraux.

En formation, les écarts entre le budget prévu et le budget réalisé s'expliquent par l'avancement des projets CMA à hauteur de 2 995 k€ en AE et 12 714 k€ en CP. Cet écart concerne principalement le projet Ecole Française de l'Intelligence Artificielle (EFELIA) : la seconde vague de versements aux partenaires aurait dû débiter en 2025 ; toutefois, l'ensemble des avenants n'ayant pu être signés avant la clôture, tous les versements n'ont pu être engagés sur l'exercice.

En recherche, la totalité de l'enveloppe de réserve mise en place pour anticiper le démarrage de nouveaux projets n'a pas été consommée (4,6 M€ non consommés en CP sur une enveloppe ouverte de 7,5 M€). En dehors de l'enveloppe de réserve, les AE et CP non consommés sont répartis entre les laboratoires et s'expliquent par l'avancement des projets ainsi que par des décalages de paiement.

Il est à souligner en 2025 la mise en œuvre des nouveaux Labex 2025-2032, du MIAI Cluster (70 M€ sur 5 ans dont 53 M€ pour la Recherche) mais aussi, du Programme Horizon Europe *Software for Efficient and Energy-Aware Supercomputers* (SEANERGENS) à hauteur de 2,1 M€ sur 6 ans et du programme FORESEE sur les conséquences du changement climatique en Sciences Humaines et Sociales (SHS) à hauteur de 4,1 M€ sur 4 ans.

Les dépenses de fonctionnement en matière de projets patrimoniaux concernent principalement des dépenses d'assurances dommages-ouvrages pour plusieurs projets dont le CReSI.

Plusieurs projets transversaux sont portés par les autres services généraux : IdEx, Structuration de la Formation par la Recherche dans les Initiatives d'Excellence (SFRI) et Intégration et développement des IdEx et des ISITE (IDéES@UGA) notamment.

Les principaux écarts entre prévu et réalisé concernent les projet SFRI et IDéES@UGA du fait du décalage sur 2026 des reversements à opérer à Grenoble INP – UGA. A noter que la totalité des montants liés à des projets opérés par Grenoble INP-UGA dans le cadre du portage du volet Formation de l'Idex a été reversée en 2025.

Les dépenses de fonctionnement de l'opération Campus recouvrent principalement les dépenses des loyers des trois Partenariats Public-Privé (PPP). Celles-ci ont fait l'objet d'ajustements en budgets rectificatifs ; la quasi-totalité des dépenses a été consommée en AE et CP en 2025.

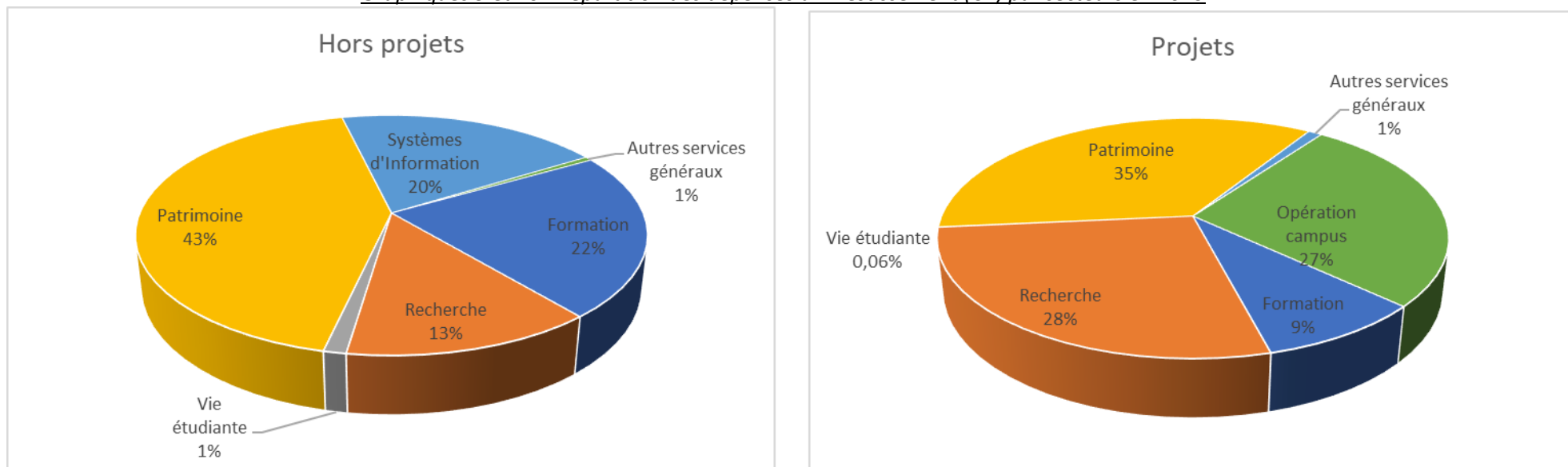
Le rapport de l'utilisation de la dotation Campus présenté au même Conseil d'Administration que le Compte Financier détaille les dépenses réalisées en 2025 dans le cadre de l'Opération Campus.

### 1.1.3 Investissement

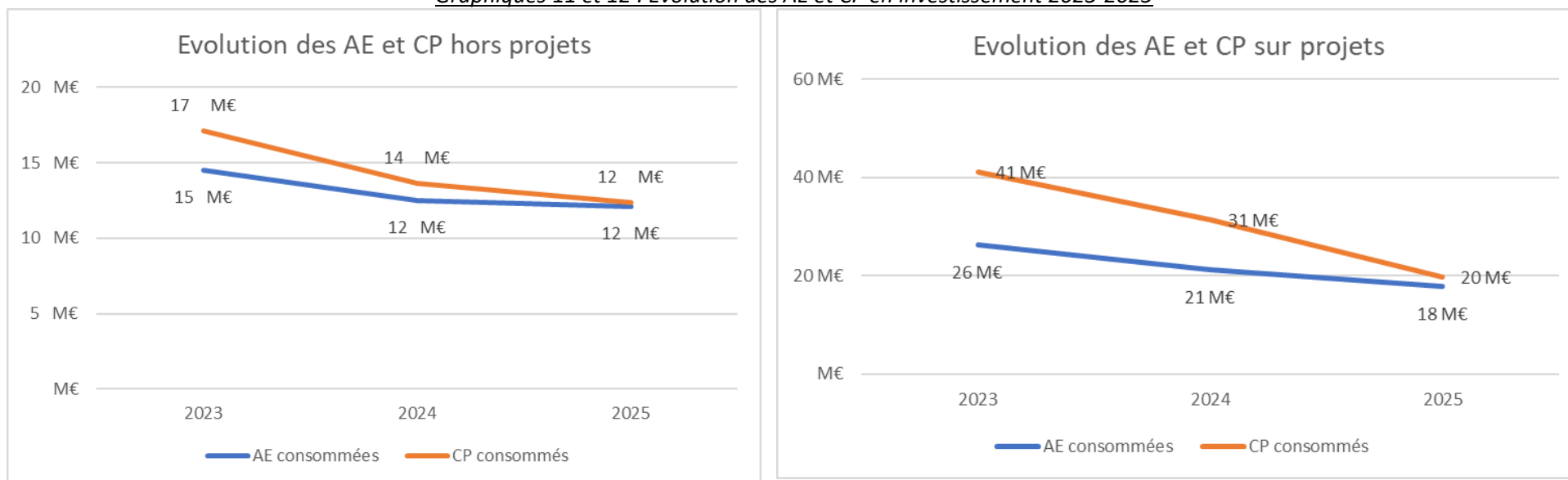
Les graphiques 9 et 10 présentent la répartition des dépenses d'investissement en 2025 par grands secteurs d'activité, hors et sur projets.

En 2025, hors projets, les premiers postes de dépenses d'investissement correspondent au patrimoine (43%), à la formation (22%) et aux systèmes d'information (20%). Sur projets, les premiers postes de dépenses incluent le patrimoine (35%), la recherche (28%) et l'Opération Campus (27%).

**Graphiques 9 et 10 : Répartition des dépenses d'investissement (CP) par secteurs en 2025**



**Graphiques 11 et 12 : Evolution des AE et CP en investissement 2023-2025**



Les dépenses d'investissement en AE passent de 33 M€ en 2024 à 30 M€ en 2025 ; les CP passent de 45 M€ en 2024 à 32 M€ en 2025. Cette diminution s'explique pour les dépenses hors projets par l'objectif de limitation des dépenses d'investissement sur fonds propres à compter du BI 2025 avec une cible de 12 M€ par an, au vu du montant du fonds de roulement de l'UGA. Sur projets, la diminution des AE et CP traduit la fin d'un cycle de dépenses liées au Contrat de Plan Etat-Région (CPER) XIV ainsi qu'au Plan de relance.

### Analyse des écarts entre prévision et réalisation

Le tableau 4 détaille l'exécution des dépenses d'investissement par secteur, en distinguant les dépenses sur projets et hors projets.

*Tableau 4 : Le taux d'exécution des dépenses d'investissement en 2025*

Investissement	Autorisations d'Engagement (AE)				Crédits de paiement (CP)			
	Budget ouvert 2025	CF 2025	Ecart	Taux d'exécution	Budget ouvert 2025	CF 2025	Ecart	Taux d'exécution
<b>Hors projets</b>	<b>14 286 k€</b>	<b>12 079 k€</b>	<b>2 206 k€</b>	<b>84,6%</b>	<b>14 427 k€</b>	<b>12 372 k€</b>	<b>2 055 k€</b>	<b>85,8%</b>
Formation	3 025 k€	2 831 k€	194 k€	93,6%	3 075 k€	2 752 k€	323 k€	89,5%
Recherche	1 500 k€	1 312 k€	187 k€	87,5%	1 549 k€	1 663 k€	-114 k€	107,4%
Vie étudiante	139 k€	118 k€	21 k€	85,0%	139 k€	149 k€	-10 k€	107,5%
Patrimoine	5 394 k€	4 863 k€	531 k€	90,2%	5 436 k€	5 285 k€	151 k€	97,2%
Systèmes d'Information	3 004 k€	2 845 k€	159 k€	94,7%	3 004 k€	2 457 k€	547 k€	81,8%
Autres services généraux	1 224 k€	110 k€	1 114 k€	9,0%	1 224 k€	65 k€	1 159 k€	5,3%
<b>Projets</b>	<b>21 156 k€</b>	<b>17 904 k€</b>	<b>3 252 k€</b>	<b>84,6%</b>	<b>22 050 k€</b>	<b>19 678 k€</b>	<b>2 372 k€</b>	<b>89,2%</b>
Formation	2 831 k€	2 033 k€	798 k€	71,8%	2 705 k€	1 765 k€	940 k€	65,2%
Recherche	5 448 k€	4 915 k€	532 k€	90,2%	5 448 k€	5 425 k€	23 k€	99,6%
Vie étudiante	22 k€	20 k€	1 k€	93,6%	22 k€	11 k€	11 k€	50,3%
Patrimoine	6 256 k€	5 363 k€	893 k€	85,7%	7 773 k€	6 968 k€	805 k€	89,6%
Autres services généraux	482 k€	151 k€	331 k€	31,4%	621 k€	204 k€	416 k€	32,9%
Opération campus	6 118 k€	5 421 k€	697 k€	88,6%	5 482 k€	5 305 k€	177 k€	96,8%
<b>TOTAL</b>	<b>35 442 k€</b>	<b>29 983 k€</b>	<b>5 459 k€</b>	<b>84,6%</b>	<b>36 477 k€</b>	<b>32 050 k€</b>	<b>4 426 k€</b>	<b>87,9%</b>
<b>Formation</b>	<b>5 856 k€</b>	<b>4 864 k€</b>	<b>992 k€</b>	<b>83,1%</b>	<b>5 780 k€</b>	<b>4 517 k€</b>	<b>1 263 k€</b>	<b>78,1%</b>
<b>Recherche</b>	<b>6 947 k€</b>	<b>6 228 k€</b>	<b>720 k€</b>	<b>89,6%</b>	<b>6 997 k€</b>	<b>7 088 k€</b>	<b>-91 k€</b>	<b>101,3%</b>
<b>Vie étudiante</b>	<b>160 k€</b>	<b>138 k€</b>	<b>22 k€</b>	<b>86,1%</b>	<b>160 k€</b>	<b>160 k€</b>	<b>0 k€</b>	<b>99,9%</b>
<b>Patrimoine</b>	<b>11 650 k€</b>	<b>10 226 k€</b>	<b>1 425 k€</b>	<b>87,8%</b>	<b>13 209 k€</b>	<b>12 253 k€</b>	<b>955 k€</b>	<b>92,8%</b>
<b>Systèmes d'Information</b>	<b>3 004 k€</b>	<b>2 845 k€</b>	<b>159 k€</b>	<b>94,7%</b>	<b>3 004 k€</b>	<b>2 457 k€</b>	<b>547 k€</b>	<b>81,8%</b>
<b>Autres services généraux</b>	<b>1 706 k€</b>	<b>261 k€</b>	<b>1 445 k€</b>	<b>15,3%</b>	<b>1 845 k€</b>	<b>270 k€</b>	<b>1 575 k€</b>	<b>14,6%</b>
<b>Opération campus</b>	<b>6 118 k€</b>	<b>5 421 k€</b>	<b>697 k€</b>	<b>88,6%</b>	<b>5 482 k€</b>	<b>5 305 k€</b>	<b>177 k€</b>	<b>96,8%</b>

Comme en fonctionnement, les écarts entre le budget ouvert et le budget réalisé peuvent s'expliquer par des décalages de paiement de factures ou de notifications de marchés.

### **Hors projets**

Le montant des écarts en CP entre le budget ouvert 2025 et le compte financier s'élève à 2 055 k€ (14 427 k€-12 372 k€), et porte principalement sur les secteurs des systèmes d'information, de la formation et des autres services généraux.

Les dépenses d'investissement consistent, hors patrimoine, essentiellement en des dépenses de matériel (matériel pédagogique, matériel informatique) et équipements dans le domaine de la recherche notamment. Les ajustements des crédits en budgets rectificatifs ont permis de limiter ces écarts.

Concernant le secteur de la formation, des crédits complémentaires ont pu être ouverts lors des BR au regard des recettes nouvelles notifiées notamment en matière de taxe d'apprentissage. On constate un montant important d'engagements en fin d'année entraînant un décalage de paiements en 2026.

Pour le patrimoine, il s'agit principalement de dépenses de gros entretien renouvellement (GER) et de travaux d'amélioration fonctionnelle. Les écarts entre le budget ouvert et le budget réalisé peuvent s'expliquer par le décalage de certaines opérations sur 2026.

Concernant les systèmes d'information, l'écart constaté de 0,5 M€ entre les CP ouverts et réalisés est lié au décalage entre la signature des marchés et le paiement des factures.

Les dépenses de recherche correspondent à des dépenses d'équipements portées par les laboratoires et financées par le Préciput versé par l'ANR ou par les crédits relatifs à la loi de programmation de la recherche (LPR). Le montant de ces investissements est stable entre 2024 et 2025.

Sur les autres services généraux, le taux de réalisation de 5,3 % s'explique principalement par la non consommation de l'enveloppe de 1M€ prévue en investissement au titre du COMP, compte-tenu de la réception de la recette du COMP fin 2025.

### **Projets**

Le montant des écarts en CP entre le budget ouvert 2025 et le compte financier s'élève à 2 372 k€ (22 050 k€ -19 678 k€), et porte principalement sur les secteurs de la formation et du patrimoine.

Pour le patrimoine, il s'agit des différentes opérations de travaux financées dans le cadre des CPER XIV (CReSI et Smart Campus Stendhal notamment) et CPER XV (démarrage des opérations de restructuration du DLST, de la halle Génie civile de l'IUT1 et du bâtiment Briffaut à Valence). Les principaux écarts entre CP ouverts et réalisés portent sur les projets CReSI, Jean Roget et Smart Campus.

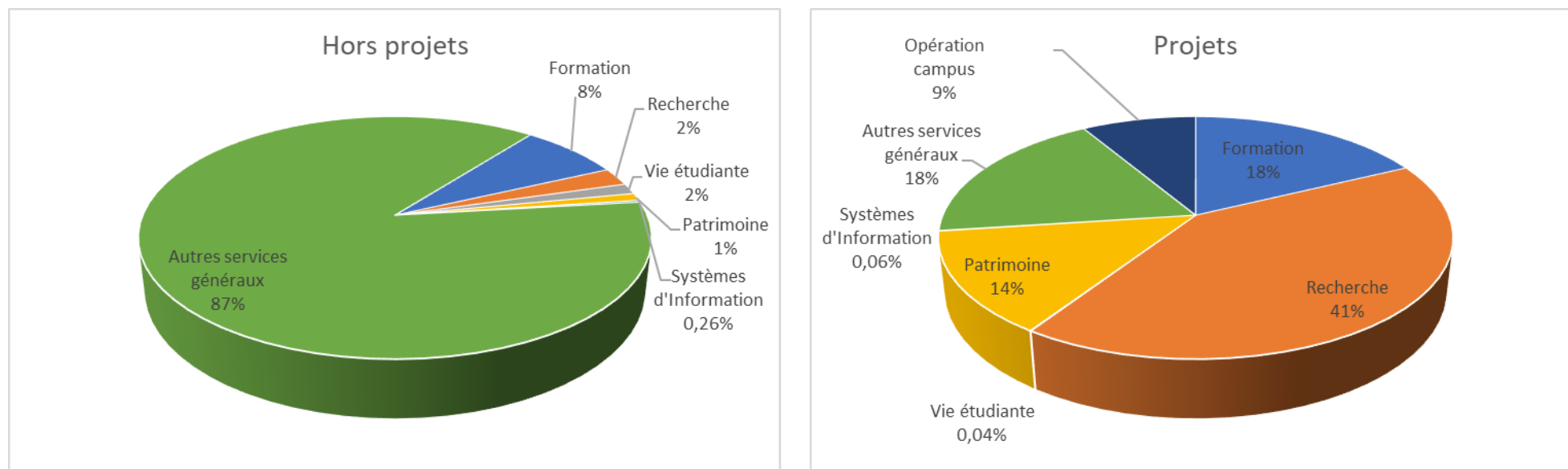
En formation, les écarts entre prévu et réalisé concernent les projets CMA, en particulier le projet QuantEdu-France du fait d'un retard dans les commandes.

En matière de recherche, il s'agit des dépenses d'équipements portées par les laboratoires et financées dans le cadre de projets. Le taux de réalisation sur ces dépenses est proche de 100% notamment grâce à une meilleure programmation des dépenses et à une déprogrammation opérée lors des budgets rectificatifs.

Pour l'opération Campus, les dépenses d'investissement comprennent comme en fonctionnement une part de loyers dans le cadre des PPP. En 2025, les dépenses d'investissement intègrent également des dépenses au titre des opérations de parachèvement validées lors du Comité interministériel scientifique (CIS) de décembre 2023 dont la réhabilitation de la Halle des tennis ainsi que la poursuite des opérations d'aménagement et du raccordement au chauffage urbain. Concernant les autres services généraux, la moindre consommation d'AE et CP s'explique par la non consommation d'enveloppes de réserves sur contrats ainsi que par l'avancement des projets transversaux : le taux d'exécution sur le projet IDÉES@UGA est de 19% (35 k€ de CP exécutés) et de 60% pour le projet GATES (105 k€ de CP exécutés).

## 1.2 L'exécution des recettes

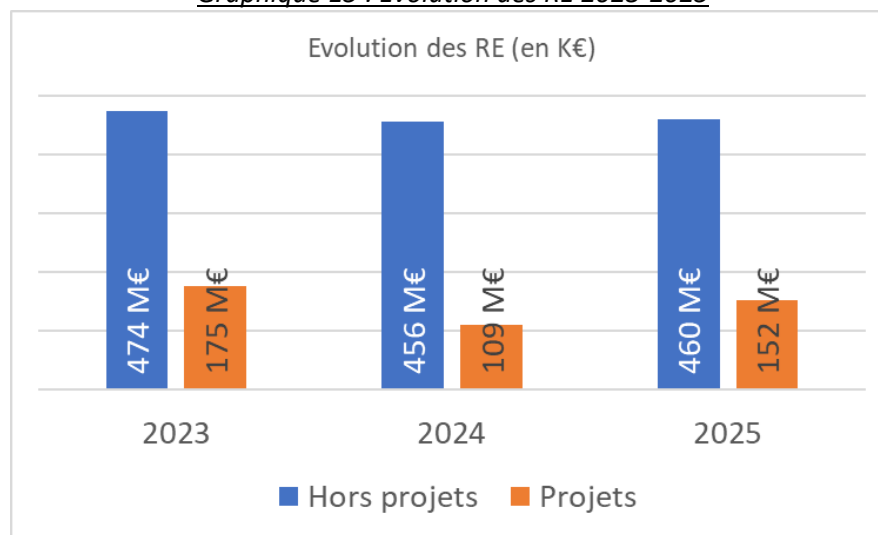
*Graphiques 13 et 14 : Répartition des recettes encaissées (RE) par secteurs en 2025*



Les RE correspondent aux recettes perçues en fonctionnement et en investissement. Hors projets, les principales recettes des autres services généraux correspondent à la SCSP (395 M€). Sur projets, les recettes correspondent aux financements de tiers (ANR, projets européens...).

Le tableau budgétaire n°3 précise la répartition des recettes par origine.

*Graphique 15 : Evolution des RE 2023-2025*



Les RE sont en hausse en 2025 à la fois sur projets et hors projets. Cette augmentation peut s'expliquer pour les projets par le démarrage de nouveaux projets d'envergure (MIAI Cluster, Labex 2025 -2032...) avec l'encaissement d'avances en 2025.

Hors projets, cette hausse est liée à une revalorisation de la SCSP compte-tenu de la compensation de la hausse de 4% du CAS pension votée en Loi de finances et compensée totalement en 2025.

Tableau 5 : Le taux d'exécution des recettes en 2025 (avec l'Opération Campus)

Recettes	Budget ouvert 2025	Recettes encaissées (RE)		Taux d'exécution
		CF 2025	Ecart	
<b>Hors projets</b>	<b>467 577 k€</b>	<b>460 419 k€</b>	<b>7 158 k€</b>	<b>98,5%</b>
Formation	33 695 k€	34 786 k€	-1 091 k€	103,2%
Recherche	11 980 k€	10 970 k€	1 011 k€	91,6%
Vie étudiante	6 992 k€	6 590 k€	402 k€	94,3%
Patrimoine	4 876 k€	4 558 k€	318 k€	93,5%
Systèmes d'Information	1 854 k€	1 184 k€	669 k€	63,9%
Autres services généraux	408 180 k€	402 330 k€	5 849 k€	98,6%
<b>Projets</b>	<b>172 421 k€</b>	<b>151 672 k€</b>	<b>20 749 k€</b>	<b>88,0%</b>
Formation	30 009 k€	26 988 k€	3 021 k€	89,9%
Recherche	78 943 k€	62 910 k€	16 034 k€	79,7%
Vie étudiante	359 k€	56 k€	303 k€	15,6%
Patrimoine	18 198 k€	20 590 k€	-2 392 k€	113,1%
Systèmes d'Information	106 k€	98 k€	8 k€	92,8%
Autres services généraux	27 325 k€	28 031 k€	-706 k€	102,6%
Opération campus	17 481 k€	12 999 k€	4 481 k€	74,4%
<b>TOTAL</b>	<b>639 999 k€</b>	<b>612 091 k€</b>	<b>27 907 k€</b>	<b>95,6%</b>
<b>Formation</b>	<b>63 704 k€</b>	<b>61 774 k€</b>	<b>1 930 k€</b>	<b>97,0%</b>
<b>Recherche</b>	<b>90 924 k€</b>	<b>73 879 k€</b>	<b>17 045 k€</b>	<b>81,3%</b>
<b>Vie étudiante</b>	<b>7 351 k€</b>	<b>6 646 k€</b>	<b>705 k€</b>	<b>90,4%</b>
<b>Patrimoine</b>	<b>23 074 k€</b>	<b>25 148 k€</b>	<b>-2 074 k€</b>	<b>109,0%</b>
<b>Systèmes d'Information</b>	<b>1 959 k€</b>	<b>1 282 k€</b>	<b>677 k€</b>	<b>65,4%</b>
<b>Autres services généraux</b>	<b>435 505 k€</b>	<b>430 362 k€</b>	<b>5 143 k€</b>	<b>98,8%</b>
<b>Opération campus</b>	<b>17 481 k€</b>	<b>12 999 k€</b>	<b>4 481 k€</b>	<b>74,4%</b>

Le montant des RE est en augmentation en 2025 par rapport à 2024, aussi bien sur projets que hors projets. Le taux d'exécution hors projets est en légère diminution entre 2024 et 2025. Sur projets, le taux d'exécution en RE augmente.

## Analyse des écarts entre prévision et exécution

### Hors projets

La SCSP constitue la première recette. Elle s'est élevée en 2025 à 394 641 k€. En 2025, la SCSP intègre la compensation de la hausse du CAS pension votée en Loi de finances pour 2025 (+4 M€) ainsi que 1,7 M€ au titre d'un tiers de la tranche 2025 du COMP 0,8%.

Les recettes de la formation correspondent principalement aux recettes de formation continue et d'apprentissage. Un décalage de facturation 2024 sur 2025 est à noter pour certaines composantes dont l'IUT 2, expliquant un montant de RE supérieur au montant prévu.

Une analyse plus détaillée de l'évolution des produits de formation continue et d'apprentissage est proposée dans la partie du rapport consacrée à la comptabilité générale ; en effet, ces recettes font l'objet d'écritures de clôture qu'il convient de prendre en compte dans l'analyse.

La recette liée aux flux croisés avec la filiale Floralis (3,2 M€), les recettes du Préciput ainsi que le volet fonctionnement des crédits LPR de la SCSP sont principalement comptabilisés en recettes hors projet. Les recettes qui n'ont pas été réalisées concernent Floralis et l'enveloppe de réserve pour les colloques ou autres manifestations.

Les RE du secteur vie étudiante correspondent principalement aux recettes de la Contribution Vie Etudiante et de Campus (CVEC), à la SCSP fléchée (santé étudiante, handicap) et aux contributions pour usage des installations sportives. Des retards de signature de conventions ont entraîné un décalage d'encaissement en 2026. La consommation des recettes CVEC est détaillée dans la partie comptabilité générale du présent rapport (cf. partie II).

Les recettes du secteur systèmes d'information intègrent des recettes dans le cadre des projets subventionnés par la DGRI concernant le développement de l'offre de plan de reprise de l'activité, le soutien à la labellisation du datacentre GR3@ et le développement de l'offre de cloud. Ces recettes n'ont pas pu être encaissées en 2025 ; un décalage est attendu sur 2026.

Les recettes des autres services généraux correspondent majoritairement à la SCSP ainsi qu'aux droits d'inscription des diplômes nationaux (7 424 k€). La SCSP avait pu être ajustée lors des budgets rectificatifs au regard des notifications initiale et intermédiaire reçues et réduite à hauteur de 1,5 M€ au titre du COMP 0,8%. L'évolution des droits d'inscription et de la SCSP est détaillée dans la partie comptabilité générale du présent rapport (cf. partie II). Le montant des RE non réalisées s'explique également par la non comptabilisation sur l'exercice 2025 de la recette de refacturation à Grenoble INP-UGA de la masse salariale du personnel mis à disposition, suite au transfert de l'IAE et de Polytech (2,9 M€). Cette recette a cependant pu être enregistrée en comptabilité générale sur l'exercice.

L'exercice 2025 a également été marqué par la mise à jour des modèles de facturation des contributeurs aux différents services partagés (ISSO, BAPSO, CED et Service de santé étudiante...) avec notamment un rattrapage des contributions 2023-2024 des établissements-composantes Sciences Po Grenoble - UGA, Grenoble INP - UGA et Ensag - UGA (1,2 M€ de contributions facturées au titre des exercices antérieurs à 2025). Ces facturations ont généré des impacts en comptabilité générale mais peu en RE, la majorité des encaissements devant se faire sur le début de l'exercice 2026.

## Sur projets

Les recettes encaissées en 2025 sur le secteur de la formation correspondent aux projets Campus des métiers et des qualifications (CMQ) ainsi qu'aux CMA et en particulier aux projets QuanTEdu-France, et verdissement des technologies de l'information (verIT). Toutes les recettes n'ont pas pu être encaissées en 2025 ; un décalage est prévu sur 2026. Certains projets font l'objet d'un reversement de recettes à des tiers partenaires.

1,6 M€ de recettes de la Région ont également été encaissées par l'UFR de Médecine dans le cadre du financement des formations des kinésithérapeutes.

A noter la mise en place d'un nouvel Appel à Projet par la Région dont le DSDA a pu bénéficier en 2025 pour le renforcement et la modernisation des moyens pédagogiques des formations en sciences et techniques du Campus UGA Valence Drôme Ardèche.

En matière de recherche, il s'agit des recettes versées par l'ANR dans le cadre des projets d'Investissements d'avenir (PIA) (MIAI Cluster, Ecole universitaire de recherche (EUR) Chimie Biologie Santé (CBS)...) ou versées par l'Union Européenne, par exemple pour les projets du Laboratoire d'Informatique de Grenoble (LIG) (1 565 k€ de RE en 2025 dont 660 k€ au titre du projet *European Research Council* (ERC) Nanobubbles), de l'Institut de Planétologie et d'Astrophysique Grenoble (IPAG) (812 k€ de RE au titre du projet ERC *Exoplanet Adaptive Characterization with the extremely large telescope*) ou du laboratoire Techniques de l'imagerie médicale et de la complexité (TIMC-IMAG) notamment pour le projet ERC Energion (1 715 k€ de RE en 2025). Comme en dépenses, la totalité de l'enveloppe de réserve en recettes pour les contrats de projet de la DGD RIV n'a pas été consommée en 2025.

20,6 M€ de recettes ont été encaissées sur le secteur du patrimoine dans le cadre des travaux du Polygone, du CReSI, du bâtiment Biologie et Smart Campus Stendhal. Les recettes 2025 avaient été ajustées lors du BR1 pour tenir compte du décalage sur 2025 de recettes non encaissées en 2024 mais encaissées tout début 2025.

Les recettes encaissées sur le secteur des autres services généraux correspondent principalement aux recettes des projets IdEx et SFRI.

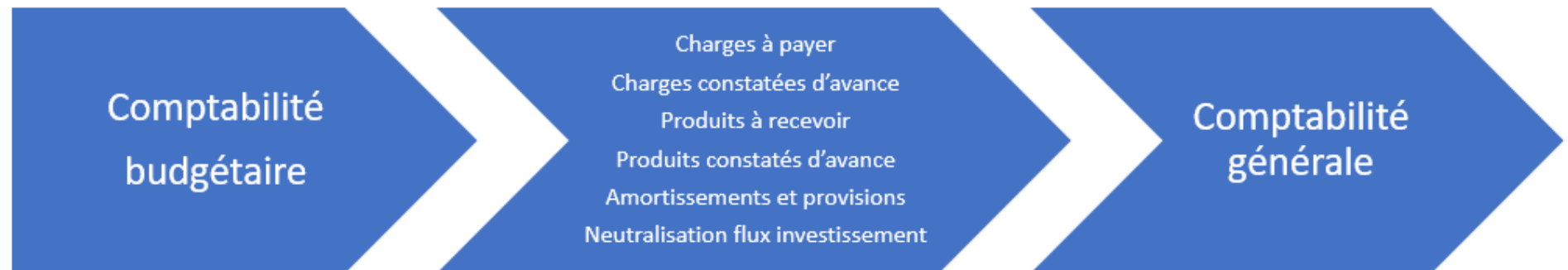
Les recettes encaissées dans le cadre de l'Opération Campus correspondent principalement à la dotation non consommable de l'Opération Campus, dont le montant encaissé dépend des dépenses réalisées dans l'année sur l'opération.

## 2. L'analyse de l'exécution en comptabilité générale et l'évolution par rapport au compte financier 2024

Le passage du résultat de comptabilité budgétaire au résultat de comptabilité générale, tel qu'expliqué de façon simplifiée à la Figure 2, intègre plusieurs opérations comptables visant à rattacher l'ensemble des charges et produits à l'exercice dont :

- La prise en compte des charges à payer de l'année ( $n$ ) : intégration des charges ayant donné lieu à service fait sur l'année ( $n$ ) mais en attente de facturation et par conséquent non réglées. Par ailleurs : neutralisation du paiement des charges à payer comptabilisées en année ( $n-1$ ) ;
- La neutralisation des charges constatées d'avance de l'année ( $n$ ) : neutralisation des charges ayant donné lieu à un paiement sur l'année ( $n$ ) mais se rattachant à l'exercice ( $n+1$ ) ou à des exercices ultérieurs. Par ailleurs prise en compte des charges constatées d'avance sur l'année ( $n-1$ ) ;
- La prise en compte des produits à recevoir de l'année ( $n$ ) : intégration des produits à rattacher à l'année ( $n$ ) mais n'ayant pas donné lieu à facturation et par conséquent non encaissés. Par ailleurs, neutralisation du règlement des produits à recevoir comptabilisés en année ( $n-1$ ) ;
- La neutralisation des produits constatés d'avance de l'année ( $n$ ) : neutralisation des produits ayant donné lieu à encaissement sur l'année ( $n$ ) mais se rattachant à l'exercice ( $n+1$ ) ou à des exercices ultérieurs. Par ailleurs prise en compte des produits constatés d'avance comptabilisés en ( $n-1$ ) ;
- La prise en compte des opérations d'amortissements et de leur neutralisation ;
- La prise en compte des opérations liées aux provisions : constitution de nouvelles provisions et reprise/ajustement éventuel des provisions existantes ;
- La neutralisation des flux relatifs aux investissements.

*Figure 2 : Schéma simplifié du passage de la comptabilité budgétaire à la comptabilité générale.*



Par ailleurs la comptabilisation à l'avancement est appliquée aux opérations sur des contrats pluriannuels. Elle vise à neutraliser les écarts entre réalisation des dépenses et constatation des recettes sur les projets qui, par définition, ne sont pas régulières, ou identiques : on peut constater plus de recettes encaissées une année que de dépenses décaissées et inversement. La comptabilité budgétaire enregistre la réalité des encaissements et décaissements.

Le compte de résultat prévisionnel enregistre des produits à hauteur des charges pour les contrats (écritures de produits à recevoir ou produits constatés d'avance tout au long du contrat, et régularisation comptable lors de la clôture du contrat) afin de neutraliser les écarts. Autrement dit, la comptabilité à l'avancement reflète le déroulement des projets et conduit à ne pas impacter positivement ou négativement le résultat.

Les charges liées aux amortissements et aux provisions sont présentées dans les tableaux ci-dessous (tableau 8 bis notamment) comme charges non décaissables et les reprises sur amortissements et provisions comme produits non encaissables (ils ne donnent pas lieu à paiement ou remboursement).

Le tableau 6 reprend le compte financier de l'UGA (y compris l'Opération Campus) et fait apparaître des charges pour un montant global de 596 890 k€, alors que 619 082 k€ étaient prévus au 2<sup>ème</sup> budget rectificatif (BR2), et des produits pour un montant global de 599 451 k€, alors que 619 138 k€ étaient prévus au BR2.

Le résultat 2025 est positif et totalise 2 561 k€. En 2024, il était excédentaire et s'élevait à 786 k€.

*Tableau 6 : Compte de résultat 2025 de l'établissement avec l'Opération Campus*

CHARGES	Compte Financier 2024	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	PRODUITS	Compte Financier 2024	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025
Personnel	417 011 925	430 688 134	428 218 579	Subventions de l'Etat	446 767 120	409 777 002	484 785 730
<i>dont contributions employeur CAS Pension</i>	<i>103 723 478</i>	<i>109 370 358</i>	<i>109 397 705</i>	Fiscalité affectée	3 478 399	3 478 504	3 465 171
Fonctionnement autre que les charges de personnel	150 610 881	188 394 560	168 671 599	Autres subventions	22 372 139	111 235 283	23 097 428
				Autres produits	95 790 715	94 647 323	88 102 533
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>567 622 806</b>	<b>619 082 694</b>	<b>596 890 178</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>568 408 373</b>	<b>619 138 112</b>	<b>599 450 862</b>
<b>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>785 567</b>	<b>55 418</b>	<b>2 560 684</b>	<b>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</b>	-	-	-
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>		<b>619 138 112</b>	<b>599 450 862</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>568 408 373</b>	<b>619 138 112</b>	<b>599 450 862</b>

Tableau 7 : Compte de résultat 2025 de l'établissement hors Opération Campus

<b>CHARGES</b>	<b>Compte Financier 2024</b>	<b>Budget 2025 après BR2</b>	<b>Compte Financier 2025</b>	<b>PRODUITS</b>	<b>Compte Financier 2024</b>	<b>Budget 2025 après BR2</b>	<b>Compte Financier 2025</b>
Personnel	416 450 807	430 049 347	427 573 521	Subventions de l'Etat	439 536 619	401 502 343	476 784 967
dont contributions employeur CAS Pension	103 682 743	109 370 358	109 397 705	Fiscalité affectée	3 478 399	3 478 504	3 465 171
Fonctionnement autre que les charges de personnel	138 508 983	175 220 083	155 392 407	Autres subventions	22 372 139	111 235 283	23 097 428
				Autres produits	90 358 199	89 108 718	82 179 046
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>554 959 790</b>	<b>605 269 430</b>	<b>582 965 928</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>555 745 357</b>	<b>605 324 848</b>	<b>585 526 612</b>
<b>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>785 567</b>	<b>55 418</b>	<b>2 560 684</b>	<b>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>555 745 357</b>	<b>605 324 848</b>	<b>585 526 612</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>555 745 357</b>	<b>605 324 848</b>	<b>585 526 612</b>

Hors Opération Campus, le résultat est identique : il s'élève à +2 561 k€.

## 2.1 Analyse des écarts entre prévision et réalisation

Par rapport à la prévision telle qu'elle résulte du BR2, le taux d'exécution 2025 correspond à 96,4 % en charges et 96,8% en produits. En termes de charges, l'exécution est de 99,4% en masse salariale et 89,5% en fonctionnement.

Tableau 8 : Ecart entre la prévision au BR2 et l'exécution en charges et en produits

<b>2025</b>	<b>Prévision BR2</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Ecart</b>	<b>Tx exé.</b>
MASSE SALARIALE	430 688 k€	428 219 k€	2 470 k€	99,4%
FONCTIONNEMENT	188 395 k€	168 672 k€	19 723 k€	89,5%
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>619 083 k€</b>	<b>596 890 k€</b>	<b>22 193 k€</b>	<b>96,4%</b>
<b>PRODUITS</b>	<b>619 138 k€</b>	<b>599 451 k€</b>	<b>19 687 k€</b>	<b>96,8%</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>55 k€</b>	<b>2 561 k€</b>		

Il convient de distinguer les flux sur projets et les flux hors projets, ainsi que les flux encaissables et décaissables (flux liés aux amortissements et provisions) parmi ces derniers pour décomposer le résultat. Le résultat se décompose ainsi en un résultat sur projets de + 57 k€ et hors projets de + 2 503 k€.

Tableau 8 bis : Analyse des écarts, distinction projets/hors projets (hors opération Plan Campus)

Hors Opération Campus	Prévision BR2	Réalisé	Ecart
<b>Hors projets</b>			
Charges décaissables	458 730 k€	450 766 k€	7 964 k€
Produits encaissables	464 559 k€	462 773 k€	1 786 k€
<b>Résultat (1)</b>	<b>5 829 k€</b>	<b>12 007 k€</b>	<b>-6 178 k€</b>
<b>Projets</b>			
Charges décaissables	119 551 k€	99 295 k€	20 257 k€
Produits encaissables	122 498 k€	99 352 k€	23 146 k€
<b>Résultat (2)</b>	<b>2 947 k€</b>	<b>57 k€</b>	<b>2 889 k€</b>
Charges non décaissables	26 988 k€	32 906 k€	-5 917 k€
Produits non encaissables	18 267 k€	23 401 k€	-5 134 k€
<b>Résultat (3)</b>	<b>-8 721 k€</b>	<b>-9 504 k€</b>	<b>783 k€</b>
<b>Résultat global = (1) = (2) = (3)</b>	<b>55 k€</b>	<b>2 561 k€</b>	<b>-2 505 k€</b>

### Hors projets

Concernant les opérations décaissables et encaissables, l'écart entre le montant des charges prévues et le montant des charges constatées s'élève à + 7 964 k€ (= 458 730 k€ - 450 766 k€) (charges non réalisées). L'écart est de + 1 786 k€ sur les produits (produits non réalisés) (464 559 k€ - 462 773 k€), soit une amélioration du résultat de 6 178 k€ hors projets.

L'essentiel des écarts sur les charges est indiqué dans la partie I relative à la comptabilité budgétaire : enveloppes prudentielles (Floralis et enveloppes de réserve pour la recherche), sous consommation et/ou report sur 2026 de charges n'ayant pas donné lieu à service fait (formation, recherche, direction de la vie étudiante, systèmes d'information...).

Concernant les opérations liées aux amortissements et aux provisions (charges non décaissables), l'écart entre le montant des charges prévues et le montant des charges constatées s'élève à -5 917 k€ (26 988 k€ – 32 906 k€) (charges supérieures aux prévisions), et l'écart entre produits prévus et produits réalisés s'élève à - 5 134 k€ (18 267 k€ -23 401 k€) (produits supérieurs à la prévision), soit une détérioration du résultat de 783 k€.

La hausse s'explique essentiellement par la comptabilisation des provisions, non prévues au budget, et notamment à la réalisation des provisions pour congés payés.

## Sur projets

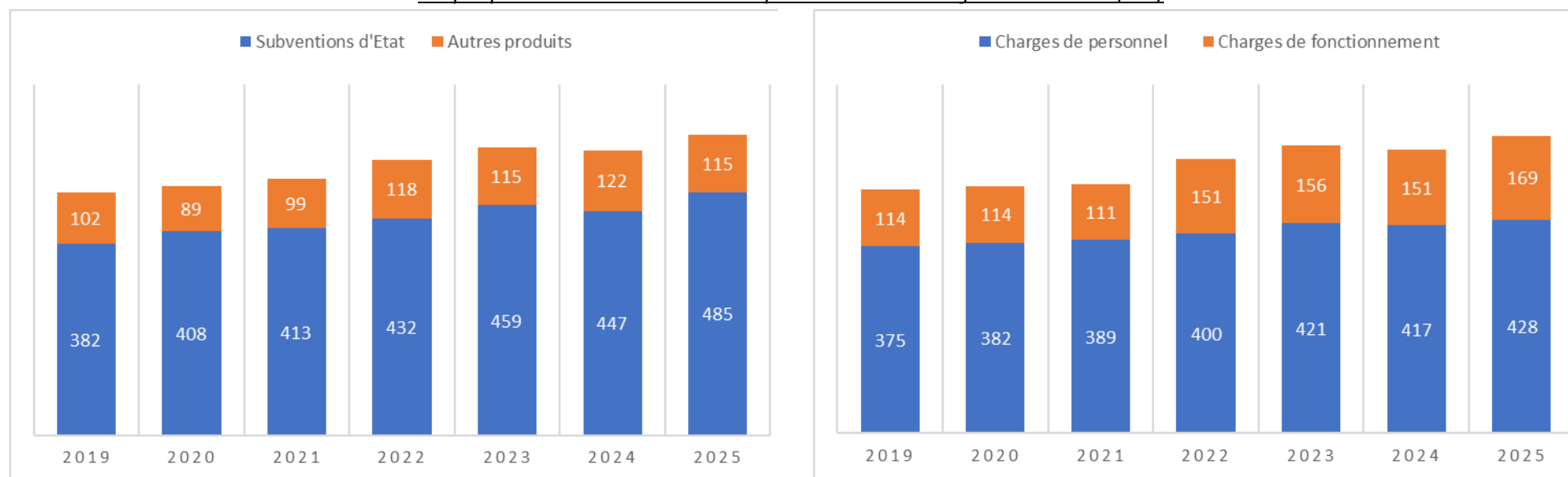
Les charges et produits sur contrats sont prévus plus ou moins en équilibre au budget en raison de l'application de la comptabilisation à l'avancement qui vise à neutraliser chaque année en comptabilité générale les décalages entre la réalisation des dépenses et l'encaissement des recettes (cf. introduction partie II). L'écart sur les charges entre prévision et atterrissage s'élève à 20 257 k€ (119 551 k€ - 99 295 k€). L'écart sur les produits totalise 23 146 k€ (122 498 k€ - 99 352 k€) non réalisés : cet écart conduit à une diminution du résultat de 2 889 k€ (20 257 k€ - 23 146 k€).

En effet, chaque année des contrats se clôturent. Il est possible que ces contrats ne se clôturent pas complètement à l'équilibre, certains contrats devant même se terminer en excédent (comme les contrats européens), les reliquats de ces contrats peuvent être alors consommés ultérieurement. La consommation des reliquats est prise en compte dans ce bilan global des projets. Du fait de ces clôtures et de la gestion de ces reliquats, le résultat global n'est pas parfaitement à l'équilibre, avec des écarts pouvant être importants en fonction de l'année considérée.

## 2.2 Evolution des charges et produits

Les graphiques 16 et 17 illustrent l'évolution des produits (en distinguant les subventions de l'État et les autres produits) et des charges (en séparant les charges de personnel des charges de fonctionnement) sur la période 2019 à 2025 en M€.

*Graphiques 16 et 17 : Evolution des produits et des charges 2019 - 2025 (M€)*



Les charges et produits augmentent en 2025 après une baisse constatée en 2024. Cette hausse s'explique à la fois par la dynamique des projets avec le démarrage de projets d'envergure en 2025 et par la hausse des charges de personnel liée à l'augmentation du CAS pension en 2025, compensée intégralement par une hausse de la SCSP.

## 2.2.1 Les produits de fonctionnement de l'établissement

### a) Vision d'ensemble des produits

Les produits 2025 en droits constatés de l'UGA et de son SACD Opération Campus sont constitués des produits enregistrés, des avoirs et des opérations de clôture (produits à recevoir et produits constatés d'avance). Les tableaux 9 et 10 synthétisent les montants 2023, 2024 et 2025, respectivement pour l'UGA hors Opération Campus et pour l'Opération Campus, en distinguant les produits encaissables des produits non encaissables.

*Tableau 9 : Détails des produits de l'UGA hors Opération Campus*

Hors Opération Campus	2023	2024	2025	Ecart 24/25	% Evol
Produits encaissables	543 547 k€	522 231 k€	562 125 k€	39 894 k€	7,64%
Produits non encaissables	18 099 k€	33 515 k€	23 401 k€	-10 113 k€	-30,18%
<b>Total Produits</b>	<b>561 646 k€</b>	<b>555 745 k€</b>	<b>585 527 k€</b>	<b>29 781 k€</b>	<b>5,36%</b>

*Tableau 10 : Détails des produits de l'Opération Campus*

Opération Campus	2023	2024	2025	Ecart 24/25	% Evol
Produits encaissables	8 320 k€	7 891 k€	8 712 k€	822 k€	10,41%
Produits non encaissables	4 194 k€	4 772 k€	5 212 k€	440 k€	9,21%
<b>Total Produits</b>	<b>12 514 k€</b>	<b>12 663 k€</b>	<b>13 924 k€</b>	<b>1 261 k€</b>	<b>9,96%</b>

*Tableau 11 : Détail des produits 2024-2025 par nature*

	2024	2025	Evol.
SCSP	386 018 k€	395 160 k€	9 141 k€
Ressources propres (dont ANR)	118 936 k€	148 632 k€	29 697 k€
Autres subventions (hors ANR)	25 167 k€	27 045 k€	1 878 k€
Produits non encaissables	38 287 k€	28 614 k€	-9 674 k€
<b>Total général</b>	<b>568 408 k€</b>	<b>599 451 k€</b>	<b>31 042 k€</b>

La répartition par nature de produits est détaillée ci-dessous.

*Tableau 12 : Répartition des produits encaissables 2024-2025, hors Opération Campus, par secteur d'activité*

Produits encaissables hors Opération Campus	Hors projets			Projets			Total produits encaissables		
	2024	2025	Evol.	2024	2025	Evol.	2024	2025	Evol.
Formation	31 684 k€	32 990 k€	1 306 k€	3 678 k€	21 641 k€	17 963 k€	35 362 k€	54 631 k€	19 269 k€
Recherche	10 989 k€	11 368 k€	379 k€	53 563 k€	56 586 k€	3 023 k€	64 552 k€	67 953 k€	3 401 k€
Vie étudiante	4 863 k€	7 158 k€	2 295 k€	400 k€	210 k€	-190 k€	5 263 k€	7 368 k€	2 105 k€
Patrimoine	4 640 k€	4 454 k€	-187 k€	5 k€	38 k€	33 k€	4 645 k€	4 492 k€	-153 k€
Systèmes d'Information	1 031 k€	2 046 k€	1 015 k€	87 k€	188 k€	101 k€	1 118 k€	2 235 k€	1 116 k€
Autres services généraux	396 381 k€	404 758 k€	8 377 k€	14 910 k€	20 689 k€	5 779 k€	411 291 k€	425 447 k€	14 156 k€
<b>Total général</b>	<b>449 588 k€</b>	<b>462 773 k€</b>	<b>13 185 k€</b>	<b>72 642 k€</b>	<b>99 352 k€</b>	<b>26 710 k€</b>	<b>522 231 k€</b>	<b>562 125 k€</b>	<b>39 894 k€</b>

*b) La Subvention pour Charges de Service Public (SCSP)*

La SCSP est allouée chaque année au titre des programmes 150 (Formations supérieures et recherche universitaire) et 231 (Vie étudiante) et constitue la recette la plus importante de l'établissement.

En 2025, 485 k€ ont également été reçus sur le programme 172 (recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires) pour le financement du plan de reprise d'activité des infrastructures en cas de cyberattaque et pour les datacenter.

Ces subventions exceptionnelles du programme 172, allouées hors notification annuelle, n'apparaissent pas dans l'analyse ci-dessous.

La SCSP notifiée et la SCSP titrée sont de montants assez proches. Des écarts existent qui ont trait à l'Université franco-italienne (UFI). En effet, une partie des crédits de la dotation de l'UFI est gérée en opération pour compte de tiers, c'est-à-dire hors budget.

Depuis 2016, la SCSP a évolué du fait des changements de périmètre (intégration des activités de la COMUE en 2020, transfert en 2024 à Grenoble INP-UGA de la SCSP liée à l'IAE et à Polytech Grenoble), de nouveaux dispositifs mis en place (Loi de programmation pour la recherche (LPR), Dialogue stratégique et de gestion devenu Dialogue de performance puis COMP 0,8%...), mais également sous la contrainte d'évènements exogènes (crise sanitaire de la Covid en 2020 et 2021, surcoût énergétique en 2022) ou en compensation de charges supplémentaires (hausse du CAS pension en 2025...)

*Graphique 18 : Evolution de la SCSP titrée de 2016 à 2025*

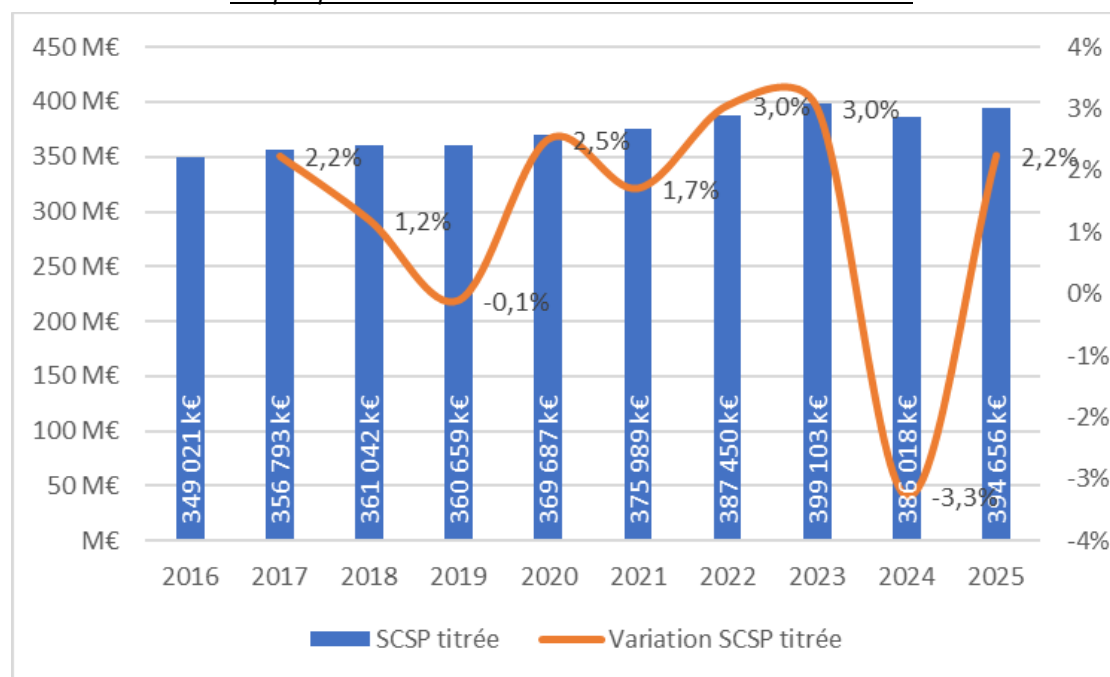


Tableau 13 : Evolution de la SCSP entre 2024 et 2025

	NOTIFICATIONS finales		Evolution
	2024	2025	
<b>TOTAL SCSP</b>	<b>386 226 827</b>	<b>394 812 376</b>	8 585 549
Crédits de masse salariale	348 787 959	357 337 859	8 549 900
<b>Masse salariale</b>	<b>346 189 418</b>	<b>354 494 053</b>	8 304 635
Masse salariale	352 957 417	343 000 248	-9 957 169
Divers	1 199 614	524 041	-675 573
LPR	6 074 167	5 429 443	-644 724
Hausse du CAS Pensions au 1er janvier 2025		5 540 321	5 540 321
RDV salarial	5 036 953		-5 036 953
Transfert IAE POLYTECH	- 19 078 733	-	19 078 733
<b>Masse salariale - actions spécifiques</b>	<b>2 598 541</b>	<b>2 843 806</b>	245 265
Dialogue de perf 2024 ou COMP 2025	1 200 000	1 672 381	472 381
IUF	365 598	386 107	20 509
Autres	1 032 943	785 318	-247 625
<b>Crédits de fonctionnement</b>	<b>37 438 868</b>	<b>37 474 517</b>	35 649
<b>Fonctionnement</b>	<b>31 976 458</b>	<b>31 972 933</b>	-3 525
Fonctionnement	32 756 087	32 454 052	-302 035
Contribution Groupement de commandes Elsevier	- 752 450	- 759 975	-7 525
LPR - dotation au démarrage	278 856	278 856	0
Transfert IAE POLYTECH	- 306 035		306 035
<b>Compensation des exonérations de droits d'inscription</b>	<b>2 441 654</b>	<b>2 268 776</b>	-172 878
<b>Opérations immobilières</b>	<b>300 000</b>	<b>200 000</b>	-100 000
<b>Fonctionnement - actions spécifiques</b>	<b>2 720 756</b>	<b>3 032 808</b>	312 052
Aides étudiants handicap, vie étudiante	1 279 878	1 313 770	33 892
Dispositif Santé Psy	350 045	756 690	406 645
IUF Crédits scientifiques	386 250	375 000	-11 250
UFI	252 859	232 630	-20 229
Autres	451 724	354 718	-97 006

En crédits de masse salariale, l'augmentation s'élève à 8 585 k€ par rapport à 2024. Les principales évolutions s'expliquent de la manière suivante :

- Hors actions spécifiques, + 8 549 k€ dont 5 540 k€ visant à compenser la hausse du CAS Pensions au 1<sup>er</sup> janvier 2025,
- Actions spécifiques : + 472 k€ au titre du dialogue de performance / COMP 0,8%

Le fonctionnement reste stable et les évolutions à la baisse constatées sur la plupart des enveloppes sont compensées par la dynamique soutenue des remboursements au titre du dispositif Santé Psy géré par le Service de Santé Étudiante (SSE). Mis en place à l’occasion de la crise sanitaire de la Covid, ce dispositif de soutien psychologique aux étudiants a été pérennisé et renforcé (passage de 8 à 12 séances, revalorisation des consultations).

### c) Les autres subventions

Les tableaux 14 et 15 présentent la décomposition des subventions hors SCSP et ANR, respectivement par nature en distinguant hors projets et projets et par secteurs d’activité de l’UGA.

*Tableau 14 : Décomposition des autres subventions que la SCSP 2024 et 2025 par nature (en distinguant hors projets et projets)*

Autres subventions	Hors projets			Projets			Tous	
	2024	2025	Evol.	2024	2025	Evol.	Evolution 2024/2025	
Autres Ministères - autre subvention	1 603 k€	1 668 k€	65 k€	607 k€	99 k€	-508 k€	-443 k€	-20,0%
Autre subvention privé	95 k€	152 k€	57 k€	4 191 k€	3 840 k€	-352 k€	-295 k€	-6,9%
Autre subvention public	1 034 k€	1 025 k€	-9 k€	3 945 k€	1 561 k€	-2 384 k€	-2 392 k€	-48,1%
Min tutelle autre subvention	248 k€	2 429 k€	2 181 k€	337 k€	595 k€	258 k€	2 440 k€	417,4%
Subvention de la région	695 k€	779 k€	83 k€	1 993 k€	3 614 k€	1 621 k€	1 704 k€	63,4%
Subvention des communes	189 k€	177 k€	-13 k€	-16 k€	91 k€	107 k€	94 k€	54,4%
Subvention du département	178 k€	40 k€	-138 k€	188 k€	231 k€	43 k€	-95 k€	-25,9%
Subvention autres collectivités publiques	-4 k€	14 k€	17 k€	18 k€	1 275 k€	1 258 k€	1 275 k€	9331,6%
Subvention organismes internationaux publics	0 k€	12 k€	12 k€	1 284 k€	901 k€	-383 k€	-371 k€	-28,9%
Subvention Union Européenne	0 k€	0 k€	0 k€	8 582 k€	8 543 k€	-39 k€	-39 k€	-0,4%
<b>Total général</b>	<b>4 039 k€</b>	<b>6 295 k€</b>	<b>2 256 k€</b>	<b>21 128 k€</b>	<b>20 750 k€</b>	<b>-378 k€</b>	<b>1 878 k€</b>	<b>7,5%</b>

Les autres subventions représentent 4,5% (contre 4,4 % en 2024) des produits encaissables.

Elles enregistrent une augmentation de 1 878 k€. L’augmentation hors projets de 2 256 k€ est la conséquence d’une évolution comptable pour les recettes de mise à disposition des personnels et des enseignants qui sont à présent comptabilisées en subvention du ministère et non en ressources propres. Les subventions sur projets restent globalement stables mais avec une augmentation des subventions de la Région et des collectivités publiques (+ 3 028 k€) et une diminution des autres subventions publiques (- 2 384 k€). Pour les subventions des autres collectivités publiques, la hausse entre 2024 et 2025 s’explique par une erreur de compte

des écritures de clôture pour deux projets, s'agissant en réalité de subventions de l'ANR. Concernant les subventions de la Région, la forte augmentation entre 2024 et 2025 s'explique par le financement des formations de kinésithérapeute et la comptabilisation en 2025 des recettes au titre de 2023 et 2024.

*Tableau 15 : Décomposition des autres subventions 2024 et 2025 par secteurs d'activité*

Autres subventions par secteurs	Hors projets			Projets			Tous	
	2024	2025	Evol.	2024	2025	Evol.	Evolution 2024/2025	
Formation	2 581 k€	2 902 k€	321 k€	1 843 k€	2 460 k€	617 k€	938 k€	21,2%
Recherche	412 k€	491 k€	80 k€	17 583 k€	16 638 k€	-946 k€	-866 k€	-4,8%
Vie étudiante	202 k€	776 k€	574 k€	289 k€	148 k€	-141 k€	433 k€	88,3%
Patrimoine	144 k€	130 k€	-14 k€	0 k€	-24 k€	-24 k€	-38 k€	-26,2%
Systèmes d'Information	389 k€	-563 k€	-952 k€	87 k€	-16 k€	-103 k€	-1 056 k€	-221,6%
Autres services généraux	311 k€	2 559 k€	2 248 k€	1 326 k€	1 545 k€	219 k€	2 467 k€	150,7%
<b>Total général</b>	<b>4 039 k€</b>	<b>6 295 k€</b>	<b>2 256 k€</b>	<b>21 128 k€</b>	<b>20 750 k€</b>	<b>-378 k€</b>	<b>1 878 k€</b>	<b>7,5%</b>

Hors projets, l'augmentation de la Vie étudiante est liée à un reversement exceptionnel du Crous Grenoble Alpes de 600 k€. La baisse sur les systèmes d'information est due à une erreur de compte comptable pour l'enregistrement de la contribution des établissements-composantes inscrites en Produits à Recevoir en 2024 qui auraient dû être comptabilisée en autres ressources propres (563 k€). L'augmentation sur les autres services généraux est liée à la mise à disposition des personnels.

#### *d) Les ressources propres*

Les ressources propres s'élèvent à 148 632 k€ en 2025, contre 118 936 k€ en 2024. Elles sont en augmentation de 25 % (+ 29 697 k€) par rapport à 2024 principalement du fait de l'augmentation des produits provenant de l'ANR.

Tableau 16 : Décomposition des ressources propres 2024 et 2025 par nature

Ressources propres	Hors projets			Projets			TOUS	
	2024	2025	Evol.	2024	2025	Evol.	Evolution 2024/2025	
ANR	1 844 k€	1 579 k€	-265 k€	56 110 k€	83 256 k€	27 146 k€	26 881 k€	46,4%
Autres produits	13 023 k€	18 603 k€	5 580 k€	1 041 k€	1 776 k€	735 k€	6 315 k€	44,9%
Mise à disposition de personnel	6 455 k€	2 036 k€	-4 419 k€		85 k€	85 k€	-4 334 k€	-67,1%
Droits universitaires	7 086 k€	7 473 k€	387 k€			0 k€	387 k€	5,5%
Formation continue et apprentissage	21 668 k€	21 159 k€	-508 k€	398 k€		-398 k€	-907 k€	-4,1%
Taxe d'apprentissage	556 k€	843 k€	287 k€			0 k€	287 k€	51,7%
Produits de prestations	5 851 k€	6 584 k€	733 k€	1 425 k€	1 773 k€	348 k€	1 080 k€	14,8%
Taxes affectées (CVEC)	3 478 k€	3 465 k€	-13 k€			0 k€	-13 k€	-0,4%
<b>Total général</b>	<b>59 962 k€</b>	<b>61 743 k€</b>	<b>1 781 k€</b>	<b>58 974 k€</b>	<b>86 889 k€</b>	<b>27 916 k€</b>	<b>29 697 k€</b>	<b>25,0%</b>

Dont Opération Campus	Projets		
	2024	2025	Evol.
ANR	7 231 k€	8 001 k€	770 k€
Autres produits	660 k€	711 k€	51 k€
<b>Total général</b>	<b>7 891 k€</b>	<b>8 712 k€</b>	<b>822 k€</b>

Tableau 17 : Décomposition des ressources propres 2024 et 2025 par secteurs d'activité

Ressources propres par secteurs	Hors projets			Projets			TOUS	
	2024	2025	Evol.	2024	2025	Evol.	Evolution 2024/2025	
Formation	28 829 k€	29 820 k€	991 k€	1 835 k€	19 181 k€	17 346 k€	18 337 k€	59,8%
Recherche	9 469 k€	9 768 k€	299 k€	35 593 k€	39 573 k€	3 980 k€	4 279 k€	9,5%
Vie étudiante	4 231 k€	5 262 k€	1 031 k€	111 k€	62 k€	-49 k€	982 k€	22,6%
Patrimoine	4 196 k€	4 124 k€	-73 k€	5 k€	62 k€	57 k€	-15 k€	-0,4%
Systèmes d'Information	642 k€	2 124 k€	1 482 k€	0 k€	205 k€	205 k€	1 687 k€	262,7%
Autres services généraux	12 594 k€	10 645 k€	-1 949 k€	13 539 k€	19 094 k€	5 555 k€	3 606 k€	13,8%
Opération campus	0 k€	0 k€	0 k€	7 891 k€	8 712 k€	822 k€	822 k€	10,4%
<b>Total général</b>	<b>59 962 k€</b>	<b>61 743 k€</b>	<b>1 781 k€</b>	<b>58 974 k€</b>	<b>86 889 k€</b>	<b>27 916 k€</b>	<b>29 697 k€</b>	<b>25,0%</b>

Les principales évolutions portent sur les postes suivants :

- Ressources propres ANR :

Le tableau 18 montre la répartition des subventions ANR entre secteurs d'activité ainsi que l'évolution de 2024 à 2025. Pour mémoire, les produits ANR sont liés à des projets faisant l'objet de la comptabilisation à l'avancement. Les évolutions constatées ci-dessous sont ainsi directement liées à l'évolution des charges :

- Formation : La hausse s'explique par la poursuite des projets CMA et le versement de sommes dues à des partenaires
- Autres services généraux : la progression s'explique par le versement à Grenoble INP – UGA du solde lié au portage du volet Formation de l'IdEx.
- Recherche : les chiffres du compte financier reflètent l'évolution de multiples projets, parmi lesquels les Labex, le projet MIAI Cluster et l'AMI FORESEE en Sciences Humaines et Sociales

*Tableau 18 : Ressources propres ANR 2024 et 2025 par secteurs d'activité :*

Ressources propres ANR par secteur	2024	2025	Evolution 2024/2025
Formation	1 437 k€	19 145 k€	17 708 k€
Recherche	35 790 k€	38 844 k€	3 054 k€
Vie étudiante	108 k€	62 k€	-46 k€
Patrimoine	0 k€	-2 k€	-2 k€
Systèmes d'Information	0 k€	-21 k€	-21 k€
Autres services généraux	13 389 k€	18 807 k€	5 417 k€
Opération campus	7 231 k€	8 001 k€	770 k€
<b>Total général</b>	<b>57 954 k€</b>	<b>84 835 k€</b>	<b>26 881 k€</b>

- Droits Universitaires :

Dans cette rubrique, les droits d'inscription nationaux en licence, master et doctorat (LMD) sont comptabilisés, mais aussi les droits des diplômés d'Établissement (DU et autres) et les droits spécifiques perçus auprès des étudiants. La compensation versée par l'État pour les étudiants boursiers est versée dans le cadre de la SCSP (cf. 2.2.1 b) La Subvention pour Charges de Service Public (SCSP)).

Les produits enregistrent au compte financier 2025 les droits d'inscription au titre de l'année universitaire 2024-2025 perçus de janvier à juin 2025, et les droits d'inscription au titre de l'année universitaire 2025-2026 perçus de septembre à décembre 2025.

Les droits d'inscription évoluent de 7 086 k€ en 2024 à 7 473 k€ en 2025, soit une augmentation de 387 k€ induite en partie par l'augmentation des droits de 1,6 % pour l'année universitaire 2025-2026 décidée au niveau national et par l'augmentation de 3% du nombre d'étudiants non boursiers.

A ces produits s'ajoutent les frais pédagogiques notamment liés à la formation sous la forme enseignement à distance (EAD), ou à des formations spécifiques qui sont intégrées dans les produits de prestations pour 1 235 k€ en 2025, en hausse de 171 k€ par rapport à 2024.

Le tableau 19 fait apparaître l'évolution des effectifs étudiants, dont les boursiers, depuis la rentrée universitaire 2022-2023. Les chiffres dans ce tableau n'incluent pas les étudiants de l'IAE et de Polytech Grenoble qui ont été transférés à Grenoble INP – UGA au début de l'année académique 2021 – 2022.

*Tableau 19 : Evolution des effectifs étudiants depuis 2022-2023 :*

	<b>Effectifs étudiants</b>	<b>Dont Boursiers</b>	<b>Taux Boursiers</b>
Année universitaire 2022-2023	42 397	11 557	27,26%
Année universitaire 2023-2024	42 651	11 859	27,80%
Année universitaire 2024-2025	43 339	11 718	27,04%
Année universitaire 2025-2026*	43 668	11 100	25,42%

\* inscrits au 19/01/2026 - source portail d'information et d'aide à la décision (PIAD)

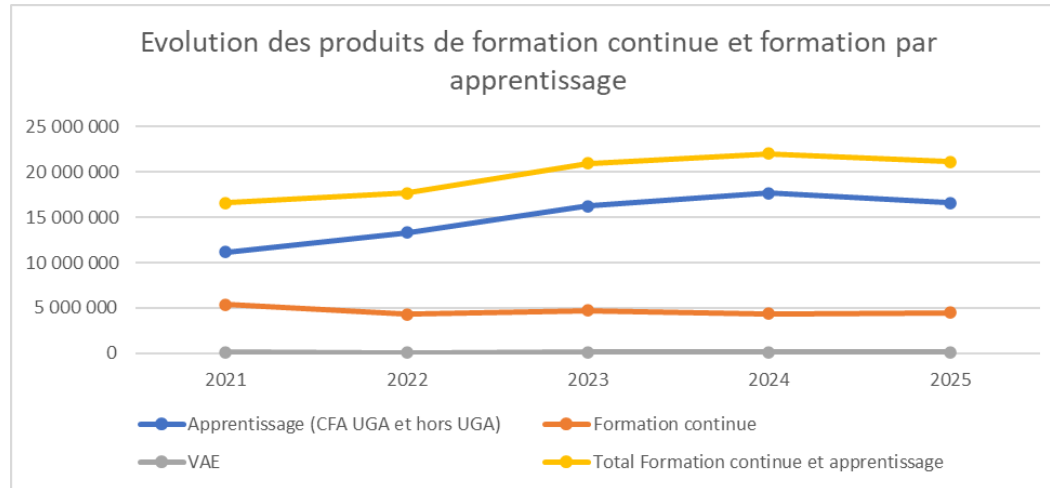
- Formation continue et apprentissage

Les produits de formation continue et d'apprentissage sont en baisse de 907 k€.

En 2024, une erreur de comptabilisation des Produits à recevoir et Produits constatés d'avance de la Direction de la formation continue et de l'apprentissage (DFCA) a entraîné une surestimation des recettes de formation continue de 724 k€ au détriment des recettes d'apprentissage. En prenant en compte ce correctif pour l'analyse de l'évolution de ces recettes on constate les éléments suivants :

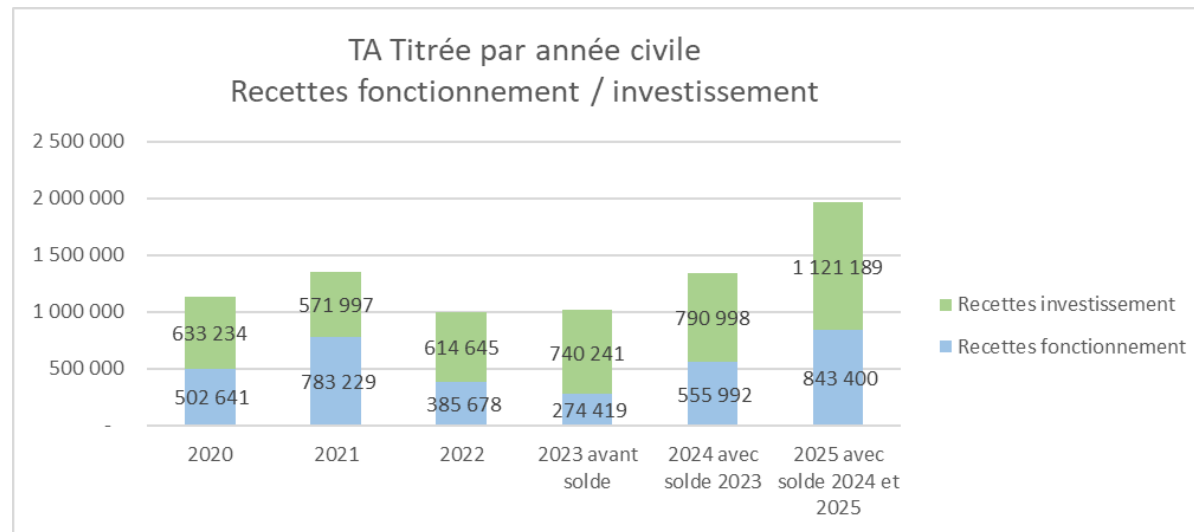
Les produit d'apprentissage s'élèvent à 16 575 k€, en baisse de 1 093 k€ (- 6,2%) par rapport à 2024 mais avec un bilan contrasté. En effet les recettes augmentent de 827 k€ pour l'UFR de Pharmacie (ouverture de la 2<sup>ème</sup> année du Diplôme d'Etude Universitaire Scientifique et Technique (DEUST)). Par contre on constate une baisse de 1 015 k€ pour les formations gérées par la DFCA, de 706 k€ pour les 3 IUT (ajustement des formations suite à l'ouverture des BUT) et de 185 k€ pour l'UFR FEG. L'impact des évolutions de prise en charge des coûts des contrats d'apprentissage par les entreprises devrait se faire ressentir encore davantage en 2026.

Les produits de formation continue et validation des acquis de l'expérience (VAE) s'élèvent à 4 584 k€, en augmentation de 186 k€ (+ 4,2 %) par rapport à 2024, en baisse pour le secteur santé (- 130 k€) mais en hausse pour la DFCA (+ 294 k€), du fait d'un retard de facturation en 2024.



- Taxe d'apprentissage

Les recettes de taxe d'apprentissage (TA) s'élèvent au global à 1 965 k€, en augmentation de 618 k€ par rapport à 2024 en raison du versement en 2025 à la fois du solde de TA 2024 non fléché par les entreprises (retard 2024) et du solde de TA 2025. Elle est affectée en produits de fonctionnement (843 k€, + 287 k€ par rapport à 2024) et pour le financement d'investissements (1 121 k€). La réception du solde de TA 2025 en toute fin d'année n'a pas permis son usage pour du financement d'investissements.



- Contribution à la vie étudiante et de campus (CVEC)

Sur l'année 2025, l'UGA a perçu 3 465 k€ de CVEC au titre de l'année universitaire 2024-2025, soit un montant stable par rapport à 2024.

*Tableau 20 : Décomposition des recettes CVEC 2025*

<b>Décomposition Recettes CVEC</b>	<b>Montant recettes CVEC</b>
Montant CVEC Crous année universitaire 2023/2024	3 246 073
Montant reversements par les établissements-composantes	219 098
	<b>3 465 171</b>

Le montant de la CVEC 2025 non consommée est estimé à 211 k€ ; En 2025, une partie du reliquat CVEC a été utilisé pour l'amorçage de l'équipement de la crèche à hauteur de 90 k€.

- Mise à disposition et autres produits

La baisse de 4 334 k€ de produits pour les mises à disposition s'explique par une évolution de comptabilisation : les mises à disposition des enseignants sont comptabilisées en subvention (2 262 k€) et le reversement par Grenoble INP – UGA de la masse salariale des personnels de l'IAE et Polytech Grenoble restés à l'UGA, et mis à disposition de Grenoble INP-UGA, a été comptabilisé en autres produits (2 076 k€).

Les autres produits augmentent de 6 357 k€. La mise en place des contributions aux services partagés ISSO, DGD BAPSO, CED et Service de santé étudiante et au fonctionnement du collège doctoral, avec une régularisation des années antérieures, entraîne une augmentation de 2 211 k€.

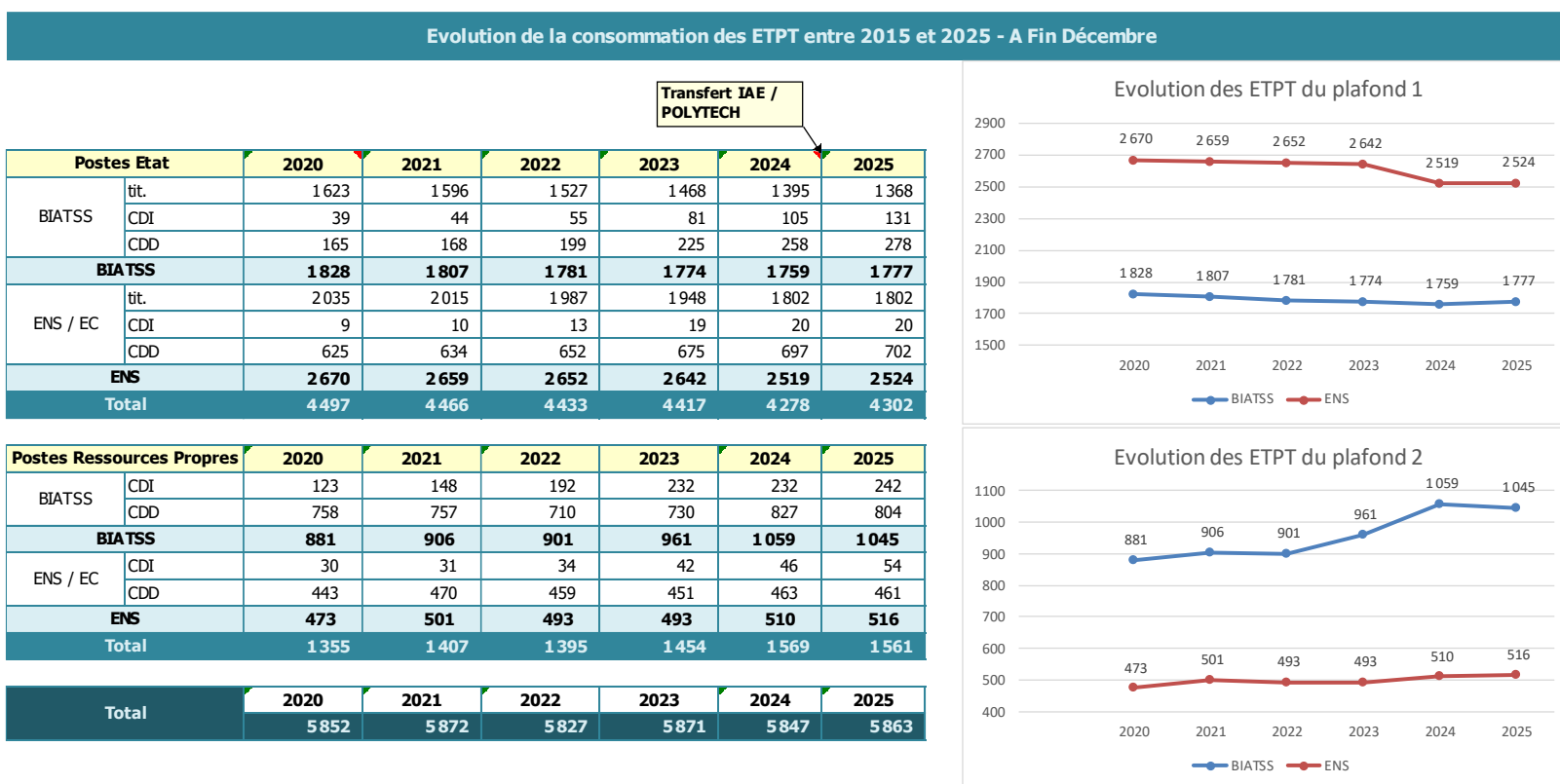
On peut également noter l'évolution de la comptabilisation des mises à disposition évoquée précédemment (2 076 k€) et de l'enregistrement de la contribution des établissements-composantes à la DSIM en Produits à Recevoir en 2024 en subventions (impact augmentation de 1 126 k€).

## 2.2.2 Les charges de l'Établissement

a) Les dépenses de rémunération et la consommation des ETPT (équivalent temps plein travaillé)

- Le plafond des emplois de l'UGA et le suivi des ETPT

Le plafond d'emplois de l'UGA voté lors du dernier budget rectificatif s'élève à 5 936 ETPT : 4353 ETPT sur plafond État et 1583 ETPT sur plafond établissement. Le plafond notifié par le ministère pour les postes P1 s'élève à 4532 ETPT soit une différence de 180 ETPT par rapport au plafond voté. La masse salariale allouée dans la dotation ministérielle (SCSP) ne permet pas de couvrir l'intégralité du plafond des emplois notifié.



L'évolution de la consommation en ETPT s'analyse comme suit :

#### Personnels BIATSS :

**Sur le plafond 1**, l'année 2021 est marquée par deux éléments : la crise sanitaire de la Covid (ayant induit un retard sur les recrutements) et la restriction de certaines publications de postes aux contractuels uniquement en 2021/2022 dans le cadre des économies à faire pour améliorer la trajectoire financière de l'établissement. Face aux difficultés de recrutement, la publication des postes a été réouverte très largement dès janvier 2023 sans impacter significativement la tendance qui se confirme : de plus en plus de postes État sont pourvus par des contractuels et les concours sont moins attractifs. Ainsi entre 2022 et 2023, nous constatons une baisse des titulaires de 59 ETP contre une hausse des CDI de 26 ETPT et de CDD permanents de 26 également.

En 2024, après neutralisation du transfert des 46 postes BIATSS du plafond 1 à Grenoble INP - UGA, il est constaté une meilleure occupation des postes État de +31 ETPT grâce à une meilleure dynamique de recrutement (mais toujours avec une majorité de contractuels).

Cette tendance se poursuit en 2025 avec une nouvelle progression de la consommation du plafond d'emplois de **+18 ETPT** pour retrouver le niveau de saturation des postes antérieur à la crise sanitaire de la Covid. La tendance du remplacement des titulaires par des contractuels se poursuit malgré l'ouverture de tous les postes en priorité en mobilité interne puis aux titulaires.

**Sur le plafond 2**, le nombre de CDD BIATSS augmente significativement entre 2022 et 2024 grâce aux contrats de projets recrutés sur des projets de recherche, pédagogiques ou mixtes comme l'IdEx, les PIA ou MIAI : +158 ETPT. En parallèle, nous pouvons observer un transfert progressif de CDD vers CDI sur les postes permanents financés sur recettes propres ou dotation entre 2020 et 2025 : cette hausse significative de +119 ETP résulte de l'application du règlement de gestion déployé à l'UGA en 2016 qui permet de CDIsers les contractuels permanents au bout de 4 ans. Entre 2024 et 2025, le nombre de contractuel se stabilise sans augmentation nouvelle sur les contrats de projets.

#### Personnels Enseignants (ENS) et enseignants-chercheurs (EC) :

**Sur le plafond 1**, les enseignants et enseignants-chercheurs titulaires sont en baisse depuis 2021 suite à la mise en place d'un différé de recrutement de 2 ans sur 90% des postes dans le but de mieux travailler les profils de poste et de réaliser des économies dans le cadre de la trajectoire financière (-67 ETPT de titulaires entre 2021 et 2023). Cette baisse se stabilise à la fin des 2 ans de différé soit en septembre 2023. Après neutralisation du transfert des postes à Grenoble INP - UGA, le nombre de titulaires est en hausse sur 2024 de +5 ETPT et se stabilise au même niveau en 2025.

En parallèle une hausse des CDD ENS et EC du plafond 1 est constatée sur la même période car les postes différés sont pourvus temporairement par des CDD (+78 ETP entre 2021 et 2025) et les postes mieux saturés en 2024 et 2025.

**Sur le plafond 2**, les CDD ENS et EC (y compris doctorants) sont en augmentation de +43 ETP entre 2020 et 2025 : dont principalement des doctorants supplémentaires sur projets de recherche et quelques CDD enseignants sur ressources propres.

- **Taux d'exécution sur les dépenses de Masse Salariale**

Le suivi de la masse salariale UGA a été construit autour d'une structure financière simple et globalisée : une UB masse salariale qui intègre toutes les dépenses de masse salariale à l'exception des dépenses financées sur recettes propres de la recherche, qui sont dans l'UB recherche. Par définition, les dépenses qui restent imputées sur l'UB recherche sont intégralement financées et représentent un risque limité pour l'établissement.

### Analyse des Taux d'execution par rapport au BR2

	Budget ouvert au BR2	Dépenses au 31/12/25	Ecart (Budget - Dépenses)	Taux d'execution 2025	Taux d'execution 2024
<b>Plafond 1</b>	<b>338 320 474</b>	<b>336 601 124</b>	- <b>1 719 350</b>	✓ 99,5%	✓ 99,5%
dont BIATS	107 929 330	107 023 836	- 905 494	✓ 99,2%	✓ 99,6%
dont ENS/EC	230 391 144	229 577 287	- 813 857	✓ 99,6%	✓ 99,4%
<b>Plafond 2 et Hors plafond</b>	<b>54 326 387</b>	<b>53 064 050</b>	- <b>1 262 337</b>	✓ 97,7%	✓ 97,1%
dont dépenses sur dotation (y/c CLES, DSG, pepite Oze)	22 523 983	21 886 596	- 637 387	✓ 97,2%	✓ 96,3%
dont dépenses sur LOI ORE	2 339 833	2 239 508	- 100 325	✓ 95,7%	✓ 97,8%
dont dépenses sur RP	19 410 253	19 500 928	90 675	✓ 100,5%	✓ 98,5%
dont dépenses sur eOTP	10 052 318	9 437 018	- 615 300	✗ 93,9%	✓ 96,2%
<b>Prestations sociales</b>	<b>2 094 302</b>	<b>2 052 671</b>	- <b>41 631</b>	✓ 98,0%	✗ 95,7%
<b>Salaires Refacturés</b>	<b>6 403 908</b>	<b>6 499 652</b>	<b>95 744</b>	✓ 101,5%	✓ 97,0%
<b>Divers</b>	<b>194 994</b>	<b>187 826</b>	- <b>7 168</b>	✓ 96,3%	✓ 96,0%
<b>Recherche (projets et ressources propres)</b>	<b>35 580 229</b>	<b>35 521 022</b>	- <b>59 207</b>	✓ 99,8%	✓ 99,2%
<b>Total</b>	<b>436 920 294</b>	<b>433 926 344</b>	- <b>2 993 950</b>	✓ <b>99,3%</b>	✓ <b>99,1%</b>

Le taux d'exécution global de l'UB masse salariale est en progression à 99,3%. Il résulte d'un travail fin d'analyses et de projections sur le plafond 1 (taux de 99.5%). Ce taux ne pourra pas être augmenté davantage sans prendre de risque de blocage sur le déversement des payes de fin d'année. Sur le plafond 2 et notamment sur l'UB recherche, un travail très important a été conduit en budget rectificatif pour déprogrammer les crédits non engagés sur les projets.

- **Analyse de l'évolution des dépenses de masse salariale entre 2024 et 2025**

	2024	2025	% évolution 2024/2025	Ecart entre 2025 et 2024
<b>UB Masse Salariale</b>	<b>388 895 382</b>	<b>398 405 323</b>	2%	<b>9 509 941</b>
Plafond 1 / Postes Etat	327 099 064	336 601 124	3%	9 502 060
Plafond 2 / Dotation	24 944 354	24 126 104	-3%	- 818 250
Plafond 2 / Projets	8 786 941	9 437 018	7%	650 077
Plafond 2 / Recettes Propres	19 318 948	19 500 928	1%	181 980
Prestations sociales	1 656 570	2 052 671	24%	396 101
Mise à disposition de personnels	7 089 505	6 687 478	-6%	- 402 027
<b>UB Rech (MS sur Convention)</b>	<b>34 953 190</b>	<b>35 521 022</b>	2%	<b>567 832</b>
<b>Masse salariale UGA</b>	<b>423 848 572</b>	<b>433 926 345</b>	2%	<b>10 077 773</b>
<i>dont fonctionnement (MAD et FIPH)</i>	415 183	589 025		

La masse salariale de l'UGA augmente globalement de +10 M€ entre 2024 et 2025. Ce constat résulte principalement des facteurs suivants :

#### **UB Masse Salariale - Plafond 1 : hausse de 9,5 M€**

Les principaux éléments d'analyse pour justifier cette variation sont les suivants :

- La hausse du taux de contribution au CAS pension de +4 points de % pour **5,5 M€**
- La poursuite des mesures LPR à hauteur de **2,4 M€** dont : 1,38 M€ pour la refonte du régime indemnitaire (RI) des EC et des Enseignants du Secondaire Affectés dans le Supérieur (ESAS), 480 k€ pour la revalorisation des salaires des doctorants et 276 k€ pour les repyramidages.
- Une meilleure saturation des postes et un GVT positif pour **+1,6M€** notamment dans un contexte où le nombre d'entrants a été supérieur au nombre de sortants (décalage entre le différé des postes et les départs à la retraite sur les ESAS et EC) et grâce à la meilleure attractivité des postes BIATSS.

#### **UB Masse Salariale - Plafond 2 : hausse de +14 k€**

Selon les sources de financement, les dépenses évoluent de manières différentes.

- Sur les crédits alloués aux structures sur dotation, les dépenses diminuent globalement de **-818 k€** (dont à la baisse : -580 k€ sur l'enveloppe renfort, -390 k€ sur les heures complémentaires (HC) et vacances d'enseignement et à la hausse : 99 k€ sur les PCA, 132 k€ sur le RIPEC C2 et 75 k€ sur les vacances administratives)
- Sur les crédits fléchés sur projets, les dépenses évoluent à la hausse de **650 k€** notamment du fait de recrutement de nouveaux contrats sur projets.
- Sur les crédits fléchés sur recettes propres, les dépenses sont globalement stables avec **+182 k€** (effet GVT essentiellement).

#### **UB Masse Salariale - Prestations sociales : +396 k€**

Cette hausse provient essentiellement d'un nombre important de décès en 2025 entraînant le versement de capitaux décès.

#### **UB Masse Salariale – Mise à disposition : -402 k€**

Les mises à disposition évoluent tous les ans en fonction des conventions. La diminution principale enregistrée en 2025 provient de la convention de refacturation des agents mis à disposition de l'IAE et Polytech Grenoble. A chaque fois qu'un agent part définitivement, son remplacement est recruté directement par Grenoble-INP UGA.

#### **UB Recherche : hausse de 568 k€ sur les doctorants essentiellement.**

- **Analyse du besoin de financement de l'UB Masse Salariale**

#### **Besoin de financement en comptabilité budgétaire**

Le besoin de financement de l'UB Masse Salariale (différence entre les dépenses et les recettes) est de 3,4 M€ avant prise en compte des passifs sociaux (Produits à Recevoir, Charges à payer et Provisions) et de 3,8M€ en comptabilité générale. Ce résultat sera étudié en comptabilité générale au paragraphe suivant afin de tenir compte des écritures relatives aux passifs sociaux.

	Recettes	Dépenses	Ecart (Recettes - Dépenses) 2025
<b>MS600P1 - Plafond 1</b>	<b>337 596 660</b>	<b>336 601 124</b>	<b>995 536</b>
dont DGF ouverte en BR2 (y/c eOTP de gestion)	334 869 480		
dont Refacturation salaires (Houches, MEDIAT, FC Santé, Df)	1 281 275		
dont eOTP sur plafond 1 (IDEX, Plan Campus, Kiné)	1 016 708		
dont IJSS et Régul paie	429 197		
<b>MS600P2 - Plafond 2 et Hors plafond</b>	<b>51 586 746</b>	<b>53 064 050</b>	<b>- 1 477 304</b>
dont DGF ouverte en BR2 (y/c eOTP de gestion)	21 689 008		
dont Recettes Propres NA	19 500 928		
dont Recettes Propres eOTP	9 437 018		
dont Compensation des décharges	646 362		
dont IJSS	313 429		
<b>MS600PS - Prestations sociales</b>	<b>11 535</b>	<b>2 052 671</b>	<b>- 2 041 136</b>
dont Remboursement AT + Divers	11 535		
<b>MS600SR - Salaires Refacturés</b>	<b>5 638 867</b>	<b>6 499 652</b>	<b>- 860 785</b>
<b>MS600DIV - Divers</b>	<b>121 697</b>	<b>187 826</b>	<b>- 66 129</b>
<b>MS UB RECH</b>	<b>35 521 022</b>	<b>35 521 022</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>430 476 526</b>	<b>433 926 344</b>	<b>- 3 449 818</b>

*Impact des charges à payer sur le résultat - 506 378,77*

*Impact des CAPAC sur le résultat - 53 592,60*

*Impact des provisions sur le résultat 238 702,00*

*Impact des produits à recevoir sur le résultat - 82 572,41*

***Besoin de financement avec CAP et PAR 2025 - 3 853 660***

***Rappel Besoin de financement avec CAP et PAR 2024 - 3 256 375***

### Besoin de financement en droits constatés

Globalement le besoin de financement de l'UB Masse Salariale passe de 3,25 M€ en 2024 à 3,85 M€ en 2025. Les mesures imposées par l'État (CAS pension et LPR) ont été financées sur 2025 et l'augmentation marginale de **597 k€** résulte de facteurs endogènes à l'établissement.

L'analyse de l'évolution du besoin de financement de 597 k€ supplémentaires se décompose ainsi :

- Une dégradation sur le plafond 1 de – **900 k€** qui s'explique par des dépenses supplémentaires (meilleure occupation des postes et GVT positif pour -1,6M€). Cette hausse est atténuée par des recettes supplémentaires sur la SCSP partiellement utilisées ou utilisées en fonctionnement (notamment sur la réforme INSPÉ) et des crédits perçus au titre d'années antérieures (apprentissage et doctorants fléchés).
- Une amélioration sur le plafond 2 de + **754 k€** qui provient essentiellement des économies réalisées sur les enveloppes renforts et heures complémentaires/vacations d'enseignement. Les dépenses sur recettes propres et projets sont par définition équilibrées sur l'UB Masse Salariale.
- Une dégradation importante de – **421 k€** sur les prestations sociales imputable aux capitaux décès. Aucune recette n'est fléchée pour financer les prestations sociales.
- Un impact important des écritures des passifs sociaux sur les éléments suivants :
  - Des changements de méthode qui viennent impacter le résultat à la baisse pour – **680 k€** concernant :
    - les heures complémentaires : jusqu'à 2024, 4/12<sup>ème</sup> des dépenses d'heures complémentaires étaient rattachées à l'exercice antérieur. Les commissaires aux comptes (CAC) ont demandé de modifier les écritures pour rattacher 4/10<sup>ème</sup> des heures payées en 2026 sur l'exercice 2025 (neutralisation des mois de juillet et août). Le résultat est donc impacté négativement la première année du changement de méthode à hauteur de + 326 k€
    - les vacances d'enseignement avec un nouvel outil de calcul plus précis qui permet d'identifier les heures réalisées sur septembre/décembre 2025 mais non payées (jusqu'à présent le calcul se faisait sur des ratios statistiques) : + 354 k€
  - En parallèle, les charges à payer diminuent sur les congés payés et impactent le résultat à la hausse de **440 k€** grâce à la diminution du nombre de jours de congés reportés.
  - De plus, un impact favorable sur le résultat de **238 k€** des provisions grâce à l'atténuation des écritures au titre des comptes épargne temps (mesure anticipée).

b) Les charges de fonctionnement

Les tableaux 21 et 22 synthétisent les montants de charges de fonctionnement 2023, 2024 et 2025, respectivement pour l'UGA hors Opération Campus et pour l'Opération Campus, en distinguant les charges décaissables des charges non décaissables. Le tableau 23 présente la répartition par secteurs d'activité.

*Tableau 21 : Décomposition des charges de fonctionnement de l'UGA 2023-2025 hors Opération Campus*

Hors Opération Campus	2023	2024	2025	Ecart 24/25	% Evol
Charges fonctionnement décaissables	115 100 k€	95 400 k€	122 487 k€	27 086 k€	28,39%
Charges fonctionnement non décaissables	29 281 k€	43 108 k€	32 906 k€	-10 203 k€	-23,67%
<b>Charges fonctionnement totales</b>	<b>144 381 k€</b>	<b>138 509 k€</b>	<b>155 392 k€</b>	<b>16 883 k€</b>	<b>12,19%</b>

*Tableau 22 : Décomposition des charges de fonctionnement 2023-2025 de l'Opération Campus*

Opération Campus	2023	2024	2025	Ecart 24/25	% Evol
Charges fonctionnement décaissables	7 709 k€	7 322 k€	8 053 k€	731 k€	9,98%
Charges fonctionnement non décaissables	4 263 k€	4 780 k€	5 226 k€	446 k€	9,34%
<b>Charges fonctionnement totales</b>	<b>11 973 k€</b>	<b>12 102 k€</b>	<b>13 279 k€</b>	<b>1 177 k€</b>	<b>9,73%</b>

*Tableau 23 : Décomposition des charges décaissables 2024 et 2025 par secteurs d'activité hors Opération Campus*

Charges de fonctionnement décaissables hors Opération Campus	Hors projets			Projets			Total charges fonctionnement décaissables		
	2024	2025	Evol.	2024	2025	Evol.	2024	2025	Evol.
Formation	15 263 k€	14 494 k€	-769 k€	2 994 k€	18 762 k€	15 769 k€	18 257 k€	33 256 k€	15 000 k€
Recherche	12 525 k€	12 289 k€	-236 k€	20 012 k€	24 222 k€	4 210 k€	32 537 k€	36 511 k€	3 974 k€
Vie étudiante	2 533 k€	3 452 k€	919 k€	265 k€	178 k€	-88 k€	2 798 k€	3 629 k€	831 k€
Patrimoine	20 252 k€	19 370 k€	-882 k€	79 k€	253 k€	173 k€	20 332 k€	19 623 k€	-709 k€
Systèmes d'Information	4 298 k€	4 502 k€	203 k€	0 k€	0 k€	0 k€	4 298 k€	4 502 k€	203 k€
Autres services généraux	9 612 k€	10 844 k€	1 232 k€	7 567 k€	14 121 k€	6 554 k€	17 178 k€	24 965 k€	7 787 k€
<b>Total général</b>	<b>64 483 k€</b>	<b>64 951 k€</b>	<b>467 k€</b>	<b>30 917 k€</b>	<b>57 536 k€</b>	<b>26 619 k€</b>	<b>95 400 k€</b>	<b>122 487 k€</b>	<b>27 086 k€</b>

- Répartition par secteurs d'activité et comptes comptables

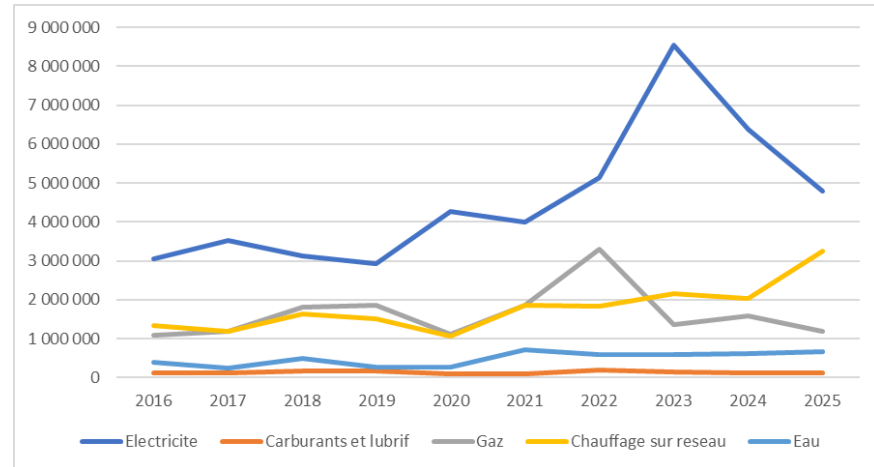
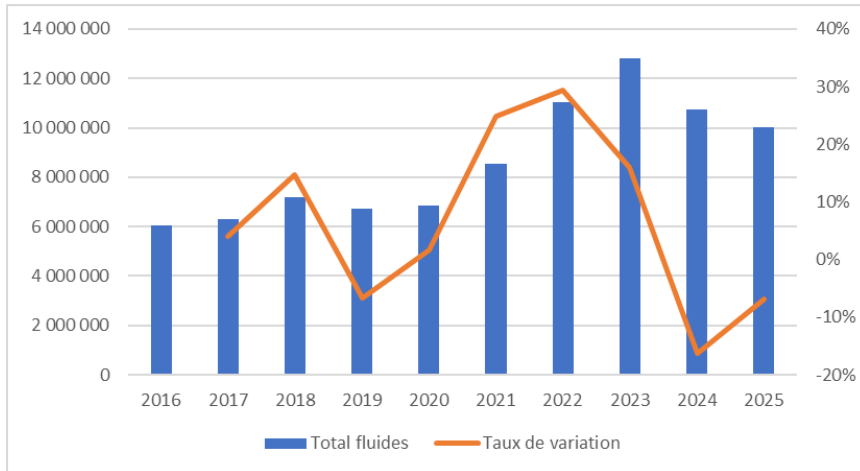
*Tableau 24 : Décomposition par regroupement de comptes comptables*

Hors Opération Campus	Hors projets			Projets			Charges totales fonctionnement décaissables		
	2024	2025	Evol 24/25	2024	2025	Evol 24/25	2024	2025	Evol 24/25
Eau	619 k€	655 k€	5,9%	0 k€	0 k€		619 k€	655 k€	5,9%
Carburants et lubrif	110 k€	115 k€	5,2%	4 k€	5 k€	13,4%	114 k€	120 k€	5,5%
Chauffage sur reseau	2 038 k€	3 255 k€	59,7%	0 k€	0 k€		2 038 k€	3 255 k€	59,7%
Electricite	6 383 k€	4 777 k€	-25,2%	0 k€	4 k€		6 383 k€	4 781 k€	-25,1%
Gaz	1 577 k€	1 192 k€	-24,4%	0 k€	0 k€		1 577 k€	1 192 k€	-24,4%
<b>Total fluides</b>	<b>10 726 k€</b>	<b>9 995 k€</b>	<b>-6,8%</b>	<b>4 k€</b>	<b>9 k€</b>	<b>108,4%</b>	<b>10 731 k€</b>	<b>10 004 k€</b>	<b>-6,8%</b>
Doc tech et biblio	2 772 k€	2 741 k€	-1,1%	109 k€	76 k€	-30,9%	2 882 k€	2 817 k€	-2,3%
Entr Maintenance	1 825 k€	1 939 k€	6,3%	69 k€	128 k€	85,2%	1 894 k€	2 067 k€	9,1%
Entret/bien immobil	2 868 k€	2 093 k€	-27,0%	2 k€	17 k€	593,6%	2 871 k€	2 110 k€	-26,5%
Entret/bien mobilier	1 155 k€	1 095 k€	-5,3%	302 k€	279 k€	-7,6%	1 457 k€	1 373 k€	-5,8%
Formation continue	1 516 k€	1 661 k€	9,6%	264 k€	490 k€	85,4%	1 780 k€	2 151 k€	20,8%
Fournit.enseingt	1 743 k€	1 725 k€	-1,1%	2 157 k€	1 934 k€	-10,4%	3 901 k€	3 659 k€	-6,2%
<b>Frais réceptions</b>	<b>1 871 k€</b>	<b>1 866 k€</b>	<b>-0,3%</b>	<b>648 k€</b>	<b>661 k€</b>	<b>2,1%</b>	<b>2 519 k€</b>	<b>2 527 k€</b>	<b>0,3%</b>
<b>Frais inscrip colloq</b>	<b>257 k€</b>	<b>228 k€</b>	<b>-11,1%</b>	<b>350 k€</b>	<b>339 k€</b>	<b>-3,2%</b>	<b>607 k€</b>	<b>567 k€</b>	<b>-6,5%</b>
<b>Mission</b>	<b>2 954 k€</b>	<b>2 627 k€</b>	<b>-11,1%</b>	<b>2 228 k€</b>	<b>2 115 k€</b>	<b>-5,1%</b>	<b>5 182 k€</b>	<b>4 742 k€</b>	<b>-8,5%</b>
<b>Voyages et Depl.</b>	<b>1 030 k€</b>	<b>723 k€</b>	<b>-29,8%</b>	<b>940 k€</b>	<b>718 k€</b>	<b>-23,6%</b>	<b>1 970 k€</b>	<b>1 441 k€</b>	<b>-26,9%</b>
Honoraires	1 485 k€	5 862 k€	294,7%	1 173 k€	1 095 k€	-6,6%	2 658 k€	6 957 k€	161,7%
<b>Prest ext gardiennag</b>	<b>1 207 k€</b>	<b>1 127 k€</b>	<b>-6,6%</b>	<b>5 k€</b>	<b>2 k€</b>	<b>-67,8%</b>	<b>1 212 k€</b>	<b>1 128 k€</b>	<b>-6,9%</b>
<b>Prest ext nettoyage</b>	<b>6 150 k€</b>	<b>6 181 k€</b>	<b>0,5%</b>	<b>2 k€</b>	<b>2 k€</b>	<b>-31,4%</b>	<b>6 152 k€</b>	<b>6 183 k€</b>	<b>0,5%</b>
Redevances pour conc	3 230 k€	3 285 k€	1,7%	589 k€	632 k€	7,4%	3 819 k€	3 917 k€	2,6%
Allocation logement	981 k€	991 k€	1,0%	142 k€	147 k€	3,3%	1 123 k€	1 137 k€	1,3%
Taxe verst.transport	3 892 k€	3 923 k€	0,8%	567 k€	586 k€	3,3%	4 459 k€	4 509 k€	1,1%
<b>Autres charges</b>	<b>18 821 k€</b>	<b>16 889 k€</b>	<b>-10,3%</b>	<b>21 365 k€</b>	<b>48 308 k€</b>	<b>126,1%</b>	<b>40 186 k€</b>	<b>65 197 k€</b>	<b>62,2%</b>
<b>Total général</b>	<b>64 483 385</b>	<b>64 950 511</b>	<b>0,7%</b>	<b>30 917 108</b>	<b>57 536 261</b>	<b>86,1%</b>	<b>95 400 494</b>	<b>122 486 772</b>	<b>28,4%</b>

Les principales évolutions constatées de 2024 à 2025 concernent les postes de charges suivants :

- Fluides

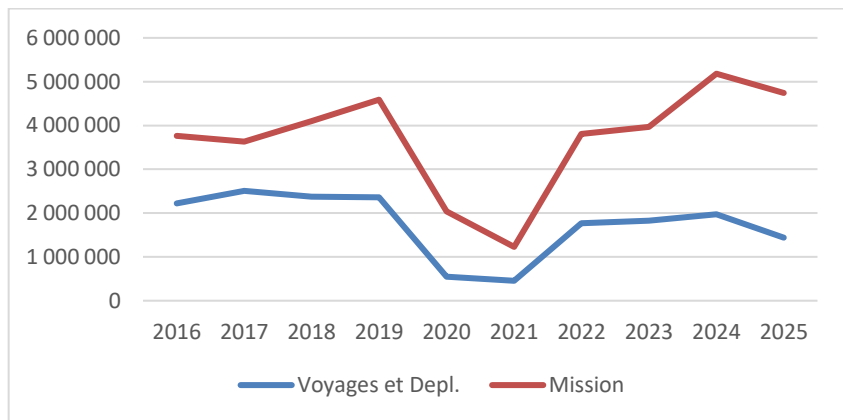
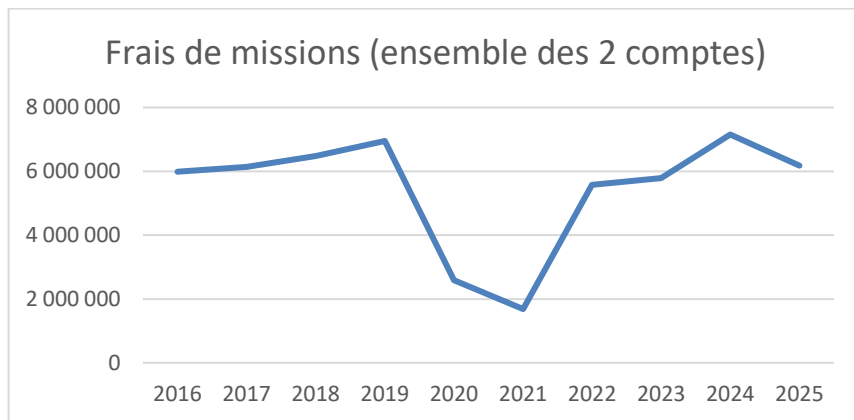
*Graphiques 19 et 20 : Evolution des dépenses de fluides depuis 2016*



Les fluides diminuent de plus de 727 k€ par rapport à 2024 du fait d'une baisse générale des coûts unitaires de l'énergie et grâce au transfert de consommation vers le chauffage urbain (poursuite du déploiement du raccordement au réseau urbain) moins onéreux que les autres énergies. Le poste « Chauffage sur réseau » augmente donc et le gaz diminue. Après les envolées des années 2022 et 2023 dues au contexte international, l'électricité retrouve un niveau en dessous des 5 M€.

- Frais de missions

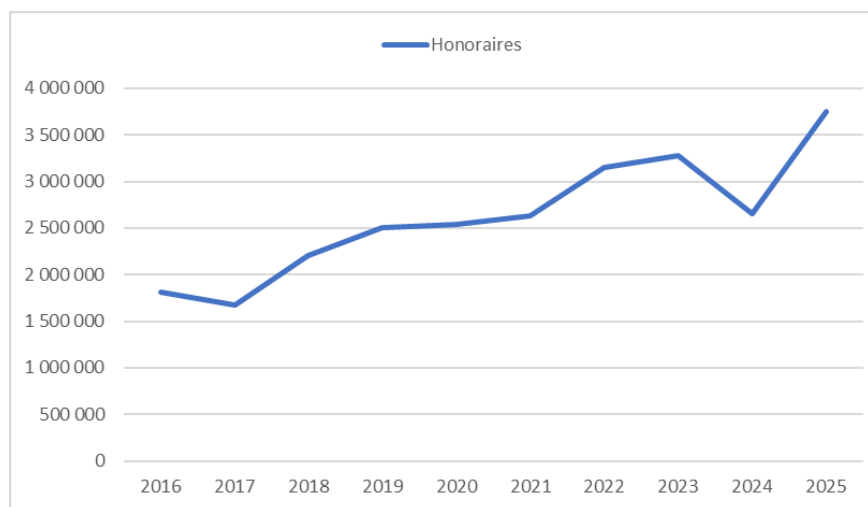
*Graphiques 21 et 22 : Evolution des dépenses de frais de mission depuis 2016*



Après la baisse d'activité causée par la crise sanitaire de la Covid en 2020 et 2021, les frais de mission ont augmenté jusqu'en 2024, année au cours de laquelle ils ont même dépassé le niveau d'avant la crise. En faits marquants, on notera la mise en place de l'interface Notilus en fin d'année 2023 et la campagne d'apurement des anciennes missions antérieures à Notilus réalisée en 2024 du fait du passage à la nouvelle application et également en anticipation du passage à SIFAC +. Ce nettoyage (+ 950 k€) explique le niveau élevé des frais de missions en 2024 sur le compte « Mission ». En 2025, le niveau des frais diminue du fait de la non reconduction en 2025 de cette action conjoncturelle.

- Les honoraires

*Graphiques 23 et 24 : Evolution des dépenses d'honoraires après correction erreur d'imputation Floralis depuis 2016*



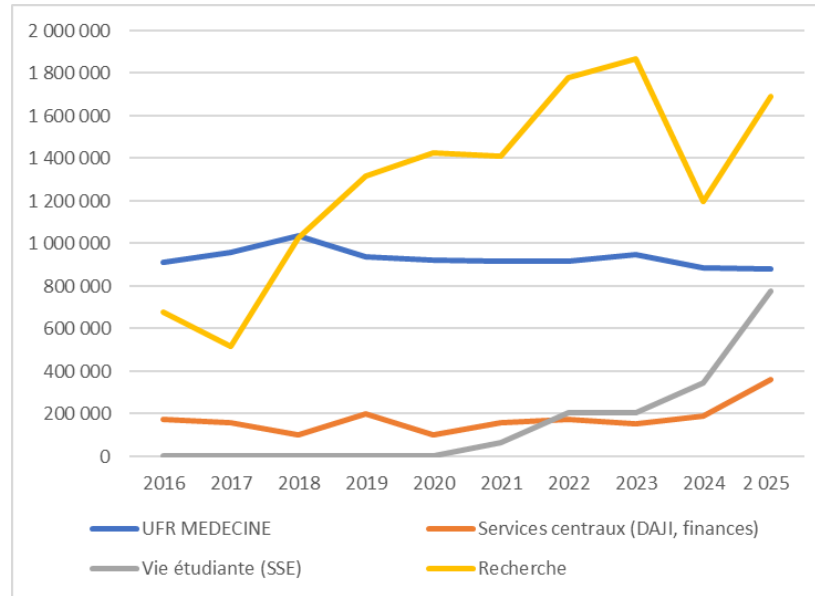
En 2025, des flux Floralis (flux croisés...) ont été comptabilisés sur ce compte honoraires par erreur. Cela contribue à hauteur de 3,2 M€ à la forte augmentation constatée. Auparavant, les écritures Floralis étaient enregistrées sur le compte 6588 "Autres charges diverses".

Ces frais d'honoraires corrigés varient de +41 %, principalement liés aux effets combinés de :

- une hausse de 432K€ des honoraires liés à la Vie étudiante du fait du dispositif de Santé Psy étudiant géré par le Service de Santé étudiante et soutenu par une fraction de la SCSP
- une hausse de 493k€ des honoraires liés à la recherche (à analyser avec les flux constatés sur le compte 6588 qui, dans le même temps, diminuent)

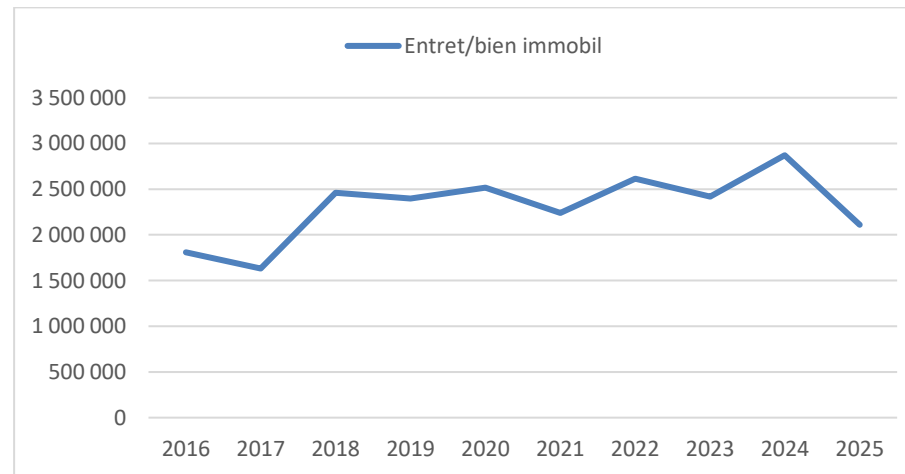
A noter l'évolution positive des dépenses d'honoraires des services centraux qui intègre notamment le portage par la DGD Finances Achats d'une étude « Diagnostic et optimisation de la chaîne financière ».

Les honoraires de l'UFR de Médecine correspondant aux versements effectués aux praticiens maitres de stage diminuent légèrement.



- L'entretien sur biens immobiliers

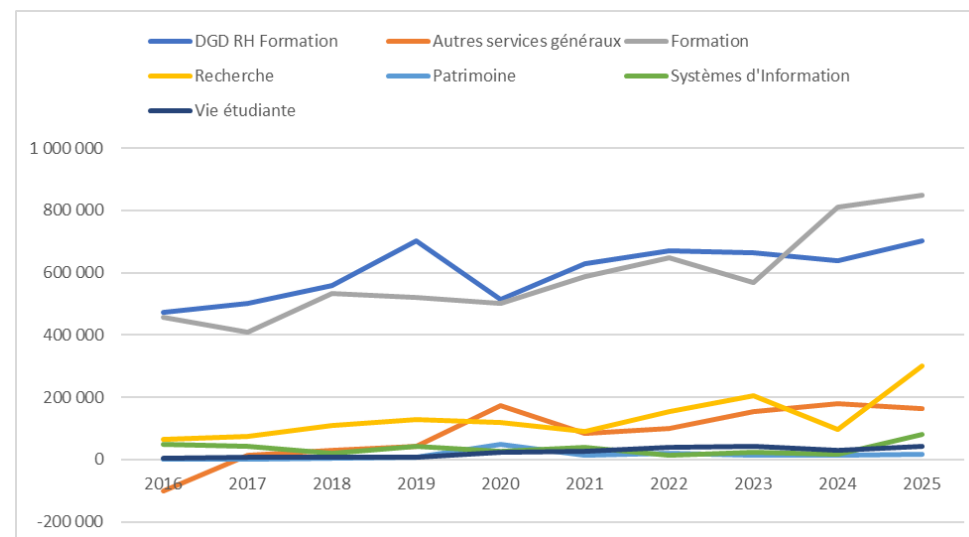
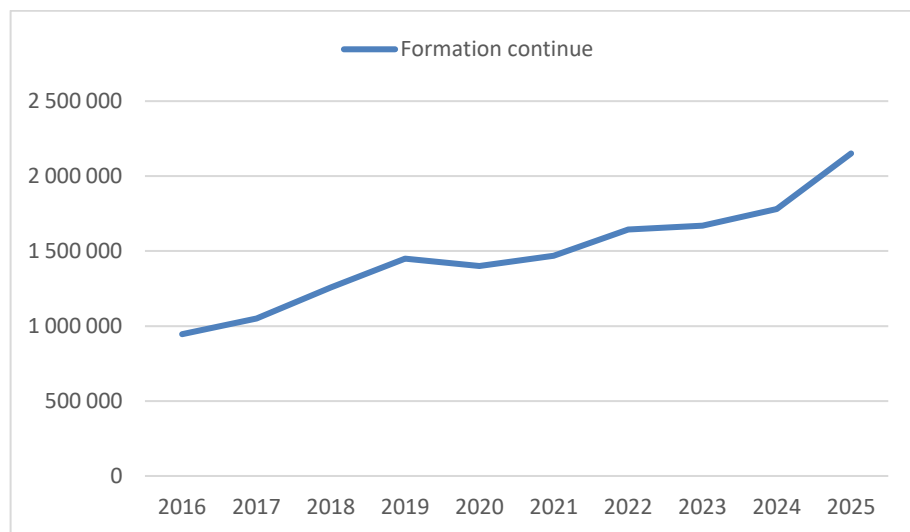
*Graphique 25 : Evolution des dépenses d'entretien des biens immobiliers depuis 2016*



L'entretien sur biens immobiliers diminue de plus de 750 k€ entre les années 2024 et 2025 après avoir connu une augmentation entre 2023 et 2024. Les secteurs « formation » et surtout « patrimoine » sont principalement concernés.

- La formation continue

*Graphiques 26 et 27 : Evolution des dépenses de formation continue depuis 2016*



La formation continue du personnel augmente depuis 2016 et particulièrement entre 2024 et 2025. Elle concerne à la fois la formation du personnel et les prestations à destination des étudiants.

- Les autres charges

La rubrique « Autres charges » compile un ensemble de comptes divers et variés dont le compte « Autres charges spécifiques » qui passe de 16 à 44 M€ de 2024 à 2025 à cause principalement du volet « projet ».

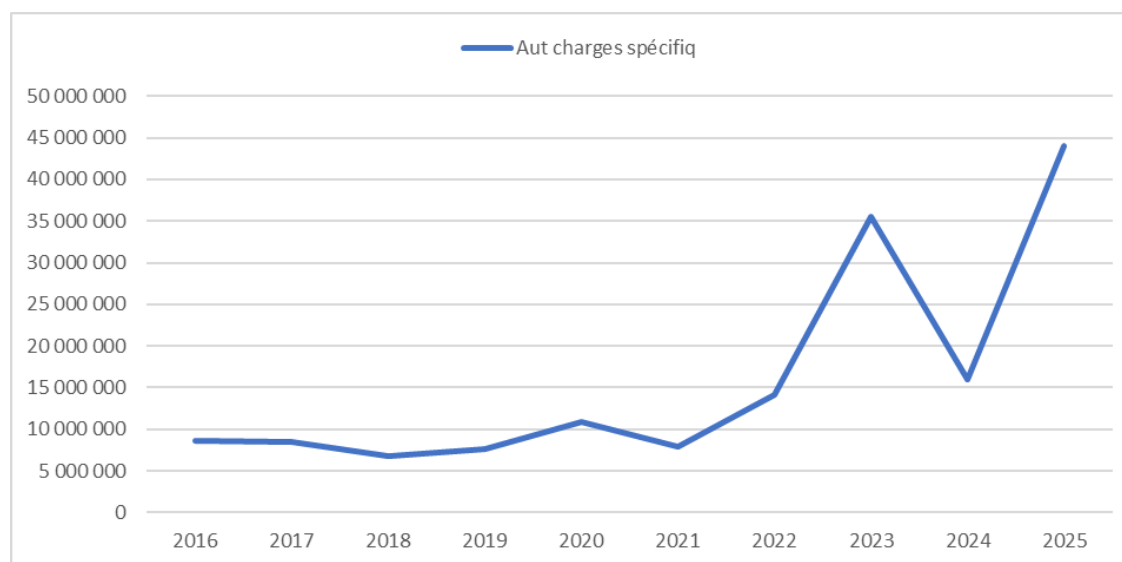
Principaux comptes de la rubrique	2024	2025	Evolution
Fourniture entretien	3 266 853	3 576 653	309 801
Fournitures administ	896 168	825 572	- 70 597
Sous-traitance gener	478 349	716 488	238 140
Locations immob.	1 141 990	817 539	- 324 451
Etudes et recherches	1 392 756	1 548 792	156 036
Perso prete à etab	2 438 802	2 452 581	13 778
Annult TR exerc ant	780 517	1 229 239	448 722
Autres frais divers	2 365 757	2 599 555	233 798
Aut charges spécifiq	16 005 419	44 062 603	28 057 184
Autres charges div	3 522 639	- 367 906	- 3 890 546
Autres droits	648 133	705 338	57 205

Flux croisés Floralis

Graphique 28 : Evolution des autres charges spécifiques depuis 2016

Autres charges spécifiques :

Projets/Hors projets ▾	2024	2025	Evolution
Hors projets	4 745 732	5 474 258	728 526
Projets	11 259 687	38 588 345	27 328 658
TOTAL	16 005 419	44 062 603	28 057 184



Sur ce compte « Autres charges spécifiques », il est rappelé qu'en 2023, et à la demande des CAC, des charges à hauteur de 8,2 M€ avaient été imputées au titre de l'exonération des droits différenciés des étudiants extra-communautaires (une recette du même montant était également constatée).

Se retrouvent également sur ce compte l'ensemble des reversements aux organismes et autres établissements, tant sur le « hors projets » que sur le secteur « projets ».

Sur le hors projets, les montants augmentent entre 2024 et 2025 de 728 k€. On y retrouve divers reversements (fondation universitaire, Grenoble INP - UGA, CAESUG, Sciences Po Grenoble - UGA...) des services centraux mais également de la vie étudiante (Crous, association, BDE...)

Sur les projets, en 2023, 15,3 M€ avaient été reversés au titre du projet CMA QuantEdu-France. Cette année, et par rapport à 2024, ce sont 27 M€ supplémentaires qui ont été versés.

Les 38,5M€ versés en 2025 se répartissent de la manière suivante :

- 17 M€ par la DGD Formation dont une grande part au titre de QuantEdu-France
- 12,5 M€ par les services généraux pour divers projets (IdEx formation, dispositif IDéES@UGA, SFRI...) principalement à destination de Grenoble INP - UGA
- 8,9 M€ par la recherche (MIAI, LABEX...)
- 0,1 M€ par la vie étudiante

## 3. Le financement des investissements et le fonds de roulement

### 3.1 Les investissements réalisés en 2025

Le montant des investissements enregistrés en comptabilité budgétaire totalise 32 050 k€ : il correspond aux dépenses décaissées. Le montant des investissements en comptabilité générale s'élève à 32 081 k€ ; il comprend des écritures d'ordre, comme les écritures de sortie d'actifs.

Compte-tenu du faible écart entre les deux comptabilités, les données ci-dessous sont présentées en comptabilité budgétaire, sur la base des crédits de paiement :

*Tableau 25 : Montant des investissements par secteurs d'activité (CP)*

	Hors projets			Projets			Total		
	2 024	2 025	Evol 24/25	2 024	2 025	Evol 24/25	2 024	2 025	Evol 24/25
Formation	3 295 k€	2 752 k€	-16%	1 210 k€	1 765 k€	46%	4 504 k€	4 517 k€	0%
Recherche	1 770 k€	1 663 k€	-6%	8 762 k€	5 425 k€	-38%	10 532 k€	7 088 k€	-33%
Vie étudiante	677 k€	149 k€	-78%	48 k€	11 k€	-77%	725 k€	160 k€	-78%
Patrimoine	5 586 k€	5 285 k€	-5%	13 034 k€	6 968 k€	-47%	18 620 k€	12 253 k€	-34%
Systèmes d'Information	2 248 k€	2 457 k€	9%	0 k€	0 k€		2 248 k€	2 457 k€	9%
Autres services généraux	54 k€	65 k€	21%	612 k€	204 k€	-67%	666 k€	270 k€	-60%
Opération campus	0 k€	0 k€		7 676 k€	5 305 k€	-31%	7 676 k€	5 305 k€	-31%
<b>Total</b>	<b>13 630 k€</b>	<b>12 372 k€</b>	<b>-9%</b>	<b>31 341 k€</b>	<b>19 678 k€</b>	<b>-37%</b>	<b>44 971 k€</b>	<b>32 050 k€</b>	<b>-29%</b>

Les dépenses d'investissement ont diminué entre 2024 et 2025 du fait de la limitation des dépenses hors projets dès le budget initial 2025 et du fait de la dynamique des projets avec notamment des fins d'opérations CPER.

Les dépenses du patrimoine représentent 38% des dépenses d'investissement totales en 2025.

Sur projets, en 2025, les principales opérations patrimoniales ont été les suivantes :

- Opération CPER XIV réaménagement du Centre de Recherche en Santé Intégrative (CReSI) s'élevant à 3 302 k€,
- Opération Smart Campus Stendhal et Galerie des amphis pour 1 764 k€,
- Construction de la crèche pour 677 k€

Hors projets, les dépenses du patrimoine consistent en diverses opérations de gros entretien renouvellement (GER), dépenses de maintenance et d'aménagements fonctionnels.

Concernant les autres secteurs, les investissements consistent principalement en l'achat de matériel pédagogique, informatique et d'équipements de recherche.

Sur le SACD Opération Campus, les dépenses d'investissement 2025 correspondent principalement au remboursement du capital des emprunts relatifs aux trois Partenariats Public-Privé (PPP) totalisant 4,5 M€.

## 3.2 Les amortissements et leur neutralisation

Pour rappel, les immobilisations entrent dans le patrimoine de l'établissement et génèrent chaque année des amortissements qui permettent, d'une part, de constater la perte de leur valeur liée à leur usage et, d'autre part, d'en assurer le renouvellement. Les amortissements constituent une charge de l'établissement. Lorsque ces biens sont acquis grâce à des subventions ou sont mis à disposition de l'UGA, une neutralisation est constatée en produit.

L'ensemble des éléments présentés ci-dessus a pour conséquence que la charge nette d'amortissement est presque stable par rapport à l'exercice précédent, comme le montrent les tableaux ci-dessous.

*Tableaux 26 et 26 bis : Evolution de la charge d'amortissement hors opération Plan Campus et Opération Campus*

<b>Charge d'amortissement UGA sans Opération Campus</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>Evol.</b>
Dotation aux amortissements	42 152 k€	31 996 k€	-10 156 k€
Neutralisation des amortissements	33 467 k€	23 150 k€	-10 317 k€
<b>Charge nette</b>	<b>8 685 k€</b>	<b>8 846 k€</b>	<b>161 k€</b>

<b>Charge d'amortissement UGA Opération Campus</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>Evol.</b>
Dotation aux amortissements	4 780 k€	5 226 k€	446 k€
Neutralisation des amortissements	4 772 k€	5 212 k€	440 k€
<b>Charge nette</b>	<b>7 k€</b>	<b>14 k€</b>	<b>7 k€</b>

Concernant la charge nette pour l'UGA sans l'Opération Campus, la diminution du volume de la dotation aux amortissements entre 2024 et 2025 (- 10 156 k€) et de la neutralisation des amortissements (- 10 317 k€) s'explique principalement par la sortie en 2024 du bâtiment La Serve avec un impact en charges et en produits d'un montant équivalent de près de 15 M€.

### 3.3 Le financement des investissements et l'évolution du fonds de roulement

La capacité d'autofinancement (CAF) s'établit en 2025 à 12 051 k€. Ce chiffre est plus élevé que la prévision effectuée lors du BR2 2025, du fait d'un résultat plus élevé que prévu.

*Tableau 27 : Capacité d'autofinancement (CAF) 2025 de l'UGA (avec l'Opération Campus)*

<b>Calcul de la capacité d'autofinancement</b>	<b>Compte Financier 2024</b>	<b>Budget 2025 après BR2</b>	<b>Compte Financier 2025</b>
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	785 567	55 418	2 560 684
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	47 888 084	31 736 638	38 131 704
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 47 916	-	- 251 423
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	10 136
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 17 917	-	- 38 012
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 38 239 201	- 22 894 931	- 28 362 145
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>10 368 618</b>	<b>8 897 125</b>	<b>12 050 945</b>

*Tableau 28 : Capacité d'autofinancement (CAF) 2025 de l'Opération Campus*

<b>Calcul de la capacité d'autofinancement</b>	<b>Compte Financier 2024</b>	<b>Budget 2025 après BR2</b>	<b>Compte Financier 2025</b>
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	-	-	-
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 779 596	4 748 477	5 226 069
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	10 136
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 7 895	-	- 33 412
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 4 772 470	- 4 627 605	- 5 212 121
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>- 769</b>	<b>120 872</b>	<b>- 9 328</b>

La CAF de 12 050K€ ne permet pas de couvrir le besoin de financement des investissements. En effet, comme le montrent les tableaux 29 et 30 (Emplois-Ressources) : les investissements (32 081 k€) sont supérieurs aux ressources qui les financent (29 955k€). Ces éléments conduisent à un prélèvement de 2 126 k€ sur le fonds de roulement. En 2025, le financement des investissements a ainsi été assuré à 40% par le financement des actifs par l'Etat, à 38% par la CAF, à hauteur de 10% par d'autres co-financeurs, 7% par le prélèvement du fonds de roulement et 7% par d'autres ressources.

*Tableau 29 : Emplois-Ressources 2025 (avec l'Opération Campus)*

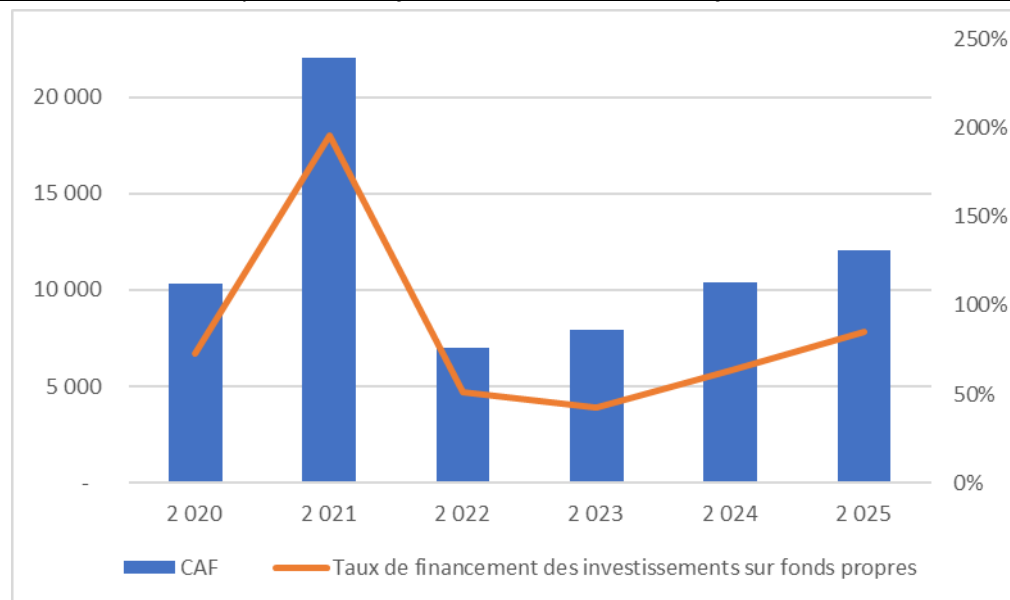
EMPLOIS	Compte Financier 2024	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	RESSOURCES	Compte Financier 2024	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	Capacité d'autofinancement	10 368 618	8 897 125	12 050 945
Investissements	41 457 649	36 476 678	27 621 566	Financement de l'actif par l'État	12 081 582	8 668 430	12 726 444
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	14 999 543	14 784 187	3 078 596
				Autres ressources	2 365 651	1 124 915	2 099 285
Remboursement des dettes financières	4 336 080	-	4 459 365	Augmentation des dettes financières	-	-	-
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>45 793 729</b>	<b>36 476 678</b>	<b>32 080 931</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>39 815 394</b>	<b>33 474 656</b>	<b>29 955 269</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>5 978 335</b>	<b>3 002 022</b>	<b>2 125 662</b>

*Tableau 30 : Emplois-Ressources 2025 (UGA sans l'Opération Campus)*

EMPLOIS	Compte Financier 2024	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	RESSOURCES	Compte Financier 2024	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	Capacité d'autofinancement	10 369 387	8 776 253	12 060 272
Investissements	37 977 971	30 994 678	27 386 410	Financement de l'actif par l'État	7 565 825	3 747 302	8 498 320
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	11 699 543	14 344 187	2 638 596
				Autres ressources	2 357 756	1 124 915	2 064 642
Remboursement des dettes financières	-	-	-	Augmentation des dettes financières	0	-	-
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>37 977 971</b>	<b>30 994 678</b>	<b>27 386 410</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>31 992 511</b>	<b>27 992 656</b>	<b>25 261 830</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>5 985 460</b>	<b>3 002 022</b>	<b>2 124 580</b>

Le montant total des emplois avec l'Opération Campus s'élève à 32 081 k€ et se répartit en 27 622 k€ en investissement et 4 459 k€ en remboursement de dettes financières. Le graphique 29 illustre l'évolution de la capacité d'autofinancement qui progresse en 2025, diminuant d'autant le prélèvement sur fonds de roulement.

*Graphique 29 : Evolution 2020-2025 de la Capacité d'autofinancement et du taux de financement des investissements sur fonds propres*



Le tableau 31 montre que le Fonds de roulement s'établit fin 2025 à **32 081 k€** soit l'équivalent de **21,1 jours de fonctionnement décaissables** (1 jour de fonctionnement est égal à 1 552 k€ de charges décaissables avec un montant total de charges décaissables de 558,75 M€).

*Tableau 31 : Fonds de roulement et Trésorerie 2025 (avec l'Opération Campus)*

	Compte Financier 2024	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 5 978 335	- 3 002 022	- 2 125 662
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 18 850 377	- 13 037 981	- 15 406 320
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	12 872 042	10 035 959	13 280 658
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	34 206 747	31 204 725	32 081 085
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 104 475 434	- 117 513 415	- 119 881 755
Niveau de la TRESORERIE	138 682 181	148 718 140	151 962 839

Quant à la trésorerie, elle reste confortable avec un niveau de **151 963 k€** (y compris l'Opération Campus) soit l'équivalent de **99,9 jours de fonctionnement**.

## 4. Eléments d'appréciation de la soutenabilité financière

### 4.1 Trésorerie et tableau d'équilibre

Tableau 32 : Tableau d'équilibre budgétaire (en €)

BESOINS				FINANCEMENTS			
	Compte Financier 2024	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Compte Financier 2024	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	2 941 783	-	-	-	14 500 314	32 458 529	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	1 869	957	957	-	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	19 461 020	11 816 252	11 938 624	18 655 575	12 891 270	12 582 283	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	17 767 617	8 111 455	16 166 995	34 388 756	2 573 039	- 3 653 578	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b>	<b>40 172 289</b>	<b>19 928 664</b>	<b>28 106 576</b>	<b>53 044 331</b>	<b>29 964 623</b>	<b>41 387 234</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)</b>	<b>12 872 042</b>	<b>10 035 959</b>	<b>13 280 658</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	16 962 628	31 788 868	6 873 098	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	19 745 140	-	-	-	6 926 669	18 508 210	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>53 044 331</b>	<b>29 964 623</b>	<b>41 387 234</b>	<b>53 044 331</b>	<b>29 964 623</b>	<b>41 387 234</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

Le tableau 32 présentant l'équilibre budgétaire permet de déterminer la variation de trésorerie sur l'exercice qui résulte, d'une part, du solde budgétaire découlant des autorisations budgétaires et, d'autre part, des opérations de trésorerie qui ne sont pas des opérations budgétaires mais affectent la trésorerie.

Dans le tableau 32, l'abondement de la trésorerie au CF 2025 est de 13 281 k€.

Cet abondement s'explique par les éléments suivants :

- Le solde budgétaire excédentaire à hauteur de 32 459 k€,

- Le solde lié aux opérations gérées en compte de tiers : - 19 177 k€. Ces opérations comprennent d’une part les écritures de TVA encaissées et décaissées sur l’exercice et, d’autre part les dispositifs d’intervention gérés en compte de tiers (reversement de fonds aux partenaires dans le cadre de contrats de recherche, gestion des bourses Erasmus pour l’essentiel).

## 4.2 Evolution Des indicateurs de soutenabilité

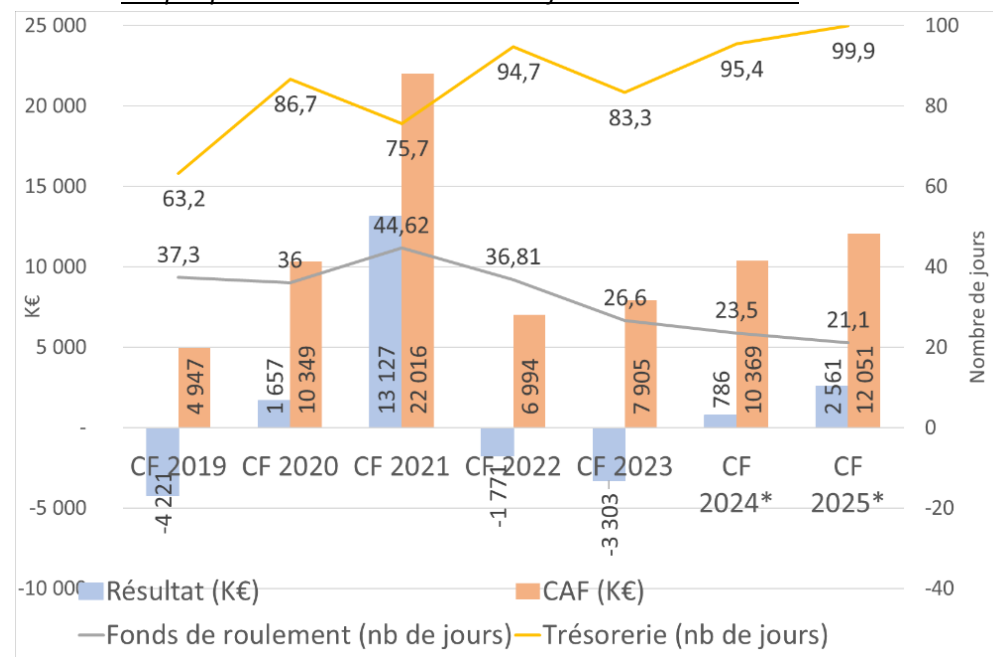
Le décret financier n° 2024-1108 du 2 décembre 2024 relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel définit les trois indicateurs pris en compte dans l’appréciation de la soutenabilité financière des établissements :

- La trésorerie en nombre de jours – seuil de soutenabilité fixé à 30 jours minimum
- Le fonds de roulement en nombre de jours – seuil de soutenabilité fixé à 15 jours minimum
- Le ratio des charges de personnel sur les produits encaissables – seuil de soutenabilité fixé à 83% maximum

Le graphique 30 retrace l’évolution de la trésorerie et du fonds de roulement en nombre de jours ainsi que l’évolution de la CAF et du résultat depuis 2019. L’évolution positive de la capacité d’autofinancement n’est à ce stade pas suffisante pour contrer la baisse du fonds de roulement de l’établissement.

Le ratio Dizambourg s’améliore et s’établit à 75% au CF 2025 contre 78,7 % au CF 2024.

**Graphique 30 : évolution des soldes financiers 2019-2025**



\*Les indicateurs des CF 2024 et CF 2025 ont été calculés selon les modalités définies par le nouveau décret financier n° 2024-1108 du 2 décembre 2024.

---

**COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2025**

**BUDGET PRINCIPAL**

**(UGA AVEC PLAN CAMPUS)**

---

**Tableau 1 - EPSCP**

**Tableau des emplois Etablissement Global avec Plan Campus présenté à l'appui du Compte Financier de l'exercice 2025**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		RAPPEL PLAFOND BI 2025			RAPPEL PLAFOND APRES BR2 2025			PLAFOND COMPTE FINANCIER 2025			
Catégories d'emplois	Nature des emplois	Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global	Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global	Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global	
		En ETPT	En ETPT		En ETPT	En ETPT		En ETPT	En ETPT		
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	1 838		1 838		1 838	1 802		1 802	
		CDI	21	50	71	50	71	20	54	74	
	Non permanents	CDD	697	535	1 232	490	1 187	702	461	1 163	
<b>S/total EC</b>		<b>2 556</b>	<b>585</b>	<b>3 141</b>	<b>2 556</b>	<b>540</b>	<b>3 096</b>	<b>2 524</b>	<b>516</b>	<b>3 040</b>	
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)</b>		-		-	-		-	-		-	
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	1 403		1 403		1 403	1 368		1 368	
		CDI	120	250	370	250	370	131	242	373	
	Non permanents	CDD	274	825	1 099	793	1 067	278	804	1 082	
<b>S/total Biats</b>		<b>1 797</b>	<b>1 075</b>	<b>2 872</b>	<b>1 797</b>	<b>1 043</b>	<b>2 840</b>	<b>1 777</b>	<b>1 045</b>	<b>2 822</b>	
<b>Totaux</b>		<b>4 353</b>	<b>1 660</b>	<b>6 013</b>	<b>4 353</b>	<b>1 583</b>	<b>5 936</b>	<b>4 302</b>	<b>1 561</b>	<b>5 863</b> (2)	
				<b>Plafond global des emplois voté par le CA **</b>					<b>Plafond global des emplois voté par le CA **</b>		
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>		<b>4 535</b>				<b>4 532</b>		<b>4 531</b> (3)			

**Note sur les modalités de renseignement du tableau :**

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

\*\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

**TABLEAU 2**  
**Autorisations budgétaires 2025 - Etablissement Principal avec Plan Campus**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025	
<b>Personnel</b>	<b>423 601 799</b>	<b>437 696 555</b>	<b>436 431 093</b>	<b>433 496 799</b>	<b>- 2 934 294</b>	<b>423 611 503</b>	<b>437 696 555</b>	<b>436 431 093</b>	<b>433 500 452</b>	<b>- 2 930 641</b>	<b>501 918 107</b>	<b>484 191 675</b>	<b>499 057 144</b>	<b>504 206 678</b>	<b>5 149 534</b>	<b>Recettes globalisées</b>
dont contributions employeur CAS Pension	103 723 478	110 590 358	109 370 358	109 397 705	27 347	103 723 478	110 590 358	109 370 358	109 397 705	27 347	386 008 403	387 564 516	394 776 874	394 641 030	- 135 844	Subvention pour charges de service public
											8 261 804	2 777 104	7 509 002	12 280 200	4 771 199	Autres financements de l'Etat
											3 525 672	3 000 728	3 475 816	3 461 152	- 14 664	Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement</b>	<b>98 833 140</b>	<b>150 859 891</b>	<b>153 965 522</b>	<b>131 486 782</b>	<b>- 22 478 740</b>	<b>99 921 153</b>	<b>147 109 529</b>	<b>152 590 478</b>	<b>114 082 236</b>	<b>- 38 508 242</b>	36 426 627	28 355 445	24 206 493	35 589 563	11 383 070	Autres financements publics
											67 695 602	62 493 882	69 088 959	58 234 733	- 10 854 227	Recettes propres
											<b>63 643 730</b>	<b>117 940 487</b>	<b>140 941 419</b>	<b>107 884 810</b>	<b>- 33 056 609</b>	<b>Recettes fléchées*</b>
											2 056 445	17 215 605	30 061 026	16 319 172	- 13 741 854	Financements de l'Etat fléchés
<b>Investissement</b>	<b>33 725 521</b>	<b>43 128 957</b>	<b>35 441 802</b>	<b>29 982 887</b>	<b>- 5 458 915</b>	<b>44 970 964</b>	<b>44 980 182</b>	<b>36 476 678</b>	<b>32 050 271</b>	<b>- 4 426 406</b>	60 421 446	100 070 582	94 426 093	90 715 290	- 3 710 803	Autres financements publics fléchés
											1 165 838	654 300	16 454 300	850 348	- 15 603 952	Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)</b>	<b>556 160 460</b>	<b>631 685 403</b>	<b>625 838 417</b>	<b>594 966 468</b>	<b>- 30 871 949</b>	<b>568 503 620</b>	<b>629 786 266</b>	<b>625 498 249</b>	<b>579 632 959</b>	<b>- 45 865 290</b>	<b>565 561 837</b>	<b>602 132 162</b>	<b>639 998 563</b>	<b>612 091 488</b>	<b>- 27 907 075</b>	<b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>						-	-	<b>14 500 314</b>	<b>32 458 529</b>	<b>17 958 215</b>	<b>2 941 783</b>	<b>27 654 104</b>	-	-	-	<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

**TABLEAU 3**  
**Dépenses par destination et Recettes par origine du Compte Financier de l'exercice 2025 - Etablissement Principal avec Plan Campus**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Tableau des dépenses par destination (obligatoire)**

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	11 927 878	11 927 878	4 262 690	4 178 343	1 401 010	1 232 305	17 591 578	17 338 526
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	4 068 145	4 068 145	3 653 023	4 225 084	372 354	419 781	8 093 522	8 713 010
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	63 901	63 901	503 953	486 237	9 514	9 514	577 367	559 652
D105 - Bibliothèques et documentation	242 147	242 147	2 655 667	2 795 248	152 679	146 488	3 050 493	3 183 884
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	4 979 179	4 979 179	5 018 953	5 152 210	1 075 756	2 472 046	11 073 887	12 603 435
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	3 940 241	3 940 241	2 250 256	2 613 914	1 886 051	1 218 873	8 076 548	7 773 028
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	5 612 812	5 612 812	2 757 858	2 932 997	875 143	1 211 545	9 245 813	9 757 354
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	5 947	5 947	58 120	54 601	2 702	-	61 365	60 548
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	5 155 592	5 155 592	3 169 236	2 993 942	797 284	640 510	9 122 111	8 790 043
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	3 892 634	3 892 634	3 360 143	3 728 344	281 514	296 663	7 534 291	7 917 642
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	7 217 383	7 217 383	16 256 880	12 288 232	1 122 345	1 146 578	24 596 608	20 652 192
D113 - Diffusion des savoirs et musées	19 417	19 417	103 087	110 305	5 863	5 863	128 367	135 585
D114 - Immobilier	6 086	6 086	38 207 482	33 438 463	16 213 297	18 213 317	54 426 865	51 657 865
D115 - Pilotage et support	386 002 712	386 006 365	47 123 670	36 998 575	5 723 788	5 005 079	438 850 170	428 010 019
D201 - Aides directes aux étudiants	4 077	4 077	15 000	15 000	-	-	19 077	19 077
D202 - Aides indirectes aux étudiants	161 619	161 619	880 276	752 559	5 184	11 544	1 047 078	925 722
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	197 031	197 031	1 210 489	1 318 180	63 805	20 165	1 471 326	1 535 376
<b>TOTAL</b>	<b>433 496 799</b>	<b>433 500 452</b>	<b>131 486 782</b>	<b>114 082 236</b>	<b>29 982 887</b>	<b>32 050 271</b>	<b>594 966 468</b>	<b>579 632 959</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B**      **32 458 529**

**Tableau des recettes par origine (facultatif)**

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	394 641 030	-	-	-	-	-	-	-	394 641 030
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	7 424 186	-	-	-	7 424 186
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	19 189 363	-	855 780	-	20 045 143
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	1 964 589	-	-	-	1 964 589
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	217 607	-	-	-	217 607
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	2 036 983	-	-	28 264	2 065 247
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	197 408	-	9 267 194	-	100 263	66 527 871	-	76 092 737
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	11 325 977	-	-	232 425	-	11 558 402
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	4 000	-	5 286 369	-	-	11 771 706	-	17 062 076
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	482 418	-	4 020 050	-	378 984	6 020 084	-	10 901 536
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	11 596 375	-	5 665 869	1 242 849	15 839 924	4 442 364	323 521	39 110 902
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	24 103	2 033 398	-	-	92 853	2 150 355
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	3 461 152	-	24 125 757	-	865 059	405 710	28 857 679
<b>TOTAL</b>	<b>394 641 030</b>	<b>12 280 200</b>	<b>3 461 152</b>	<b>35 589 563</b>	<b>58 234 733</b>	<b>16 319 172</b>	<b>90 715 290</b>	<b>850 348</b>	<b>612 091 488</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C**      **-**

**TABLEAU 4**  
**Equilibre financier 2025 de l'Etablissement Principal avec Plan Campus**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

BESOINS						FINANCEMENTS					
	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	2 941 783	27 654 104	-	-	-	-	-	14 500 314	32 458 529	17 958 215	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	1 869	-	957	957	-	-	-	-	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	19 461 020	12 163 531	11 816 252	11 938 624	122 372	18 655 575	11 969 309	12 891 270	12 582 283	- 308 987	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	17 767 617	9 230 650	8 111 455	16 166 995	8 055 540	34 388 756	3 024 784	2 573 039	- 3 653 578	- 6 226 617	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b>	<b>40 172 289</b>	<b>49 048 285</b>	<b>19 928 664</b>	<b>28 106 576</b>	<b>8 177 912</b>	<b>53 044 331</b>	<b>14 994 093</b>	<b>29 964 623</b>	<b>41 387 234</b>	<b>11 422 611</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)</b>	<b>12 872 042</b>	<b>-</b>	<b>10 035 959</b>	<b>13 280 658</b>	<b>3 244 699</b>	<b>-</b>	<b>34 054 192</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	-	16 962 628	31 788 868	14 826 240	6 873 098	15 149 691	-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	19 745 140	-	-	-	-	-	18 904 501	6 926 669	18 508 210	11 581 541	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>53 044 331</b>	<b>49 048 285</b>	<b>29 964 623</b>	<b>41 387 234</b>	<b>11 422 611</b>	<b>53 044 331</b>	<b>49 048 285</b>	<b>29 964 623</b>	<b>41 387 234</b>	<b>11 422 611</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :  
- se détermine par différence entre (1) et (2),  
- se décompose en (a) et (d),  
- s'explique par D, (b), (c), (e).

Décomposition de la variation de trésorerie

différence entre variation tréso (I ou II) et

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"  
(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"  
(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

**TABLEAU 5**  
Opérations pour compte de tiers du Compte Financier de l'exercice 2025 - Etablissement Global avec Plan Campus

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements (c1)	Encaissements (c2)
Opération 1	C 4731 C 4...	Bourses AMI	591 200	340 600
Opération 2	C 4731 C 4...	Bourses ERASMUS	683 986	2 022 159
Opération 3	C 4731 C 4...	IBES RECETTE	68 526	68 526
Opération 4	C 4731 C 4...	C7H-ANR25C54	200 000	200 000
Opération 5	C 4731 C 4...	C7H-UEE21A92	293 709	293 709
Opération 6	C 4731 C 4...	7CH_IRIMPAP	460 455	460 455
Opération 7	C 4731 C 4...	EOTP DIV.	3 618 630	3 810 079
Opération 8	C 4731 C 4...	FAME RECETTE	26 865	26 865
Opération 9	C 4731 C 4...	UFI	197 425	197 000
Opération 10	C 4731 C 4...	Reversement GINP	634 937	-
Opération 11	C 4731 C 4...	C7H-UEE24B01 YEAH	2 731 067	2 731 067
Opération 12	C 4731 C 4...	PIA PEGASE	328 594	328 594
Opération 13	C 4731 C 4...	PIA-PEPR eNSEMBLE-PC	698 008	698 008
Opération 14	C 4731 C 4...	PEPR TASE	1 271 361	1 271 361
Opération 15	C 4731 C 4...	C7H-UEE23B93	133 861	133 861
<b>TOTAL</b>			<b>11 938 624</b>	<b>12 582 283</b>

*(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"*

**N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique ci-dessous :**

La différence notamment sur les opérations 1 et 2 "Bourses AMI et ERASMUS" correspond à un décalage de trésorerie relatif aux aides à la mobilité (gérées par la DGD DIT).

**TABLEAU 6**  
**Situation patrimoniale 2025 - Etablissement Principal avec Plan campus**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025	PRODUITS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025
Personnel	417 011 925	431 935 596	430 688 134	428 218 579	- 2 469 555	Subventions de l'Etat	446 767 120	400 063 519	409 777 002	484 785 730	75 008 728
<i>dont contributions employeur CAS Pension</i>	<i>103 723 478</i>	<i>110 590 358</i>	<i>109 370 358</i>	<i>109 397 705</i>	<i>27 347</i>	Fiscalité affectée	3 478 399	3 003 416	3 478 504	3 465 171	- 13 333
Fonctionnement autre que les charges de personnel	150 610 881	184 607 125	188 394 560	168 671 599	- 19 722 961	Autres subventions	22 372 139	121 707 278	111 235 283	23 097 428	- 88 137 855
						Autres produits	95 790 715	85 378 163	94 647 323	88 102 533	- 6 544 790
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>567 622 806</b>	<b>616 542 721</b>	<b>619 082 694</b>	<b>596 890 178</b>	<b>- 22 192 516</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>568 408 373</b>	<b>610 152 376</b>	<b>619 138 112</b>	<b>599 450 862</b>	<b>- 19 687 250</b>
<b>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>785 567</b>	<b>-</b>	<b>55 418</b>	<b>2 560 684</b>	<b>2 505 267</b>	<b>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</b>	<b>-</b>	<b>6 390 345</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>		<b>616 542 721</b>	<b>619 138 112</b>	<b>599 450 862</b>	<b>- 19 687 250</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>568 408 373</b>	<b>616 542 721</b>	<b>619 138 112</b>	<b>599 450 862</b>	<b>- 19 687 250</b>

**Calcul de la capacité d'autofinancement**

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	785 567	- 6 390 345	55 418	2 560 684	2 505 267
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	47 888 084	31 736 638	31 736 638	38 131 704	6 395 066
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 47 916	-	-	- 251 423	- 251 423
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	10 136	10 136
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 17 917	-	-	- 38 012	- 38 012
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 38 239 201	- 22 894 931	- 22 894 931	- 28 362 145	- 5 467 214
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>10 368 618</b>	<b>2 451 362</b>	<b>8 897 125</b>	<b>12 050 945</b>	<b>3 153 820</b>

**Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025	RESSOURCES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement	10 368 618	2 451 362	8 897 125	12 050 945	3 153 820
Investissements	41 457 649	44 980 182	36 476 678	27 621 566	- 8 855 112	Financement de l'actif par l'Etat	12 081 582	10 180 350	8 668 430	12 726 444	4 058 014
						Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	14 999 543	17 306 500	14 784 187	3 078 596	- 11 705 591
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	-	-	Autres ressources	2 365 651	3 263 453	1 124 915	2 099 285	974 370
Remboursement des dettes financières	4 336 080	-	-	4 459 365	4 459 365	Augmentation des dettes financières	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>45 793 729</b>	<b>44 980 182</b>	<b>36 476 678</b>	<b>32 080 931</b>	<b>- 4 395 747</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>39 815 394</b>	<b>33 201 666</b>	<b>33 474 656</b>	<b>29 955 269</b>	<b>- 3 519 387</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>876 360</b>	<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>5 978 335</b>	<b>11 778 516</b>	<b>3 002 022</b>	<b>2 125 662</b>	<b>-</b>

**Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 5 978 335	- 11 778 516	- 3 002 022	- 2 125 662	876 360
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 18 850 377	22 275 676	- 13 037 981	- 15 406 320	- 2 368 339
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	12 872 042	- 34 054 192	10 035 959	13 280 658	3 244 699
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	34 206 747	22 428 230	31 204 725	32 081 085	876 360
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 104 475 434	- 82 199 759	- 117 513 415	- 119 881 755	- 2 368 339
Niveau de la TRESORERIE	138 682 181	104 627 989	148 718 140	151 962 839	3 244 699

\* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

**TABLEAU 7**  
**Plan de trésorerie du Compte Financier de l'exercice 2025 - Etablissement Global avec Plan campus**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	138 682 181	206 498 483	170 248 927	131 695 997	206 064 143	180 323 937	144 465 685	259 265 963	225 804 518	189 807 869	247 304 282	206 806 326	
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
Recettes budgétaires globalisées	3 676 130	10 360 485	6 677 046	6 150 138	5 705 836	5 064 668	6 135 972	2 336 764	6 133 807	13 216 036	8 801 649	429 948 143	504 206 676
Subvention pour charges de service public	-	17 000	-	21 345	-	21 345	-	-	-	-	-	394 658 030	394 641 030
Autres financements de l'État	357 525	1 299 659	1 569 939	224 682	579 868	639 626	592 142	15 259	110 231	944 831	619 027	5 327 412	12 280 199
Fiscalité affectée	-	2 014 340	-	-	6 884	-	-	157 535	-	1 231 733	-	50 661	3 461 152
Autres financements publics	945 320	3 099 696	1 759 205	1 594 567	1 587 141	1 707 372	2 879 431	273 501	2 679 441	4 519 259	3 262 349	11 282 280	35 589 562
Recettes propres	2 373 286	3 963 790	3 347 902	4 309 544	3 553 289	2 717 669	2 664 399	1 890 470	3 344 134	6 520 214	4 920 273	18 629 761	58 234 732
<b>Recettes budgétaires fléchées</b>	<b>5 102 837</b>	<b>15 202 724</b>	<b>2 235 225</b>	<b>149 590</b>	<b>8 322 176</b>	<b>13 741 042</b>	<b>4 255 676</b>	<b>21 673</b>	<b>2 439 035</b>	<b>25 971 777</b>	<b>5 998 746</b>	<b>24 444 306</b>	<b>107 884 808</b>
Financements de l'État fléchés	395 042	116 112	478 354	-	5 883 587	4 902 641	343 727	604 919	275 598	1 940 136	1 193 791	185 263	16 319 171
Autres financements publics fléchés	4 703 494	15 041 209	1 492 565	139 210	2 367 448	8 801 651	3 755 970	585 919	2 161 527	23 937 273	4 781 329	24 119 531	90 715 289
Recettes propres fléchées	4 301	45 403	264 306	10 380	71 140	36 750	155 978	2 673	1 910	94 368	23 626	139 512	850 347
<b>Opérations non budgétaires</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Opérations gérées en comptes de tiers :</b>	<b>106 689 255</b>	<b>11 634 778</b>	<b>3 196</b>	<b>116 243 470</b>	<b>5 638 978</b>	<b>6 859 609</b>	<b>151 144 617</b>	<b>3 826 597</b>	<b>4 157 792</b>	<b>67 462 145</b>	<b>2 036 031</b>	<b>425 706 925</b>	<b>8 928 705</b>
- TVA encaissée	89 271	123 935	174 893	99 390	174 879	127 112	82 372	62 843	172 079	325 199	272 322	955 098	2 659 393
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	2 625 821	294 427	299 634	1 799 355	-	536 794	481 461	-	190 074	2 540 724	1 654 040	2 159 953	12 582 283
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	103 974 163	-12 053 140	-471 331	114 344 724	5 464 099	-7 523 515	150 580 784	3 763 755	3 795 640	64 596 221	-3 962 393	-428 821 976	6 312 971
<b>A. TOTAL</b>	<b>115 468 222</b>	<b>13 928 431</b>	<b>8 915 468</b>	<b>122 543 197</b>	<b>19 666 990</b>	<b>11 946 101</b>	<b>161 536 264</b>	<b>6 185 034</b>	<b>12 730 634</b>	<b>106 649 958</b>	<b>12 764 364</b>	<b>28 685 525</b>	<b>621 020 189</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>													
Dépenses liées à des recettes globalisées	39 335 335	42 383 519	42 752 123	41 149 733	39 780 475	42 439 148	40 505 085	36 332 179	42 798 727	41 285 865	42 104 813	52 670 010	503 537 014
Personnel	32 834 531	34 786 474	33 383 160	33 390 717	33 318 339	33 803 831	33 852 690	35 047 274	31 611 301	34 352 351	35 011 779	34 709 219	406 101 666
Fonctionnement	5 506 293	6 319 678	7 192 569	6 738 278	5 257 113	6 407 707	5 433 219	971 769	8 252 780	5 676 306	5 331 945	15 053 493	78 141 148
Investissement	994 511	1 277 367	2 176 395	1 020 738	1 205 023	2 227 611	1 219 177	313 136	2 934 647	1 257 207	1 761 090	2 907 298	19 294 199
<b>Dépenses liées à des recettes fléchées</b>	<b>4 305 783</b>	<b>6 484 978</b>	<b>3 778 386</b>	<b>5 745 100</b>	<b>5 135 200</b>	<b>3 944 932</b>	<b>4 983 107</b>	<b>2 918 941</b>	<b>4 076 832</b>	<b>4 902 204</b>	<b>9 407 003</b>	<b>20 413 475</b>	<b>76 095 940</b>
Personnel	2 306 368	2 347 655	2 271 857	2 285 555	2 268 836	2 312 952	2 291 951	2 236 549	2 046 850	2 216 025	2 477 263	2 336 925	27 398 784
Fonctionnement	753 404	2 201 787	731 362	1 861 639	1 913 783	999 345	1 745 243	318 756	1 668 576	1 682 242	5 048 912	17 016 034	35 941 083
Investissement	1 246 010	1 935 536	775 167	1 597 906	952 581	632 634	945 914	363 636	361 406	1 003 937	1 880 828	1 060 516	12 756 072
<b>Opérations non budgétaires</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>957</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>957</b>
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	957	-	-	-	-	-	957
<b>Opérations gérées en comptes de tiers :</b>	<b>4 010 803</b>	<b>1 309 490</b>	<b>937 888</b>	<b>1 280 219</b>	<b>491 521</b>	<b>1 420 273</b>	<b>1 246 837</b>	<b>395 359</b>	<b>1 851 724</b>	<b>2 965 476</b>	<b>1 750 504</b>	<b>10 445 526</b>	<b>28 105 620</b>
- TVA décaissée	481 940	701 038	744 712	601 910	463 412	797 871	458 203	129 438	956 999	550 801	643 749	1 725 729	8 255 801
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	3 283 744	372 177	85 865	630 802	15 034	380 541	535 799	222 107	79 859	1 708 657	1 011 312	3 612 727	11 938 624
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	245 119	236 274,69	107 311	47 507,47	13 075	241 861	252 834	43 813	814 866	706 019	95 444	5 107 070	7 911 194
<b>B. TOTAL</b>	<b>47 651 920</b>	<b>50 177 987</b>	<b>47 468 397</b>	<b>48 175 052</b>	<b>45 407 196</b>	<b>47 804 353</b>	<b>46 735 986</b>	<b>39 646 479</b>	<b>48 727 283</b>	<b>49 153 545</b>	<b>53 262 320</b>	<b>83 529 012</b>	<b>607 739 531</b>
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	67 816 302	36 249 556	38 552 930	74 368 146	25 740 206	35 858 252	114 800 278	33 461 445	35 996 649	57 496 413	40 497 956	54 843 487	13 280 658
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	<b>206 498 483</b>	<b>170 248 927</b>	<b>131 695 997</b>	<b>206 064 143</b>	<b>180 323 937</b>	<b>144 465 685</b>	<b>259 265 963</b>	<b>225 804 518</b>	<b>189 807 869</b>	<b>247 304 282</b>	<b>206 806 326</b>	<b>151 962 839</b>	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

**TABLEAU 8****Opérations liées aux recettes fléchées du Compte Financier de l'exercice 2025 - Etablissement Principal avec Plan Campus**

	Antérieures à N non dénouées	Réalisé 2025	N+1	N+2	>=N+3	Total
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice</b>	-	28 030 116	59 818 984	95 587 631	59 061 707	59 061 707
<b>Recettes fléchées</b>	<b>423 535 776</b>	<b>107 884 810</b>	<b>155 571 759</b>	<b>67 138 355</b>	<b>88 336 355</b>	<b>842 467 055</b>
Financements de l'Etat fléchés	39 167 098	16 319 172	19 932 370	6 668 720	12 098 134	94 185 493
Autres financements publics fléchés	380 341 124	90 715 290	135 461 968	60 435 736	75 996 028	742 950 146
Recettes propres fléchées	4 027 554	850 348	177 421	33 900	242 193	5 331 416
Subvention pour charges d'investissement fléchées	-	-	-	-	-	-
<b>Dépenses sur recettes fléchées</b>	<b>395 505 660</b>	<b>76 095 941</b>	<b>119 803 112</b>	<b>113 664 279</b>	<b>154 753 292</b>	<b>859 822 285</b>
Personnel (AE=CP)						
AE	142 226 357	27 398 785	33 234 596	42 373 169	47 587 571	292 820 477
CP	142 245 971	27 398 785	33 234 596	42 373 169	47 587 571	292 840 091
Fonctionnement et intervention						
AE	111 918 292	54 824 956	67 051 889	39 142 176	60 210 576	333 147 889
CP	106 882 056	35 941 084	67 559 091	49 152 437	73 613 220	333 147 889
Investissement						
AE	158 721 795	11 491 589	40 544 128	17 362 025	5 714 768	233 834 305
CP	146 377 634	12 756 072	19 009 424	22 138 674	33 552 501	233 834 305
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées</b>	<b>28 030 116</b>	<b>31 788 869</b>	<b>35 768 647</b>	<b>- 46 525 924</b>	<b>- 66 416 937</b>	<b>- 17 355 230</b>

**TABLEAU 9**

**Tableau agrégé des opérations pluriannuelles (volet dépenses) - Compte Financier de l'exercice 2025**

**Dépenses**

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement									Crédits de paiement							Restes	
		AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogrammations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	Prévisions conso AE N	Conso AE N	Reste à consommer AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogrammations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	Prévisions conso CP N	Conso CP N	Reste à consommer CP N	Restes à engager >= N (AE)	Restes à payer >= N sur AE consommés <= N (CP)
OPE-AUTRES Opé diverses flechées pluriannuelles	18 036 795,79	17 035 798,79	17 035 517,54	703 569,00	-601 671,00	101 898,00	0,00	61 541,90	40 356,10	16 661 343,96	16 661 343,96	71 634,00	23 119,00	94 753,00	2 178,42	87 004,55	7 748,45	923 597,26	348 710,93
OPE-24 Opé-24 Réhabilitation BATEG	2 320 230,70	2 320 230,70	2 320 230,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 320 230,70	2 320 230,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-426 232,30	0,00
OPE-19 Opé-19 SMART CAMPUS GDA CLV	12 527 721,08	12 302 879,08	12 302 879,08	0,00	6 192,00	0,00	0,00	5 816,79	375,21	11 987 408,99	11 987 408,99	0,00	0,00	284 131,00	0,00	283 206,46	924,54	-211 456,50	38 080,42
OPE-AUTREZ Opé-modif GDFI 2020/2025 flechées	12 846 083,12	12 846 083,12	1 101 793,12	0,00	248 950,00	0,00	0,00	150 084,03	98 130,87	11 000 577,52	11 000 577,52	0,00	0,00	166 609,00	56 981,24	166 609,00	150 550,51	11 343 321,18	135 322,92
OPE-15 Opé-15 CPPI14 CRESI	19 486 901,51	18 325 212,51	18 325 212,51	-10 000,00	673 555,00	0,00	0,00	655 654,37	7 900,63	15 250 280,76	15 250 280,76	0,00	0,00	3 614 520,00	1 193,50	3 614 520,00	4 418 855,62	328 170,51	441 885,62
OPE-14 Opé-14 CPER14 ESPE/Cluster éducation	8 893 580,89	8 864 555,69	8 857 475,69	0,20	655,20	0,00	0,00	-2 206,54	2 861,73	8 819 777,98	8 819 777,98	0,20	0,00	6 115,20	0,00	26 845,40	-20 730,20	-433 583,94	8 645,77
OPE-29 Opé-29 CPER14 Espaces numériques Stendhal	8 961 205,66	5 822 686,66	5 822 686,66	13 300,00	2 335 817,00	0,00	0,00	2 136 877,68	212 238,32	3 267 715,14	3 267 715,14	-302 319,00	1 947 782,00	1 645 483,00	224 794,38	1 480 447,91	165 019,09	1 001 641,32	3 211 401,29
OPE-12 Opé-12 CPER14 Valence Briffaut	6 584 222,14	6 481 332,14	6 481 332,14	0,00	76 491,00	0,00	0,00	40 796,74	35 694,26	6 288 985,74	6 288 985,74	0,00	0,00	266 780,00	1 369,32	211 457,17	55 322,83	9 531,27	21 685,97
OPE-30 Opé-30 CPER14 BU Latour Maubourg	2 148 752,46	2 148 752,46	2 148 752,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 148 752,46	2 148 752,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-159 073,16	0,00
OPE-13 Opé-13 CPER14 Réorganisation IUT1	17 293 386,28	17 285 392,89	17 285 392,89	17 986,39	-9 993,00	7 993,39	0,00	7 993,39	0,00	17 029 910,02	17 029 910,02	8 000,00	39 428,00	47 428,00	0,00	44 572,51	2 855,49	-328 454,76	218 903,75
OPE-41 Opé-41 AGORA	307 936,48	307 936,48	307 936,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 936,48	307 936,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-383,33	4 934,40
OPE-42 Opé-42 Jean Roget 4 10	195 261,34	164 489,34	164 489,34	0,00	26 250,00	0,00	0,00	723,18	25 526,82	136 692,82	136 692,82	0,00	0,00	26 096,00	0,00	4 126,58	21 969,42	30 048,82	24 393,12
OPE-47 Opé-47 BAPSO BUJF aménagé, accueil BUPE	1 364 391,99	1 351 688,63	1 351 688,63	1 300,00	-161,00	1 139,00	0,28	1 139,72	0,28	1 319 772,36	1 319 772,36	14 000,00	40 941,00	54 941,00	-52,19	17 885,32	37 055,68	-48 678,40	15 269,67
OPE-46 Opé-46 BAPSO BUJF Sci. extension rés.ouvr.	106 611,05	98 821,05	98 821,05	0,00	7 790,00	0,00	0,00	-35 980,90	13 046,51	62 293,25	62 293,25	0,00	0,00	53 208,00	0,00	53 208,00	0,00	53 208,00	11 140,07
OPE-43 Opé-43 IUT2 Restructuration de l'adminis	936 346,28	936 346,28	936 346,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	936 346,28	936 346,28	0,00	0,00	23 125,00	0,00	23 125,00	-0,39	0,00	0,00
OPE-40 Opé-40 PLR Les Houches - Chauffage	566 317,92	566 317,92	566 317,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	566 317,92	566 317,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-34 Opé-34 PLR PHITEM	460 217,63	460 191,63	460 191,63	26,00	0,00	0,00	0,00	19,40	6,60	460 191,63	460 191,63	26,00	0,00	26,00	0,00	19,40	6,60	-67 898,60	0,00
OPE-38 Opé-38 PLR Biologie	4 094 189,62	4 093 379,62	4 094 840,99	810,00	0,00	810,00	0,00	702,87	107,13	4 045 360,09	4 045 360,09	800,00	0,00	800,00	0,00	862,85	-62,85	8 645,76	39 320,92
OPE-37 Opé-37 PLR IMA C	2 279 592,12	2 279 102,12	2 279 102,12	490,00	0,00	490,00	0,00	7,89	482,11	2 277 045,23	2 277 045,23	2 490,00	0,00	2 490,00	0,00	2 064,78	-425,22	-19 309,80	0,00
OPE-36 Opé-36 PLR Piscine	1 942 543,20	1 942 543,20	1 942 543,20	0,00	0,00	0,00	0,00	-2,28	2,28	1 941 765,97	1 941 765,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-5 711,32	774,95
OPE-54 Opé 54 INSPE Ancecy	236 769,39	236 769,39	236 769,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 769,39	236 769,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPE-26-F Mise aux normes (flechées)	5 628 035,67	5 724 411,67	5 724 411,67	-30 000,00	510 000,00	480 000,00	0,00	472 286,09	7 713,91	275 607,33	275 607,33	101 036,00	392 000,00	493 036,00	0,00	498 443,53	-5 407,53	4 583 337,91	270 646,90
OPE-G-AUTR Opé diverses non flechées pluriannuelles	1 446 304,11	384 689,37	384 689,37	466 866,94	267 349,00	734 215,94	0,00	667 438,19	66 777,75	349 556,59	349 556,59	472 559,94	92 610,00	565 169,94	66 586,14	391 518,36	173 651,58	394 176,55	311 052,61
OPE-55 Opé-55 Crèche	3 379 788,73	2 783 887,73	2 783 887,73	0,00	477 844,00	0,00	0,00	448 054,89	29 789,11	638 490,69	638 490,69	0,00	0,00	673 805,00	0,00	677 305,53	-3 500,53	1 417 846,11	1 916 146,40
OPE-CAMPUS Opé-Opération CAMPUS	11 236 524,31	718 369,31	718 369,31	5 774 000,00	-36 000,00	5 738 000,00	0,00	5 609 688,92	128 311,08	602 517,21	602 517,21	873 102,40	-147 000,00	386 102,40	4 720 000,00	530 257,61	-144 155,21	4 908 466,08	5 195 283,41
OPE-60 DLST	1 617 216,42	61 567,42	61 567,42	0,00	161 825,00	0,00	0,00	169 602,37	37 215,98	46 999,25	46 999,25	0,00	0,00	116 176,00	0,00	103 645,77	12 530,23	1 431 039,98	35 531,42
OPE-58 Stendhal Phase 2	7 057 597,11	37 338,11	37 338,11	0,00	734 748,00	0,00	0,00	502 151,03	232 596,97	0,00	0,00	0,00	0,00	348 412,00	348 412,00	278 299,72	239 341,41	109 079,10	6 518 107,97
OPE-57 IUT Génie Civil	4 746 298,20	71 968,20	71 968,20	0,00	7 222 201,00	0,00	0,00	575 901,80	722 201,00	66 790,98	66 790,98	0,00	0,00	62 561,00	204 322,80	34 640,44	-21 079,44	4 098 428,20	497 438,58
OPE-59 Briffaut Commun Phase 2	12 503 032,00	38 280,00	38 280,00	3 033,00	40 659,00	43 692,00	0,00	43 692,00	0,00	0,00	0,00	3 033,00	64 959,00	67 992,00	13 500,00	55 392,00	12 600,00	12 421 060,00	26 580,00
<b>Total Programmes pluriannuels d'invest</b>	<b>168 763 853,20</b>	<b>108 794 731,51</b>	<b>108 778 829,73</b>	<b>6 941 381,53</b>	<b>5 641 745,00</b>	<b>12 583 126,53</b>	<b>0,00</b>	<b>11 466 969,18</b>	<b>1 085 432,95</b>	<b>99 117 276,95</b>	<b>99 117 276,95</b>	<b>1 244 362,54</b>	<b>7 755 377,00</b>	<b>8 999 739,54</b>	<b>5 569 173,33</b>	<b>8 179 607,47</b>	<b>820 132,07</b>	<b>46 572 101,99</b>	<b>12 948 914,49</b>
PRIVES Contrats privés volet recherche	29 295 477,84	17 223 248,73	16 747 143,45	1 161 400,59	3 296 694,08	4 458 094,67	0,00	4 444 348,83	13 745,84	16 513 457,78	16 513 457,78	1 161 400,59	3 296 694,08	4 458 094,67	127 983,86	4 618 038,34	-159 943,67	8 100 118,86	217 077,18
HPIA-ANR-R ANR hors PIA volet RECHERCHE	74 175 647,66	38 563 030,48	37 408 829,06	-2 935 152,78	10 999 509,04	8 064 356,26	0,00	7 906 819,79	144 755,27	37 827 396,80	37 827 396,80	-2 935 152,78	10 999 509,04	8 064 356,26	41 520,42	8 117 002,92	-52 646,66	29 336 609,97	166 683,76
LABEX LABEX volet recherche	94 002 402,06	80 213 535,91	78 198 649,31	-700 735,58	4 494 796,25	3 794 060,67	0,00	3 794 060,67	4 130,58	78 562 383,06	77 549 082,96	-700 735,58	4 494 796,25	3 794 060,67	56 444,21	-860 112,64	-251 854,87	11 871 359,30	-251 854,87
PUBLICS AUTRES FINANCEURS PUBLICS vol RECHERCH	11 144 368,87	6 007 627,38	6 007 627,38	169 269,05	1 351 847,37	1 521 116,42	0,00	1 503 456,32	17 660,10	6 714 863,14	6 547 166,45	169 269,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 931 587,94	140 306,09
PIA3-ANR-R PIA 3 ANR volet RECHERCHE	42 773 156,74	20 049 022,10	20 049 022,10	-712 816,18	5 578 328,86	4 865 512,68	0,00	4 854 757,79	10 597,60	27 709 257,23	27 350 625,63	-712 816,18	5 578 328,86	4 865 512,68	6 509,95	4 959 890,36	-94 367,68	10 255 691,23	170 850,98
PIA3-CDC-R PIA 3 CDC volet RECHERCHE	7 849 936,31	2 822 464,71	2 730 987,37	-29 210,03	659 024,72	692 614,40	0,00	659 024,72	33 589,68	2 576 310,90	2 574 528,29	-29 210,03	0,00	0,00	420,00	805 570,98	-112 956,58	4 456 911,72	12 922,82
PIA3-AUT-R PIA 3 Autre financeur volet RECHERCHE	3 575 736,44	3 522 744,84	3 194 039,52	37 177,48	0,00	0,00	0,00	36 884,28	293,20	3 874 999,26	3 911 549,91	37 177,48	0,00	0,00	0,00	37 803,27	-625,79	74 787,00	-718 429,38
EUROPE Contrats européens volet recherche	20 053 737,21	10 880 011,61	10 436 339,28	-584 308,80	3 090 380,59	2 506 071,79	0,00	2 506 071,79	2 244,62	10 187 815,92	-584 308,80	3 090 380,59	2 506 071,79	107 507,75	2 475 335,16	30 736,63	7 071 031,80	270 382,41	10 326,41
EUR-FEDER Contrats Européens FEDER volet RECHERCHE	4 170 509,91	3 289 574,69	3 245 632,88	358 606,06	120 442,92	479 048,98	0,00	365 589,94	113 459,										

**TABLEAU 9**  
**Tableau agrégé des opérations pluriannuelles (violet recettes) - Compte Financier de l'exercice 2025**

**Recettes**

Opérations	Montant de l'opération	Engagements							Encaissements							Restes			
		AR ouvertes < N	Conso AR < N	Reports ou Reprogrammation s N	AR nouvelles ouvertes N	Total AR N	Conso AR N	Reste à consommer AR N	RE ouvertes < N	Conso RE < N	Reports ou Reprogrammation s N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N	Restes à engager >= N sur AR consommées <=N (AR)	Restes à encaisser >= N sur AR consommées <=N (RE)	
OPE-AUTRES	Opé diverses flechées pluriannuelles	18 036 795,79	18 197 339,46	18 197 339,46	0,00	0,00	0,00	16 971 339,46	16 971 339,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	359 350,00	1 226 000,00	
OPE-24	Opé-24 Réhabilitation BATEG	2 320 230,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-19	Opé-19 SMART CAMPUS GDA CLV	12 327 723,08	8 891 827,29	8 891 827,29	0,00	0,00	-395 000,00	8 610 016,00	8 610 016,00	0,00	395 000,00	395 000,00	395 000,00	395 000,00	395 000,00	0,00	-395 000,00	281 811,29	
OPE-AUTREZ	Opé modif GPFI 28/01/2025 flechés	12 606 083,12	951 121,00	951 121,00	0,00	45 000,00	-55 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00	696 121,00	696 121,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	0,00	12 500 000,00	0,00	
OPE-15	Opé-15 CPER14 CRESI	19 486 901,51	6 673 747,00	6 673 747,00	0,00	4 631 523,40	6 766 827,58	-2 135 304,18	6 673 747,00	6 673 747,00	0,00	4 631 523,00	4 631 523,00	0,00	6 766 827,58	-2 135 304,58	-475 879,18	0,00	
OPE-14	Opé-14 CPER14 ESPE/Cluster éducation	8 893 580,89	8 174 000,00	8 174 000,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	8 174 000,00	8 174 000,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-29	Opé-29 CPER14 Espaces numérique Stendhal	8 961 205,66	4 169 005,00	4 169 005,00	0,00	1 735 319,00	1 735 319,00	865 059,21	2 814 681,00	2 814 681,00	0,00	1 735 319,00	1 735 319,00	0,00	2 070 259,79	-334 940,79	3 480 118,21	154 324,00	
OPE-12	Opé-12 CPER14 Valence Briffault	6 584 222,14	5 030 000,00	5 030 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00	0,00	5 030 000,00	5 030 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-30	Opé-30 CPER14 BU Latour Maubourg	2 148 752,46	1 730 000,00	1 730 000,00	-11 023,20	506 188,40	499 188,40	35 976,80	1 730 000,00	1 730 000,00	-11 023,20	506 188,40	499 188,40	0,00	499 188,40	35 976,80	35 976,80	0,00	
OPE-13	Opé-13 CPER14 Réorganisation IUT1	17 293 386,28	13 399 982,87	13 399 982,87	0,00	5 838 025,83	5 839 948,83	-1 923,00	10 631 174,17	10 631 174,17	0,00	5 838 025,83	5 838 025,83	0,00	5 840 943,83	-2 918,00	-1 923,00	2 767 223,70	
OPE-41	Opé-41 AGORA	307 936,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-42	Opé-42 Jean Roget 410	195 261,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-47	Opé-47 BAPSO BUJF aménagé, accueil BUPE	1 364 391,99	40 711,97	40 711,97	0,00	0,00	0,00	0,00	40 711,97	40 711,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-46	Opé-46 BAPSO BU Sci. extension rés.uouv.	106 611,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-43	Opé-43 IUT2 Restructuration de l'adminis	936 346,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-40	Opé-40 PLR Les Houches - Chauffage	566 317,92	585 048,00	585 048,00	-30 792,00	30 792,00	-30 792,00	585 048,00	585 048,00	-30 792,00	30 792,00	0,00	0,00	0,00	30 792,00	-30 792,00	-30 792,00	0,00	
OPE-34	Opé-34 PLR PHITEM	460 217,63	400 908,00	400 908,00	0,00	21 100,00	21 100,00	0,00	400 908,00	400 908,00	0,00	21 100,00	21 100,00	0,00	21 100,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-38	Opé-38 PLR Biologie	4 094 189,62	1 374 000,00	1 374 000,00	0,00	2 562 163,00	2 562 163,00	0,00	1 374 000,00	1 374 000,00	0,00	2 562 163,00	2 562 163,00	0,00	2 562 163,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-37	Opé-37 PLR IMA C	2 279 592,12	1 986 316,00	1 986 316,00	0,00	104 542,93	105 043,56	-500,73	1 422 563,00	1 422 563,00	0,00	668 296,86	668 296,86	0,00	668 296,86	-499,80	-500,73	0,00	
OPE-36	Opé-36 PLR Picanie	1 942 543,20	1 631 151,00	1 631 151,00	0,00	85 850,03	85 850,03	0,00	1 631 151,00	1 631 151,00	0,00	85 850,03	85 850,03	0,00	85 850,03	0,00	0,00	0,00	
OPE-54	Opé 54 INSPE Annecy	236 789,39	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-26-F	Mise aux normes (flechés)	5 628 035,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
OPE-G-AUTR	Opé diverses non flechées pluriannuelles	1 446 304,11	191 500,00	191 500,00	15 116,94	120 000,00	135 116,94	12 223,87	191 500,00	15 116,94	120 000,00	135 116,94	12 000,00	12 000,00	135 116,94	12 223,87	122 893,07	122 893,07	
OPE-55	Opé-55 Crèche	3 379 788,73	33 511,00	33 511,00	0,00	140 000,00	140 000,00	-140 000,00	33 511,00	33 511,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00	0,00	456 489,00	140 000,00	
OPE-CAMPUS	Opé-Opération CAMPUS	11 236 524,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 123,53	0,00	
OPE-60	DLST	1 617 216,42	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	-3 300 000,00	0,00	
OPE-58	Stendhal Phase 2	7 057 597,11	205 860,00	205 860,00	0,00	44 140,00	-5 860,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	0,00	13 950 000,00	0,00	
OPE-57	IUT Génie Civil	4 746 298,20	222 494,00	222 494,00	0,00	27 506,00	-22 494,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	200 000,00	-50 000,00	-415 300,00	0,00	
OPE-59	Briffaut Commun Phase 2	12 503 032,00	95 000,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	95 000,00	0,00	95 000,00	0,00	9 365 300,00	0,00		
<b>Total Programmes pluriannuels d'invest</b>		<b>168 763 853,20</b>	<b>74 082 932,59</b>	<b>74 082 932,59</b>	<b>-26 698,26</b>	<b>16 772 150,59</b>	<b>16 745 452,33</b>	<b>18 335 712,33</b>	<b>-1 590 260,00</b>	<b>67 160 471,60</b>	<b>67 160 471,60</b>	<b>-26 698,26</b>	<b>18 209 258,12</b>	<b>18 182 559,86</b>	<b>152 000,00</b>	<b>20 565 921,26</b>	<b>-2 383 361,40</b>	<b>36 381 286,53</b>	<b>4 692 252,06</b>
PRIVES	Contrats privés volet recherche	29 295 477,84	17 832 708,63	21 249 312,90	3 807 780,43	190 000,00	3 997 780,43	4 754 169,91	-756 389,48	15 659 744,58	16 017 540,66	1 298 527,02	3 064 014,84	4 362 541,86	0,00	4 362 541,86	0,00	-3 491 707,75	5 623 400,29
HPIA-ANR-R	ANR hors PIA volet RECHERCHE	74 715 847,86	34 502 150,45	58 814 693,33	7 899 966,47	2 473,00	7 902 439,47	8 806 117,28	-8 806 117,28	37 573 693,05	42 221 865,15	4 181 320,52	6 461 709,67	10 643 030,19	2 249 523,56	10 628 953,00	14 040,00	-33 116 660,16	22 672 394,74
LABEX	LABEX volet recherche	94 002 402,06	14 924 846,44	131 556 480,72	45 729,00	0,00	45 729,00	-27 684 288,12	27 710 017,12	43 038 697,98	63 551 820,57	-5 038 555,11	5 080 000,00	18 462 681,23	41 444,89	18 462 681,23	0,00	-88 921 627,16	40 298 937,14
PUBLICS	AUTRES FINANCEURS PUBLICS vol RECHERCHE	11 144 368,87	6 294 849,61	7 519 708,82	755 314,03	0,00	755 314,03	2 599 120,04	-1 843 806,01	5 995 666,99	6 081 370,20	1 481 484,44	3 877 799,56	1 869 284,00	236 250,91	1 864 284,00	5 000,00	-2 723 312,22	2 173 174,66
PIA3-ANR-R	PIA 3 ANR volet RECHERCHE	42 773 156,74	15 973 004,88	21 582 778,76	294 220,37	0,00	294 220,37	-2 141 267,23	2 435 487,60	22 376 006,27	29 842 887,49	2 408 944,23	3 265 877,01	5 674 821,24	158 687,56	5 673 066,15	1 755,09	-3 174 286,28	-16 074 442,11
PIA3-CDC-R	PIA 3 CDC volet RECHERCHE	7 849 936,31	7 006 752,55	7 517 926,31	2 389,02	0,00	2 389,02	-1 101 519,63	1 103 908,65	2 913 869,93	2 689 428,41	159 804,52	1 022 368,69	1 182 173,21	770 909,06	1 182 173,21	0,00	592 734,89	2 544 805,06
PIA3-AUT-R	PIA 3 Autre financeur volet RECHERCHE	3 575 736,44	15 199 870,85	4 755 522,64	40 951,07	0,00	40 951,07	0,00	2 741 112,49	2 741 112,49	21 058,54	28 608,00	49 666,54	0,00	10 464 348,21	1 985 694,68	0,00	10 464 348,21	1 985 694,68
EUROPE	Contrats européens volet recherche	20 053 737,21	11 251 859,53	11 914 141,61	3 036 027,40	2 203 071,26	5 239 098,66	-1 583 596,18	10 428 685,09	11 053 164,57	10 201 491,28	2 371 610,99	3 392 102,27	736 997,02	3 392 102,27	0,00	-2 137 668,12	4 291 569,61	
EUR-FEDER	Contrats Européens FEDER volet RECHERCHE	4 170 509,91	2 238 858,89	2 192 027,46	901 099,10	0,00	901 099,10	8 685,16	2 369 068,73	2 369 068,73	353 205,27	592 835,71	249 200 561	592 835,62	0,09	569 364,19	256 227,67	0,00	
HORS-UE	Contrats Hors UE volet recherche	3 665 976,33	2 832 280,47	2 735 975,70	212 026,00	0,00	212 026,00	28 891,98	2 263 332,88	2 293 370,27	-24 543,86	332 228,71	307 684,85	0,00	307 684,85	0,00	364 896,16	318 053,90	
EUR-ERC	Contrats Européens ERC volet RECHERCHE	37 570 439,53	10 673 228,75	34 917 562,60	0,00	0,00	0,00	-1 372 320,19	24 531 343,34	26 932 944,29	1 853 559,48	1 965 809,82	3 819 369,30	0,00	3 819 369,30	293 708,94	-25 616 654,04	5 831 278,14	
RECH-REGIO	REGION volet RECHERCHE	8 753 332,77	5 899 744,08	7 026 379,34	392 890,89	0,00	392 890,89	738 072,75	-345 181,86	2 951 328,23	3 238 436,24	1 444 739,12	1 261 546,68	69 128,86	2 706 285,80	0,00			

TRÉSORERIE Au 31/12/N-1

138 682 181

## Tableau 01bis de Suivi des opérations immobilières - Compte financier 2025 UGA

## A - Exécution et prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération (réf.)	Type de projets	Coût total de l'opération (1)	Autorisations d'engagement							Crédits de paiement							Emplois		Restes	
			AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	AE consommées en N	Reste à consommer AE N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	CP consommés en N	Reste à consommer CP N	Emplois consommés les années antérieures	Emplois consommés en N	Restes à engager en fin d'année N (AE)	Restes à payer au 31/12/N (CP)
(2)	(3)	(4) = (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9)	(10)	(11) = (9) - (10)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)	(15) = (13) - (14)	(16)	(17)	(18) + (19)	(20) + (21)			
Opé-AUTRES Opé diverses filiales pluriannuelles	Autre	18 036 796	17 035 799	17 035 799	281	101 617	101 689	63 542	40 366	16 663 344	16 663 344	94 753	94 753	87 005	7 748	15 857 171	87 005	939 736	248 733	
Opé-24 Réhabilitation BATEG	Autre	2 320 231	2 320 231	2 320 231	-	0	0	0	0	2 320 231	2 320 231	0	0	0	0	2 320 231	0	0	0	
Opé-19 SMART CAMPUS GDA CLV	Autre	12 527 571	12 502 879	12 502 879	-	6 192	6 192	5 817	375	11 987 409	11 987 409	284 131	284 131	284 206	75	11 987 483	284 206	19 025	18 660	
Opé-AUTREZ Opé modif GPN 28/01/2025 Récès	Autre	12 606 083	1 011 793	1 011 793	-	248 195	248 195	150 064	98 131	1 100 478	1 100 478	166 609	166 609	166 609	0	1 099 857	166 609	11 854 226	135 351	
Opé-15 CPER14 CREZI	CPER	19 486 902	18 325 213	18 325 213	-	665 505	665 505	605 004	7 901	15 290 281	15 290 281	3 644 300	3 644 300	3 644 300	0	14 645 981	3 644 300	4 800 230	609 205	
Opé-14 CPER14 ESP/Cluster éducation	CPER	8 893 931	8 864 056	8 864 056	-	8 864 056	8 864 056	2 207	2 882	8 819 778	8 819 778	6 115	6 115	28 865	20 750	8 819 874	28 865	18 812	8 846	
Opé-29 CPER14 Espaces numériques Stendhal	CPER	8 961 206	5 822 887	5 822 887	-	2 349 116	2 349 116	2 136 878	212 238	3 287 715	3 287 715	1 645 463	1 645 463	1 480 448	165 015	3 251 931	1 480 448	1 001 643	3 214 001	
Opé-12 CPER14 Valence Briffault	CPER	6 584 212	6 482 352	6 482 352	-	76 491	76 491	40 797	35 694	6 288 966	6 288 966	266 780	266 780	214 457	55 833	6 282 784	214 457	42 093	21 686	
Opé-30 CPER14 BU Latoire Maubourg	CPER	2 148 752	2 148 752	2 148 752	-	0	0	0	0	2 148 752	2 148 752	0	0	0	0	2 148 752	0	0	0	
Opé-11 CPER14 Réorganisation IUT1	CPER	17 293 386	17 285 393	17 285 393	-	7 993	7 993	7 993	0	17 279 910	17 279 910	47 476	47 476	44 575	2 901	17 282 811	47 476	218 904	0	
Opé-41 AGORA	Autre	307 936	307 936	307 936	-	0	0	0	0	307 936	307 936	0	0	0	0	307 936	0	0	0	
Opé-42 Jean Rogat 410	Rehabilitation	195 261	184 489	184 489	-	26 250	26 250	23 757	2 527	136 993	136 993	26 096	26 096	4 177	21 969	136 993	4 177	30 049	24 393	
Opé-47 BAPSO BUJF aménage. accueil BUPE	Autre	1 564 362	1 551 689	1 551 689	-	1 139	1 139	1 139	0	1 549 772	1 549 772	54 542	54 542	17 889	37 058	1 531 914	17 889	11 566	11 566	
Opé-46 BAPSO BU Sci. extension réouv.	Autre	106 611	98 821	98 821	-	7 788	7 788	35 981	43 771	62 293	62 293	13 208	13 208	0	49 085	62 293	0	43 771	0	
Opé-43 IUT2 Restructuration de l'adminis	Autre	836 346	836 346	836 346	-	0	0	0	0	836 346	836 346	0	0	0	0	836 346	0	0	0	
Opé-40 PLR Les Houches - Chauffage	Rehabilitation	565 318	565 318	565 318	-	0	0	0	0	565 318	565 318	0	0	0	0	565 318	0	0	0	
Opé-34 PLR PHTEM	Rehabilitation	460 218	460 192	460 192	-	26	26	19	7	460 192	460 192	26	26	19	7	460 191	19	0	0	
Opé-38 PLR Biologie	Rehabilitation	4 094 190	4 093 380	4 093 380	-	8 539	8 539	709	107	4 045 360	4 045 360	800	800	63	4 045 360	800	646	39 321	0	
Opé-37 PLR RMA C	Rehabilitation	2 279 582	2 279 582	2 279 582	-	490	490	8	482	2 277 945	2 277 945	2 490	2 490	0	2 277 946	2 490	482	0	0	
Opé-36 PLR Piscine	Rehabilitation	1 942 543	1 942 543	1 942 543	-	0	0	-2	0	1 942 546	1 942 546	0	0	0	0	1 942 546	0	0	0	
Opé-54 RNPPE Ancecy	Autre	238 769	238 769	238 769	-	0	0	0	0	238 769	238 769	0	0	0	0	238 769	0	0	0	
Opé-26 F Mize aux normes (Récès)	Autre	5 628 036	5 742 412	5 742 412	-	480 000	480 000	472 286	7 714	275 407	275 407	493 036	493 036	498 444	5 408	275 408	498 444	4 383 338	270 647	
Opé-6-AUTR Opé diverses non filiales pluriannuelles	Autre	1 446 304	1 384 689	1 384 689	-	734 238	734 238	667 488	166 779	244 517	244 517	565 170	565 170	295 518	315 349	315 349	295 518	304 577	311 051	
Opé-55 Crèche	Autre	3 179 789	2 783 888	2 783 888	-	477 844	477 844	448 005	29 839	638 491	638 491	673 805	673 805	677 306	3 501	638 491	677 306	147 846	1 916 146	
Opé Campus Opé-Operation CAMPUS	Autre	11 238 524	7 189 389	7 189 389	-	5 788 000	5 788 000	5 609 489	178 511	607 517	607 517	386 102	386 102	538 238	1 848 155	527 932	538 238	4 406 466	5 190 281	
Opé-60 DLST	CPER	30 900	61 567	61 567	-	383 826	383 826	124 000	272 236	46 999	46 999	118 176	118 176	32 300	0	118 176	32 300	1 611 046	25 531	
Opé-58 Stendhal Phase 2	CPER	7 057 397	37 138	37 138	-	734 748	734 748	502 151	232 597	0	0	348 412	348 412	239 342	109 070	0	239 342	6 118 108	300 147	
Opé-57 IUT Génie Civil	CPER	4 146 283	4 146 283	4 146 283	-	71 963	71 963	379 902	449 286	66 791	66 791	62 561	62 561	21 078	68 391	68 391	68 391	4 088 423	497 438	
Opé-59 Briffault Commun Phase 2	CPER	12 501 012	18 280	18 280	-	43 092	43 092	43 092	0	0	0	87 892	87 892	53 392	34 500	0	53 392	12 421 000	25 585	
<b>TOTAL</b>		<b>168 750 853</b>	<b>158 728 653</b>	<b>158 728 653</b>	<b>-</b>	<b>18 900</b>	<b>18 687 253</b>	<b>13 983 127</b>	<b>14 666 969</b>	<b>1 116 157</b>	<b>99 131 277</b>	<b>99 131 277</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 999 740</b>	<b>9 999 740</b>	<b>8 378 607</b>	<b>8 378 607</b>	

## B - Prévisions de recettes

Opération	Sources de financements	Coût total de l'opération (27a)	Montant notifié N (27b)	Montant notifié N+1 (27c)	Reste à notifier (27d)-(27b)-(27c)	Encasements extérieurs			Restes à encaisser sur les exercices suivants (31)+(27a)-(29)-(30)	Prévisions en N+1 et suivantes			Réalisation N		Restes		
						(27e)	(28)	(29)		(32)	(33)	(34)	(35)	(36)	(37)+(27a)-(29)-(30)	(38)-(27a)-(35)	
Opé-AUTRES Opé diverses filiales pluriannuelles	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	17 330 689	17 330 689	0	0	17 330 689	15 522 000	0	15 820 689	47 850	196 243	115 255	15 847 381	0	15 820 689	1 488 308	0
Opé-24 Réhabilitation BATEG	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	2 320 231	0	0	0	2 320 231	0	0	2 320 231	0	0	0	0	0	0	0	0
Opé-19 SMART CAMPUS GDA CLV	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	12 527 571	6 218 189	6 218 189	0	6 218 189	6 105 000	395 000	-281 811	0	0	0	6 105 000	395 000	-281 811	-281 811	0
Opé-AUTREZ Opé modif GPN 28/01/2025 Récès	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	12 606 083	2 786 827	2 786 827	0	2 786 827	2 505 016	281 811	0	0	0	0	2 505 016	281 811	281 811	286 827	0
Opé-15 CPER14 CREZI	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	19 486 902	6 500 000	6 500 000	0	6 500 000	6 610 000	395 000	0	0	0	0	6 610 000	395 000	0	5 016	0
Opé-14 CPER14 ESP/Cluster éducation	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	8 893 931	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	5 929 000	71 000	0	0	0	0	5 929 000	71 000	0	0	0
Opé-29 CPER14 Espaces numériques Stendhal	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	8 961 206	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	5 929 000	71 000	0	0	0	0	5 929 000	71 000	0	0	0
Opé-12 CPER14 Valence Briffault	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	6 584 212	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	5 929 000	71 000	0	0	0	0	5 929 000	71 000	0	0	0
Opé-30 CPER14 BU Latoire Maubourg	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	2 148 752	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	5 929 000	71 000	0	0	0	0	5 929 000	71 000	0	0	0
Opé-11 CPER14 Réorganisation IUT1	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	17 293 386	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	5 929 000	71 000	0	0	0	0	5 929 000	71 000	0	0	0
Opé-41 AGORA	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	307 936	0	0	0	307 936	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opé-42 Jean Rogat 410	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	195 261	0	0	0	195 261	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opé-47 BAPSO BUJF aménage. accueil BUPE	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	1 564 362	0	0	0	1 564 362	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opé-46 BAPSO BU Sci. extension réouv.	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	106 611	0	0	0	106 611	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opé-43 IUT2 Restructuration de l'adminis	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	836 346	0	0	0	836 346	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opé-40 PLR Les Houches - Chauffage	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	565 318	0	0	0	565 318	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opé-34 PLR PHTEM	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	460 218	0	0	0	460 218	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opé-38 PLR Biologie	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	4 094 190	0	0	0	4 094 190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opé-37 PLR RMA C	Financement de l'Etat Financement de la région Autres subventions	2 279 582	0	0													

## TABLEAU 10

## Tableau détaillé des opérations pluriannuelles - Compte Financier de l'exercice 2025

Exécution d'AE et de CP		Prévisions	Exécution				Reste à payer	Reste à réaliser			
Opération	Nature	Coût total de l'opération	Conso AE < N	Conso AE N	TOTAL des AE consommées	Conso CP < N	Conso CP N	TOTAL des CP consommées	Sur les AE consommées	Solde à engager	Solde à payer
Programmes pluriannuels d'invest	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	5 829 519,70	819 541,59	4 991 450,14	5 810 991,73	679 730,86	365 255,37	1 044 986,23	4 766 005,50	18 462,60	4 784 533,47
	Investissement	162 934 333,50	107 959 288,14	6 475 519,04	114 434 807,18	98 437 546,09	7 814 352,10	106 251 898,19	8 182 908,99	46 553 639,39	56 682 435,31
<b>Total Programmes pluriannuels d'invest</b>		<b>168 763 853,20</b>	<b>108 778 829,73</b>	<b>11 466 969,18</b>	<b>120 245 798,91</b>	<b>99 117 276,95</b>	<b>8 179 607,47</b>	<b>107 296 884,42</b>	<b>12 948 914,49</b>	<b>46 572 101,99</b>	<b>61 466 968,78</b>
Contrats de recherche	Personnel	353 131 111,17	169 992 207,01	32 395 739,81	202 387 946,82	170 012 100,01	32 395 739,81	202 407 839,82	-19 893,00	150 743 134,35	150 723 271,35
	Fonctionnement	281 648 597,34	90 547 927,96	24 939 366,44	115 487 294,40	87 573 365,93	21 634 336,31	109 207 702,24	6 279 592,16	165 728 271,00	172 440 895,10
	Investissement	109 607 775,43	34 878 141,17	4 652 930,20	39 531 071,37	31 564 891,83	5 378 144,39	36 943 036,22	2 588 035,15	69 756 027,32	72 664 739,21
<b>Total Contrats de recherche</b>		<b>744 387 483,94</b>	<b>295 418 276,14</b>	<b>61 988 036,45</b>	<b>357 406 312,59</b>	<b>289 150 357,77</b>	<b>59 408 220,51</b>	<b>348 558 578,28</b>	<b>8 847 734,31</b>	<b>386 227 432,67</b>	<b>395 828 905,66</b>
Contrats d'enseignement	Personnel	74 247 891,78	29 563 809,46	9 631 530,59	39 195 340,05	29 563 809,46	9 631 530,59	39 195 340,05	0,00	35 052 551,73	35 052 551,73
	Fonctionnement	194 537 313,73	56 435 452,49	33 150 353,72	89 585 806,21	53 287 106,36	22 436 314,68	75 723 421,04	13 862 385,17	104 673 386,72	118 813 892,69
	Investissement	11 425 401,78	3 719 767,81	2 450 937,17	6 170 704,98	3 607 815,01	2 014 278,78	5 622 093,79	548 611,19	5 241 320,74	5 803 307,99
<b>Total Contrats d'enseignement</b>		<b>280 210 607,29</b>	<b>89 719 029,76</b>	<b>45 232 821,48</b>	<b>134 951 851,24</b>	<b>86 458 730,83</b>	<b>34 082 124,05</b>	<b>120 540 854,88</b>	<b>14 410 996,36</b>	<b>144 967 259,19</b>	<b>159 669 752,41</b>
Ss total Personnel		427 379 002,95	199 556 016,47	42 027 270,40	241 583 286,87	199 575 909,47	42 027 270,40	241 603 179,87	-19 893,00	185 795 686,08	185 775 823,08
Ss total Fonctionnement		482 015 430,77	147 802 922,04	63 081 170,30	210 884 092,34	141 540 203,15	44 435 906,36	185 976 109,51	24 907 982,83	270 420 120,32	296 039 321,26
Ss total Investissement		283 967 510,71	146 557 197,12	13 579 386,41	160 136 583,53	133 610 252,93	15 206 775,27	148 817 028,20	11 319 555,33	121 550 987,45	135 150 482,51
<b>TOTAL</b>		<b>1 193 361 944,43</b>	<b>493 916 135,63</b>	<b>118 687 827,11</b>	<b>612 603 962,74</b>	<b>474 726 365,55</b>	<b>101 669 952,03</b>	<b>576 396 317,58</b>	<b>36 207 645,16</b>	<b>577 766 793,85</b>	<b>616 965 626,85</b>

Exécution des recettes		Prévisions	Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Encaissements réalisés N	Reste à encaisser en N+1 et suivantes
Programmes pluriannuels d'invest	Financement de l'Etat	89 781 976,00	31 347 505,00	14 195 990,00	44 238 481,00
	Autres financements publics	52 595 109,00	35 798 784,00	6 228 436,00	10 567 889,00
	Autres financements	2 585 016,00	14 182,00	141 496,00	2 429 338,00
<b>Total Programmes pluriannuels d'invest</b>		<b>144 962 101,00</b>	<b>67 160 471,00</b>	<b>20 565 922,00</b>	<b>57 235 708,00</b>
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	49 582 198,68	9 155 340,44	4 812 988,03	35 613 870,21
	Autres financements publics	647 864 306,92	244 482 625,60	53 452 122,84	349 929 558,48
	Autres financements	46 940 978,34	16 854 549,33	4 536 647,25	25 549 781,76
<b>Total Contrats de recherche</b>		<b>744 387 483,94</b>	<b>270 492 515,37</b>	<b>62 801 758,12</b>	<b>411 093 210,45</b>
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	12 924 296,80	5 660 033,24	777 362,76	6 486 900,80
	Autres financements publics	264 095 745,88	147 093 443,05	53 570 106,30	63 432 196,53
	Autres financements	3 190 564,61	1 326 055,16	383 383,67	1 481 125,78
<b>Total Contrats d'enseignement</b>		<b>280 210 607,29</b>	<b>154 079 531,45</b>	<b>54 730 852,73</b>	<b>71 400 223,11</b>
Ss total Financement de l'Etat		152 288 471,48	46 162 878,68	19 786 340,79	86 339 252,01
Ss total Autres financements		964 555 161,80	427 374 852,65	113 250 665,14	423 929 644,01
Ss total Autres financements		52 716 558,95	18 194 786,49	5 061 526,92	29 460 245,54
<b>TOTAL</b>		<b>1 169 560 192,23</b>	<b>491 732 517,82</b>	<b>138 098 532,85</b>	<b>539 729 141,56</b>

**TABLEAU DE SYNTHÈSE**  
**Tableau de synthèse budgétaire et comptable du Compte Financier de l'exercice 2025**  
**Etablissement Principal avec Plan Campus**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		Exercice 2025		
<b>Stocks initiaux</b>	<b>1 Niveau initial de restes à payer</b>	<b>64 662 868</b>		
	<b>2 Niveau initial du fonds de roulement</b>	<b>34 206 747</b>		
	<b>3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-104 475 434</b>		
	<b>4 Niveau initial de la trésorerie</b>	<b>138 682 181</b>		
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	80 683 743		
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	57 998 438		
<b>Flux de l'année</b>	<b>5 Autorisations d'engagement</b>	<b>594 966 468</b>		
	<b>6 Résultat patrimonial</b>	<b>2 560 684</b>		
	<b>7 Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	<b>12 050 945</b>		
	<b>8 Variation du fonds de roulement</b>	<b>-2 125 662</b>		
	<b>9 Opérations bilancielle non budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>0</b>	
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	0
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	0
		Cautionnements et dépôts	-	0
	<b>10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>0</b>	
		Variation des stocks	+ / -	0
		Production immobilisée	+	0
		Charges sur créances irrécouvrables	-	0
		Produits divers de gestion courante	+	0
	<b>11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>-34 584 191</b>	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	0
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	<b>-23 387 881</b>
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	0
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	<b>11 196 310</b>
	<b>12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>		<b>32 458 529</b>	
	12.a Recettes budgétaires	612 091 488		
	12.b Crédits de paiement ouverts	579 632 959		
<b>13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires</b>		<b>-19 177 871</b>		
<b>14 Variation de la trésorerie = 12 - 13</b>		<b>13 280 658</b>		
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	31 788 868		
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	-18 508 210		
<b>15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13</b>		<b>-15 406 320</b>		
<b>16 Restes à payer</b>		<b>15 333 509</b>		
<b>Stocks finaux</b>	<b>17 Niveau final de restes à payer</b>	<b>79 996 377</b>		
	<b>18 Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>32 081 085</b>		
	<b>19 Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-119 881 754</b>		
	<b>20 Niveau final de la trésorerie</b>	<b>151 962 839</b>		
		20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	112 472 611	
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	39 490 228		

■ Comptabilité budgétaire  
 ■ Comptabilité générale

---

**COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2025**  
**BUDGET UGA SANS PLAN CAMPUS**

---

**TABLEAU 2**  
Autorisations budgétaires 2025 - UGA sans Plan Campus

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025	
<b>Personnel</b>	<b>423 002 844</b>	<b>437 027 768</b>	<b>435 792 306</b>	<b>432 864 356</b>	- 2 927 950	<b>423 041 367</b>	<b>437 027 768</b>	<b>435 792 306</b>	<b>432 849 109</b>	- 2 943 197	<b>485 585 048</b>	<b>482 442 547</b>	<b>497 308 016</b>	<b>491 207 494</b>	- 6 100 522	<b>Recettes globalisées</b>
dont contributions employeur CAS Pension	103 723 478	110 590 358	109 370 358	109 801 067	430 709	103 723 478	110 590 358	109 370 358	109 801 067	430 709	386 008 403	387 564 516	394 776 874	394 641 030	- 135 844	Subvention pour charges de service public
											3 746 046	2 378 976	7 110 874	8 052 076	941 202	Autres financements de l'Etat
											3 525 672	3 000 728	3 475 816	3 461 152	- 14 664	Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement</b>	<b>91 980 759</b>	<b>135 883 891</b>	<b>141 334 522</b>	<b>119 213 906</b>	- 22 120 616	<b>92 447 657</b>	<b>136 338 529</b>	<b>144 164 478</b>	<b>106 126 098</b>	- 38 038 380	25 661 872	27 915 445	23 766 493	27 202 422	3 435 928	Autres financements publics
											66 643 055	61 582 882	68 177 959	57 850 814	- 10 327 145	Recettes propres
											<b>63 643 730</b>	<b>102 209 095</b>	<b>125 210 027</b>	<b>107 884 810</b>	- 17 325 217	<b>Recettes fléchées*</b>
											2 056 445	1 484 213	14 329 634	16 319 172	1 989 538	Financements de l'Etat fléchés
<b>Investissement</b>	<b>26 145 530</b>	<b>36 181 957</b>	<b>29 323 802</b>	<b>24 561 566</b>	- 4 762 236	<b>37 294 829</b>	<b>38 318 182</b>	<b>30 994 678</b>	<b>26 745 097</b>	- 4 249 581	60 421 446	100 070 582	94 426 093	90 715 290	- 3 710 803	Autres financements publics fléchés
											1 165 838	654 300	16 454 300	850 348	- 15 603 952	Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)</b>	<b>541 129 133</b>	<b>609 093 616</b>	<b>606 450 630</b>	<b>576 639 828</b>	- 29 810 801	<b>552 783 853</b>	<b>611 684 479</b>	<b>610 951 462</b>	<b>565 720 304</b>	- 45 231 158	<b>549 228 777</b>	<b>584 651 642</b>	<b>622 518 043</b>	<b>599 092 304</b>	- 23 425 739	<b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>						-	-	11 566 581	33 372 000	21 805 419	3 555 076	27 032 837	-	-	-	<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

**TABLEAU 3**  
Dépenses par destination et Recettes par origine du Compte Financier de l'exercice 2025 - UGA sans Plan Campus

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	11 927 878	11 927 878	4 262 690	4 178 343	1 401 010	1 232 305	17 591 578	17 338 526
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	4 068 145	4 068 145	3 653 023	4 225 084	372 354	419 781	8 093 522	8 713 010
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	63 901	63 901	503 953	486 237	9 514	9 514	577 367	559 652
D105 - Bibliothèques et documentation	242 147	242 147	2 655 667	2 795 248	152 679	146 488	3 050 493	3 183 884
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	4 979 179	4 979 179	5 018 953	5 152 210	1 075 756	2 472 046	11 073 887	12 603 435
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	3 940 241	3 940 241	2 250 256	2 613 914	1 886 051	1 218 873	8 076 548	7 773 028
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	5 612 812	5 612 812	2 757 858	2 932 997	875 143	1 211 545	9 245 813	9 757 354
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	5 947	5 947	58 120	54 601	2 702	-	61 365	60 548
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	5 155 592	5 155 592	3 169 236	2 993 942	797 284	640 510	9 122 111	8 790 043
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	3 892 634	3 892 634	3 360 143	3 728 344	281 514	296 663	7 534 291	7 917 642
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	7 217 383	7 217 383	16 256 880	12 288 232	1 122 345	1 146 578	24 596 608	20 652 192
D113 - Diffusion des savoirs et musées	19 417	19 417	103 087	110 305	5 863	5 863	128 367	135 585
D114 - Immobilier	6 086	6 086	25 934 606	25 482 325	10 791 976	12 908 142	36 732 668	38 396 553
D115 - Pilotage et support	385 370 269	385 355 022	47 123 670	36 998 575	5 723 788	5 005 079	438 217 728	427 358 676
D201 - Aides directes aux étudiants	4 077	4 077	15 000	15 000	-	-	19 077	19 077
D202 - Aides indirectes aux étudiants	161 619	161 619	880 276	752 559	5 184	11 544	1 047 078	925 722
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	197 031	197 031	1 210 489	1 318 180	63 805	20 165	1 471 326	1 535 376
<b>TOTAL</b>	<b>432 864 356</b>	<b>432 849 109</b>	<b>119 213 906</b>	<b>106 126 098</b>	<b>24 561 566</b>	<b>26 745 097</b>	<b>576 639 828</b>	<b>565 720 304</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B**      **33 372 000**

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	394 641 030	-	-	-	-	-	-	-	394 641 030
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	7 424 186	-	-	-	7 424 186
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	19 189 363	-	855 780	-	20 045 143
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	1 964 589	-	-	-	1 964 589
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	217 607	-	-	-	217 607
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	2 036 983	-	-	28 264	2 065 247
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	197 408	-	1 320 053	-	100 263	66 527 871	-	68 145 596
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	11 325 977	-	-	232 425	-	11 558 402
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	4 000	-	5 286 369	-	-	11 771 706	-	17 062 076
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	482 418	-	4 020 050	-	378 984	6 020 084	-	10 901 536
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	7 368 250	-	5 225 869	1 242 849	15 839 924	4 442 364	323 521	34 442 777
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	24 103	2 033 398	-	-	92 853	2 150 355
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	3 461 152	-	23 741 839	-	865 059	405 710	28 473 761
<b>TOTAL</b>	<b>394 641 030</b>	<b>8 052 076</b>	<b>3 461 152</b>	<b>27 202 422</b>	<b>57 850 814</b>	<b>16 319 172</b>	<b>90 715 290</b>	<b>850 348</b>	<b>599 092 304</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C**      **-**

**TABLEAU 6**  
**Situation patrimoniale 2025 - UGA sans Plan Campus**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025	PRODUITS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025
Personnel	416 450 807	431 266 809	430 049 347	427 573 521	- 2 475 826	Subventions de l'Etat	439 536 619	389 413 860	401 502 343	476 784 967	75 282 624
dont contributions employeur CAS Pension	103 682 743	110 590 358	109 370 358	109 397 705	27 347	Fiscalité affectée	3 478 399	3 003 416	3 478 504	3 465 171	- 13 333
Fonctionnement autre que les charges de personnel	138 508 983	169 087 648	175 220 083	155 392 407	- 19 827 676	Autres subventions	22 372 139	121 707 278	111 235 283	23 097 428	- 88 137 855
						Autres produits	90 358 199	79 839 558	89 108 718	82 179 046	- 6 929 672
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>554 959 790</b>	<b>600 354 457</b>	<b>605 269 430</b>	<b>582 965 928</b>	<b>- 22 303 502</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>555 745 357</b>	<b>593 964 112</b>	<b>605 324 848</b>	<b>585 526 612</b>	<b>- 19 798 236</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	785 567	-	55 418	2 560 684	2 505 267	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	6 390 345	-	-	-
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>555 745 357</b>	<b>600 354 457</b>	<b>605 324 848</b>	<b>585 526 612</b>	<b>- 19 798 236</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>555 745 357</b>	<b>600 354 457</b>	<b>605 324 848</b>	<b>585 526 612</b>	<b>- 19 798 236</b>

**Calcul de la capacité d'autofinancement**

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	785 567	- 6 390 345	55 418	2 560 684	2 505 267
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	43 108 489	26 988 161	26 988 161	32 905 635	5 917 474
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 47 916	-	-	- 251 423	- 251 423
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 10 022	-	-	- 4 600	- 4 600
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 33 466 731	- 18 267 326	- 18 267 326	- 23 150 024	- 4 882 698
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>10 369 387</b>	<b>2 330 490</b>	<b>8 776 253</b>	<b>12 060 272</b>	<b>3 284 020</b>

**Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025	RESSOURCES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement	10 369 387	2 330 490	8 776 253	12 060 272	3 284 020
Investissements	37 977 971	38 318 182	30 994 678	27 386 410	- 3 608 268	Financement de l'actif par l'État	7 565 825	4 079 222	3 747 302	8 498 320	4 751 018
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	-	-	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	11 699 543	16 866 500	14 344 187	2 638 596	- 11 705 591
Remboursement des dettes financières	-	-	-	-	-	Autres ressources	2 357 756	3 263 453	1 124 915	2 064 642	939 727
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>37 977 971</b>	<b>38 318 182</b>	<b>30 994 678</b>	<b>27 386 410</b>	<b>- 3 608 268</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>31 992 511</b>	<b>26 539 666</b>	<b>27 992 656</b>	<b>25 261 830</b>	<b>- 2 730 826</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>877 442</b>	<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>5 985 460</b>	<b>11 778 516</b>	<b>3 002 022</b>	<b>2 124 580</b>	<b>-</b>

**Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 5 985 460	- 11 778 516	- 3 002 022	- 2 124 580	877 442
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	24 646 384	12 867 868	21 644 363	22 521 805	877 442

---

**COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2025**

**BUDGET PLAN CAMPUS**

---

**TABLEAU 2**  
Autorisations budgétaires 2025 - Plan Campus

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecart entre BR2 et CF 2025	
<b>Personnel</b>	598 956	668 787	638 787	632 442	- 6 345	570 136	668 787	638 787	651 343	12 556	16 333 060	1 749 128	1 749 128	12 999 184	11 250 056	<b>Recettes globalisées</b>
dont contributions employeur CAS Pension	-	-	-	43 909	43 909	-	-	-	43 909	43 909	-	-	-	-	-	Subvention pour charges de service public
											4 515 758	398 128	398 128	4 228 125	3 829 997	Autres financements de l'Etat
											-	-	-	-	-	Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement</b>	6 852 380	14 976 000	12 631 000	12 272 876	- 358 124	7 473 496	10 771 000	8 426 000	7 956 138	- 469 862	10 784 754	440 000	440 000	8 387 141	7 947 141	Autres financements publics
											1 052 548	911 000	911 000	383 918	- 527 082	Recettes propres
											-	15 731 392	15 731 392	-	- 15 731 392	<b>Recettes fléchées*</b>
											-	15 731 392	15 731 392	-	- 15 731 392	Financements de l'Etat fléchés
<b>Investissement</b>	7 579 991	6 947 000	6 118 000	5 421 321	- 696 679	7 676 135	6 662 000	5 482 000	5 305 174	- 176 826	-	-	-	-	-	Autres financements publics fléchés
											-	-	-	-	-	Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)</b>	15 031 327	22 591 787	19 387 787	18 326 640	- 1 061 147	15 719 767	18 101 787	14 546 787	13 912 655	- 634 132	16 333 060	17 480 520	17 480 520	12 999 184	- 4 481 336	<b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>						613 293	-	2 933 733	-	-	-	621 267	-	913 471	3 847 204	<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

**TABLEAU 3**  
Dépenses par destination et Recettes par origine du Compte Financier de l'exercice 2025 - Plan Campus

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	-	-	-	-	-	-	-	-
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	-	-	-	-	-	-	-	-
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	-	-	-	-	-	-	-	-
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	-	-	12 272 876,05	7 956 137,76	5 421 321,16	5 305 174,37	17 694 197	13 261 312
D115 - Pilotage et support	632 442,39	651 343,04	-	-	-	-	632 442	651 343
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>632 442</b>	<b>651 343</b>	<b>12 272 876</b>	<b>7 956 138</b>	<b>5 421 321</b>	<b>5 305 174</b>	<b>18 326 640</b>	<b>13 912 655</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B**      -

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES							
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	-	-	-	-	-	-	-	-
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	-	-	-	-
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	-	-	-	-
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	-	-	-	-
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	-	-	-	-
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	-	-	-	-
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	7 947 141,00	-	-	-	-	7 947 141
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	-	-	-	-	-
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	-	-	-	-	-
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	4 228 124,68	440 000,00	-	-	-	-	4 668 125
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	-	-	-	-	-
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	-	383 918,34	-	-	-	383 918
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>4 228 125</b>	<b>8 387 141</b>	<b>383 918</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 999 184</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C**      913 471

**TABLEAU 6**  
**Situation patrimoniale 2025 - Plan Campus**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025	PRODUITS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025
Personnel	561 118	668 787	638 787	645 058	6 271	Subventions de l'Etat	7 230 501	10 649 659	8 274 659	8 000 763	- 273 896
dont contributions employeur CAS Pension	40 735	-	-	-	-	Fiscalité affectée	-	-	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	12 101 899	15 519 477	13 174 477	13 279 193	104 716	Autres subventions	-	-	-	-	-
						Autres produits	5 432 516	5 538 605	5 538 605	5 923 487	384 882
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>12 663 017</b>	<b>16 188 264</b>	<b>13 813 264</b>	<b>13 924 250</b>	<b>110 986</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>12 663 017</b>	<b>16 188 264</b>	<b>13 813 264</b>	<b>13 924 250</b>	<b>110 986</b>
<b>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>12 663 017</b>	<b>16 188 264</b>	<b>13 813 264</b>	<b>13 924 250</b>	<b>110 986</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>12 663 017</b>	<b>16 188 264</b>	<b>13 813 264</b>	<b>13 924 250</b>	<b>110 986</b>

**Calcul de la capacité d'autofinancement**

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	-	-	-	-	-
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 779 596	4 748 477	4 748 477	5 226 069	477 592
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	10 136	10 136
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 7 895	-	-	- 33 412	- 33 412
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 4 772 470	- 4 627 605	- 4 627 605	- 5 212 121	- 584 516
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>- 769</b>	<b>120 872</b>	<b>120 872</b>	<b>- 9 328</b>	<b>- 130 200</b>

**Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025	RESSOURCES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025
Insuffisance d'autofinancement	769	-	-	9 328	9 328	Capacité d'autofinancement	-	120 872	120 872	-	- 120 872
Investissements	3 479 678	6 662 000	5 482 000	235 156	- 5 246 844	Financement de l'actif par l'État	4 515 757	6 101 128	4 921 128	4 228 124	- 693 004
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	-	-	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	3 300 000	440 000	440 000	440 000	-
Remboursement des dettes financières	4 336 080	-	-	4 459 365	4 459 365	Autres ressources	7 895	-	-	34 643	34 643
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>7 816 527</b>	<b>6 662 000</b>	<b>5 482 000</b>	<b>4 703 849</b>	<b>- 778 151</b>	Augmentation des dettes financières	-	-	-	-	-
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>7 125</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>7 823 652</b>	<b>6 662 000</b>	<b>5 482 000</b>	<b>4 702 767</b>	<b>- 779 233</b>
						<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 082</b>	<b>1 082</b>

**Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Compte Financier 2025	Ecarts entre BR2 et CF 2025
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	7 125	-	-	- 1 082	- 1 082
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	9 560 362	9 560 362	9 560 362	9 559 280	- 1 082



109, rue Tête d'Or  
CS 10363  
69451 Lyon Cedex 06



6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La-Defense Cedex

## Université Grenoble Alpes

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

#### **Forvis Mazars**

Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de  
commissariat aux comptes  
Capital de 5 986 008 euros - RCS Lyon B 351 497 649

#### **Deloitte & Associés**

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie  
Régionale de Versailles et du Centre  
S.A.S au capital de 2 201 424 euros - RCS Nanterre 572 028 041

## Université Grenoble Alpes

Etablissement public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel expérimental  
Siège social : 621, avenue centrale 38400 Saint Martin d'Hères  
N° SIREN : 130 026 081

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Au conseil d'administration du grand établissement Université Grenoble Alpes,

## Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'établissement Université Grenoble Alpes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion avec réserves

### Motivation des réserves

- Comme indiqué dans la partie *D – Revalorisation de l'actif* de la note *I-3-2) Immobilisations corporelles* de l'annexe, les services France Domaine ont procédé en 2018 et 2019 à une nouvelle évaluation du patrimoine immobilier des biens situés sur les départements de l'Isère et de la Drôme. Ces valeurs ont été intégrées dans le patrimoine de l'UGA en 2022, conduisant aussi à la sortie des anciennes valeurs, comprenant d'une part les travaux sur ces bâtiments mis à disposition et d'autre part les financements perçus pour la réalisation de ces travaux. Cependant à date, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la justesse des valeurs retenues dans les comptes de l'Université pour les terrains non bâtis et leurs contreparties dans les capitaux propres ;
- Comme indiqué dans la note *II-1) Actif immobilisé* de l'annexe, un inventaire physique des biens mobiliers est en cours. La procédure de suivi des biens et le rapprochement avec les données inscrites en comptabilité n'étant pas achevés, nous ne pouvons pas nous assurer de la réalité et de l'exhaustivité des matériels et mobiliers figurant à l'actif.

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note *I-1) C Pérennisation de l'IDEX* de l'annexe aux comptes annuels qui expose le traitement comptable retenu pour les intérêts de l'IDEX post dévolution.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons précédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence éventuelle des points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

## Responsabilités de l'ordonnateur, de l'agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à l'agent comptable, en relation avec l'ordonnateur, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux ainsi qu'à l'ordonnateur et à l'agent comptable, de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'ordonnateur et l'agent comptable.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris-La-Défense et Annecy, le 13 mars 2026

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Signed by:  
  
69B4EE4A6B304A6...

Eric GODEAU

Forvis Mazars

Signed by:  
  
3DCA9DB47CBF483...

Xavier MARMEYS

## Tableau 1 : BILAN

ACTIF	Bilan 31/12/2025			Bilan au 31/12/24	PASSIF	Bilan 31/12/2025	Bilan au 31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net			
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
					<b>Financements reçus</b>	<b>497 293 560</b>	<b>517 119 607 €</b>
					Financements de l'actif - Etat	405 423 214	421 948 025 €
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>5 441 502</b>	<b>4 988 027</b>	<b>453 474</b>	<b>391 553</b>	Financement de l'actif par des tiers	91 870 346	95 171 581 €
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>936 405 837</b>	<b>307 323 128</b>	<b>629 082 709</b>	<b>646 290 850</b>			
Terrains	218 635 603	33 413 103	185 222 500	191 219 016			
Constructions	491 359 273	125 424 087	365 935 186	355 115 746			
Installations techniques, matériels, et outillage	115 541 360	86 400 544	29 140 816	26 268 133	<b>Réserves</b>	<b>115 637 260</b>	<b>115 637 260 €</b>
Collections	483 473	0	483 473	478 243	<b>Report à nouveau</b>	<b>-11 508 936</b>	<b>-12 302 214 €</b>
Biens historiques et culturels			0		<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>2 560 684</b>	<b>785 567 €</b>
Autres immobilisations corporelles	80 062 639	62 085 395	17 977 244	17 382 815	Provisions réglementées		
Immobilisations mises en concession			0				
Immobilisations corporelles en cours	30 323 489	0	30 323 489	55 826 897	<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>603 982 568</b>	<b>621 240 220 €</b>
Avances et acomptes sur commandes			0		<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Immobilisations grevées de droits			0		Provisions pour risques	736 400	641 653 €
Immobilisations corporelles (biens vivants)			0		Provisions pour charges	4 890 502	5 074 204 €
<b>Immobilisations financières</b>	<b>1 295 690 065</b>	<b>8 405 141</b>	<b>1 287 284 925</b>	<b>1 289 072 014</b>			
					<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>5 626 902</b>	<b>5 715 857 €</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 237 537 404</b>	<b>320 716 296</b>	<b>1 916 821 108</b>	<b>1 935 754 416</b>			
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES FINANCIERES</b>		
					Emprunts obligataires		
					Emprunts souscrits auprès des établissements financiers		
<b>Stocks</b>					Dettes financières et autres emprunts	1 337 423 893	1 341 883 258 €
					<b>TOTAL DES DETTES FINANCIERES</b>	<b>1 337 423 893</b>	<b>1 341 883 258 €</b>
					<b>DETTES NON FINANCIERES</b>		
<b>Créances</b>	<b>372 674 793</b>	<b>1 868 830</b>	<b>370 805 962</b>	<b>359 773 591</b>	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 104 970	18 743 833 €
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	346 128 982	0	346 128 982	338 826 589	Dettes fiscales et sociales	12 739 802	12 136 826 €
Créances clients et comptes rattachés	24 308 122	1 868 830	22 439 292	17 486 313	Avances et acomptes reçus	417 121 275	379 526 620 €
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)					Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	544 379	0 €
Avances et acomptes versés sur commandes	1 856 306	0	1 856 306	1 899 716	Autres dettes non financières	29 475 118	53 276 826 €
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)			0		Produits constatés d'avance	12 434 007	9 914 161 €
Créances sur les autres débiteurs	381 383	0	381 383	1 560 974			
<b>Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)</b>	<b>8 863 415</b>	<b>0</b>	<b>8 863 415</b>	<b>8 234 412</b>			
					<b>TOTAL DETTES NON FINANCIERES</b>	<b>501 419 551</b>	<b>473 598 265 €</b>
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)</b>	<b>381 538 207</b>	<b>1 868 830</b>	<b>379 669 377</b>	<b>368 008 003</b>	<b>TRESORERIE</b>		
<b>TRESORERIE</b>					Autres éléments de trésorerie passive	324 357	368 687 €
Valeurs mobilières de placement							
Disponibilités	152 025 429	0	152 025 429	138 782 102			
Autres (opérations inter sociétés)	261 766	0	261 766	261 766			
<b>TOTAL TRESORERIE</b>	<b>152 287 196</b>	<b>0</b>	<b>152 287 196</b>	<b>139 043 868</b>	<b>TOTAL TRESORERIE</b>	<b>324 357</b>	<b>368 687 €</b>
Comptes de régularisation					Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Actif	1 149		1 149	0	Ecart de conversion Passif	1 559	0 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 771 363 956</b>	<b>322 585 127</b>	<b>2 448 778 829</b>	<b>2 442 806 287</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 448 778 829</b>	<b>2 442 806 287 €</b>

**Tableau 2 : Compte de résultat :**

COMPTE DE RESULTAT					
CHARGES	Exercice 2025	Exercice 2024	PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Achats</b>	<b>155 851</b>	<b>168 529</b>	<b>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</b>	<b>511 610 544</b>	<b>473 345 098</b>
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	70 093 095	67 144 182	Subventions pour charges de service public	395 159 631	386 018 402
Charges de personnel	428 218 579	417 011 925	Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	112 723 527	83 676 849
Salaires, traitements et rémunérations diverses	259 610 943	255 794 315	Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Charges sociales	165 362 030	158 482 928	Dons et legs	262 215	171 448
Intéressement et participation			Produits de la fiscalité affectée	3 465 171	3 478 399
Autres charges de personnel	3 245 606	2 734 682			
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	56 475 364	31 452 661			
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	38 141 840	47 805 994			
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>593 084 729</b>	<b>563 583 290</b>	<b>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</b>	<b>59 218 772</b>	<b>56 767 007</b>
<b>CHARGES D'INTERVENTION</b>			Ventes de biens ou prestations de services	37 746 804	42 979 995
Dispositifs d'intervention pour compte propre			Produits des cessions d'éléments d'actif	38 012	17 917
Transferts aux ménages			Autres produits de gestion	21 433 956	13 769 095
Transferts aux entreprises			Production stockée et immobilisée		
Transferts aux collectivités territoriales			Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
Transferts aux autres collectivités			Autres produits	28 613 568	38 287 117
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme			Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	251 423	47 916
Dotations aux provisions et dépréciations			Reprises du financement rattaché à un actif	28 362 145	38 239 201
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>599 442 883</b>	<b>568 399 222</b>
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION</b>	<b>593 084 729</b>	<b>563 583 290</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			Produits des participations et prêts		
Charges d'intérêts	3 800 455	3 943 659	Produits nets sur cessions des immobilisations financières		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			Intérêts sur créances non immobilisées		
Pertes de change	4 994	13 766	Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie		
Autres charges financières			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0	82 091	Gains de change	7 979	9 151
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>	<b>3 805 449</b>	<b>4 039 516</b>	Autres produits financiers		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières		
Impôt sur les sociétés			<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>7 979</b>	<b>9 151</b>
<b>RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)</b>	<b>2 560 684</b>	<b>785 567</b>	<b>RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)</b>		<b>0</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>599 450 862</b>	<b>568 408 373</b>	<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>599 450 862</b>	<b>568 408 373</b>

# ANNEXE

## **PREAMBULE**

L'annexe constitue un document essentiel pour l'amélioration de la qualité comptable et la transparence de l'information financière des établissements publics nationaux, et donc des Universités.

Il s'agit d'un document financier obligatoire qui complète et commente les renseignements fournis par le bilan et le compte de résultat. L'information fournie doit apporter les explications nécessaires pour une meilleure compréhension des documents comptables.

Le contenu de l'annexe doit être analysé au regard du principe d'importance relative. Ainsi, l'annexe contient-elle toutes les informations significatives susceptibles d'éclairer les administrateurs et les autorités de tutelle de l'établissement, et plus largement tout lecteur des états financiers.

L'annexe se fonde sur les travaux de l'agence comptable, responsable de la tenue des comptes et de la production des états financiers. La qualité des informations présentées et la sincérité générale du document dépendent étroitement du partenariat unissant l'agence comptable et les services financiers, qui concourent tous deux étroitement au correct exercice de la chaîne comptable et financière.

Précisons que l'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

## **I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**

### **I-1) FAITS CARACTERISTIQUES**

#### **A – Gouvernance**

La nouvelle Directrice Générale des Services, Bénédicte CORVAISIER a pris ses fonctions au sein de l'UGA le 1er mars 2025, en remplacement de Jérôme PARET, qui a quitté ses fonctions le 17 janvier 2025.

#### **B – Transfert de l'IAE et de Polytech à Grenoble INP**

Un processus de transfert progressif est mis en œuvre depuis septembre 2020 afin de transférer à l'INP (Institut National Polytechnique) de Grenoble deux composantes de l'UGA, à savoir l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises) et l'école d'ingénieurs Polytech.

La démarche vient d'aboutir au contrôle de la totalité des activités d'enseignement et de recherche, des personnels, du patrimoine et des ressources financières par l'INP. Après le transfert du personnel au 1<sup>er</sup> janvier 2024, et l'ajustement des SCSP des deux établissements, le patrimoine a été transféré en 2025.

Subsistent en 2025 une convention globale de refacturation ainsi qu'une convention de refacturation des dépenses de masse salariale pour les agents n'ayant pas opté pour l'intégration à INP.

## **C – Pérennisation de l'IDEX**

La pérennisation des IDEX et la mise à disposition des comptes de dépôt de fonds au Trésor retraçant la position de la dotation non consommable au cours de 2023 ont entraîné la comptabilisation de ces fonds pour un montant de 850 827 K€.

Les intérêts de la dotation non consommable permettant le financement des projets IDEX étaient traités, jusqu'en 2021, dans le cadre d'une comptabilisation à l'avancement. A ce titre, les dépenses annuellement engagées faisaient l'objet d'un produit à recevoir, garantissant ainsi la neutralisation des flux sur cette période. Cette méthode s'appuyait sur le caractère probatoire des financements obtenus, qui devaient bénéficier d'une justification in fine pour acquérir un statut définitif. Or, la pérennisation par l'ANR des IDEX pouvait impliquer l'acquisition immédiate des droits induits. Pour autant, il n'existe pas à ce jour de schémas de comptabilisation arrêtés par les services de l'Etat et la méthode à l'avancement a donc été conservée depuis 2021. L'établissement se conformera en tout état de cause aux consignes de comptabilisation spécifiques qui pourraient être émises par les autorités de tutelle.

### **I-2) COMPARABILITE DES COMPTES**

Le périmètre comptable de l'établissement n'a subi aucune évolution entre 2025 et 2024.

### **I-3) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT**

Les comptes de l'université, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP), sont établis :

- Selon le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) ;
- Selon les principes édictés par le Recueil des Normes Comptables des Etablissements Publics (RNCEP) publié par arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2015 modifié par arrêté du 16 février 2020, puis du 19 juillet 2023 ;
- Selon l'Instruction Comptable Commune (ICC) de la DGFIP du 3 décembre 2024 (BOFIP-GCP-240027 du 03/12/2024/ NOR : ECOE2432061J) ;
- Selon le plan de compte commun relatif aux EPSCP mis à jour annuellement par les bureaux réglementaires des ministères de tutelle.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- o Continuité de l'exploitation,
- o Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthode évoqués supra.
- o Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### ***I-3-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES***

Cette rubrique se compose principalement des brevets, licences et logiciels qui sont inscrits en comptabilité à leurs coûts d'acquisition.

### ***I-3-2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES***

#### **A – Biens acquis**

Les immobilisations propriété de l'université sont évaluées à leur coût d'acquisition déterminé par l'addition des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Frais accessoires : dépenses directement liées à l'acquisition et à la mise en état d'utilisation du bien, dans la mesure où elles peuvent être rattachées à cette acquisition.

#### **B – Décomposition du patrimoine immobilier**

Le traitement comptable n'est pas homogène dès lors que les immeubles issus de l'ex Université Stendhal sont décomposés ce qui n'est pas le cas des constructions en provenance des deux autres ex Universités. L'instruction DGFIP du 9 avril 2014 a rendu optionnel, l'application de la méthode des composants, toutefois la méthode retenue doit être appliquée à l'ensemble des biens de même nature. Depuis 2016, le traitement comptable retenu par l'UGA est le suivant :

- Les composants préexistants à la fusion continuent d'être gérés en tant qu'immobilisations amorties séparément,
- Les nouvelles constructions suivent la règle définie à l'UGA qui consiste à ne pas décomposer.

#### **C – Amortissements**

Les durées d'amortissement appliquées aux acquisitions s'appuient sur des fourchettes selon le tableau ci-après approuvé par le conseil d'administration du 16 décembre 2019 :

### **Tableau 3 : Durée d'amortissement**

Catégorie d'immobilisation	Compte comptable	Durée Amortissement
Brevets	205	3 à 10 ans
Licences et logiciels informatiques	20531/20532	3 à 5 ans
Aménagement et agencement de terrains	212	15 à 35 ans
Construction de bâtiment	2131/2141	30 à 50 ans
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	2135/2145	20 à 35 ans
Installations techniques complexes	2151/2154	8 à 15 ans
Matériels scientifiques	2154	3 à 15 ans
Outils et autres agencements	2155	3 à 15 ans
Matériels pédagogiques	2156	3 à 10 ans
Agencements divers dans constructions dont l'établissement n'est pas propriétaire ou n'a pas reçu en dotation	2181	10 à 20 ans
Matériel de transport	2182	5 à 10 ans
Matériel de bureau	2183	5 à 7 ans
Matériel informatique	2183	3 à 5 ans
Mobilier	2184	5 à 10 ans
Matériels divers	2188	3 à 10 ans
Serveurs informatiques	21832	3 à 10 ans

**Modalités de calcul des amortissements** : l'amortissement est calculé selon la méthode du prorata temporis.

### **D – Revalorisation de l'actif**

Dans le cadre de l'établissement de ses comptes individuels et consolidés, l'Université Grenoble Alpes (UGA) était exposée depuis plusieurs années à une problématique portant sur la correcte valorisation et comptabilisation de ses actifs immobiliers, faisant l'objet d'une réserve récurrente de la part des commissaires aux comptes de l'établissement. Pour disposer de valeurs actualisées, l'UGA a diligenté une intervention du service France Domaine et de nouvelles évaluations ont été réalisées au cours de l'exercice 2018. Elles ont été intégrées dans les comptes de l'UGA au titre de l'exercice 2022, toutefois, les valeurs intégrées ne documentent pas la valeur des terrains non bâtis situés sur le domaine universitaire. Dans les faits, les travaux ont consisté en la sortie de l'ensemble des actifs historiques de l'établissement, en contrepartie de l'intégration systématique des valeurs actualisées. En outre, des travaux d'ajustement des amortissements ainsi que des financements extérieurs de l'actif ont été menés, pour garantir le traitement exhaustif

de la démarche.

Le travail de fiabilisation des terrains situés sur le domaine universitaire est en cours chez l'ordonnateur, en lien avec les services de l'Etat.

### ***I-3-3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES***

Les immobilisations financières sont principalement constituées des titres de participation.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. La valeur d'acquisition est appréciée notamment en fonction de la quote-part de l'actif net réévalué, de la rentabilité et de la valeur économique de l'investissement.

### ***I-3-4) CREANCES***

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire déterminée en fonction de sa recouvrabilité est inférieure à la valeur comptable.

### ***I-3-5) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT***

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires.

Au 31 décembre, la valeur d'inventaire correspond au cours de clôture.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour la différence.

### ***I-3-6) FINANCEMENTS DE L'ACTIF***

Conformément à l'instruction comptable commune, une distinction est effectuée entre les financements reçus de l'Etat et les financements reçus de tiers autres que l'Etat.

Pour chaque source de financement, les financements rattachables à un actif déterminé sont distingués de ceux non rattachables. Les financements rattachés à des actifs clairement identifiés évoluent symétriquement aux amortissements et dépréciations de l'actif financé.

Les financements associés à des immobilisations en cours sont comptabilisés au sein des financements non rattachés à des actifs.

### ***I-3-7) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :***

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément au fascicule 12 de l'instruction comptable, répondant à un ensemble de critères. A ce titre, leur comptabilisation nécessite l'existence d'une obligation envers un tiers à la date de clôture, entraînant une sortie de ressources certaine ou probable à la date d'arrêt des comptes sans contrepartie équivalente, l'estimation de cette sortie pouvant être effectuée avec une fiabilité suffisante.

Pour mémoire, au cours de l'exercice 2021, un travail de recensement et de regroupement d'informations relatif à la présence d'amiante au sein des bâtiments de l'université a été effectué. Cependant aucune obligation ne peut, *strico sensu*, être rattachée aux comptes de l'UGA. En effet, l'absence d'évaluation précise de l'exposition financière de l'établissement, de l'échéance et de la maturité des risques, s'opposent à l'enregistrement d'un passif au bilan de l'université. Leur évolution fait cependant l'objet d'un suivi régulier afin d'apprécier les éventuels impacts comptables et financiers à comptabiliser.

### **I-3-8) CHARGES A PAYER**

#### **Fournisseurs**

Les charges à payer sont identifiées d'après les engagements recensés en fin d'exercice.

#### **Personnel**

Les principales charges à payer relatives à la masse salariale sont les suivantes :

##### Congés payés des agents titulaires hors enseignants-chercheurs et des personnels contractuels

L'ensemble des droits à congés acquis et non pris à la clôture de l'exercice, qu'ils concernent des fonctionnaires titulaires (hors enseignants chercheurs) ou des agents contractuels de droit public, fait l'objet d'une inscription au passif.

Les coûts, utilisés pour déterminer les charges à payer, ont été déterminés par catégories (A, B, C) et par statut (personnel titulaire ou non titulaire).

La charge à payer est valorisée sur la base des droits acquis de septembre à décembre, sous déduction d'un nombre constaté de jours déjà consommés à la date de clôture, et du salaire moyen par catégorie de personnel. Le calcul des coûts moyens journaliers par catégorie retenu pour le calcul de la charge à payer CP s'appuie sur le nombre de jours ouvrés annuel.

##### Compte épargne temps

Pour les CET inférieurs ou égaux à 15 jours, ces jours peuvent être pris sous forme de congés. Il n'y a pas de paiement possible. Il y a donc lieu de comptabiliser une provision qui est calculée sur la base du coût moyen d'un titulaire par catégorie.

Pour les CET supérieurs à 15 jours et en cas de demande de paiement, il y a lieu de constituer une charge à payer. Elle est calculée en fonction de la valorisation journalière réglementaire par catégorie.

Pour les CET supérieurs à 15 jours pour lesquels aucune demande de paiement n'a été faite, il y a lieu de comptabiliser une provision. Elle est calculée sur la base du coût moyen d'un titulaire par catégorie.

### Heures complémentaires

Les heures complémentaires sont les heures d'enseignement réalisées par les enseignants chercheurs au-delà de leur quota d'heures sur l'année universitaire.

Une partie des heures complémentaires réalisées au titre d'une année universitaire portant sur 2 exercices N et N+1 correspond à des services faits durant la période septembre-décembre de l'année N. Elle sera mise en paiement en N+1 après réalisation du service statutaire.

Les services prévisionnels ne sont pas visibles dans le système d'information des ressources humaines au moment du recensement des charges à payer. L'évaluation de la charge est faite sur la base de la réalisation de l'année antérieure car le volume d'heures complémentaires d'une année sur l'autre est régulier du fait que les maquettes pédagogiques ont un périmètre constant.

### Vacations d'enseignement

Les vacances d'enseignement sont les heures d'enseignement faites par les intervenants extérieurs à l'établissement et par les personnels contractuels et titulaires n'ayant pas de service statutaire d'enseignement

L'évaluation de la charge est basée

- Sur les heures effectuées entre le 1/9/N-1 et le 31/8/N qui n'ont pas été payées en N.
- Sur les heures effectuées entre le 1/9 et le 31/12 de l'année N, celles-ci sont mises en paiement début de l'année N+1.

Concernant le calcul des passifs sociaux relatifs aux heures complémentaires et vacances d'enseignements, un rattachement de 4/10eme des heures complémentaires payées en 2025/2026 sur l'exercice 2025 a été réalisé contre un ratio de 4/12eme auparavant et ce en conformité avec l'instruction comptable codificatrice.

### Rappels de salaires

Les charges à payer correspondent à l'estimation des rappels de salaires effectivement versés sur l'exercice suivant.

Toutes les charges à payer relatives à la masse salariale donnent également lieu à comptabilisation des charges patronales correspondantes selon la nature des charges de personnel (traitement de base ou rémunérations accessoires) et la catégorie de salarié (titulaire ou contractuel).

### Evolution des politiques générales de rémunération

Aucune mesure nationale de revalorisation des rémunérations publiques n'a été engagée en 2025. La valeur du point d'indice est restée inchangée.

Seule la hausse de 4 points du taux de la contribution employeur due au compte d'affectation spéciale « Pensions » au titre des fonctionnaires civils de l'Etat aura eu un effet notable sur l'augmentation des dépenses de masse salariale.

Au niveau des mesures prises par l'établissement aucune revalorisation de régime indemnitaire n'a été réalisée en 2025. L'université n'a versé aucune prime exceptionnelle à l'attention des personnels BIATSS. Une évolution de la grille de rémunération des chercheurs contractuels a par ailleurs été votée au conseil d'administration pour une mise en application à compter du 01 septembre 2025, sans impact significatif sur l'exercice.

### **I-3-9) PRODUITS A RECEVOIR**

Les produits à recevoir sont identifiés d'après les engagements recensés en fin d'exercice.

### **I-3-10) CONTRATS DE RECHERCHE**

Les prestations de recherches sont comptabilisées sur la base des échéanciers des conventions, ces derniers reflètent généralement l'avancement scientifique. Précisons que l'université gère tous les nouveaux contrats sur financements publics selon la méthode de comptabilisation des subventions reçues (instruction DGFIP du 20.11.2013).

## **II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN**

### **II-1) ACTIF IMMOBILISE**

Au 31.12.2025, l'actif immobilisé brut s'élève à **2 237 537 K€**.

*L'actif immobilisé net atteint 1 916 821 K€ fin 2025 (1 935 754 K€ au 31/12/2024), déduction faite des amortissements et dépréciations à hauteur de 320 716 K€, soit une variation de – 18 933 K€ pour 2024.*

**Les acquisitions et mises en service** (comptes 20 et 21) atteignent **53 080 K€** pour l'exercice 2025.

Concernant les logiciels, concession et brevets (comptes 205), les acquisitions s'élèvent **245 K€** et comptabilisent en autres :

- Plateforme portail RH pour 34 862.84 €
- Logiciel UPGRADE pour 67 505.00 €
- Automatisation des titrages pour 15 600.00 €
- Labstation 4 unités pour 12 771.60 €

- 5 logiciels de développement et de déploiement plateforme pour 6 600.00 €
- Espace interactif : 8 640.00 €

Concernant les agencements de terrains (compte 212) les acquisitions et mises en service 2025 s'élèvent à **342 K€** et comptabilisent entre autres :

- Aménagement de la place centrale pour 172 496.19 €

Concernant les Constructions (compte 213-214), les acquisitions et les mises en service s'élèvent **35 684 K€**. Elles comptabilisent entre autres les travaux suivants :

- Construction du CRESI pour 18 184 457.92 €
- Réhabilitation Polygone ex Phelma pour 9 473 531.07 €
- Branchement AEP PHITEM B et C pour 90 113.54 €
- Réseaux chauffage halle Belledonne pour 13 470.14 €
- Travaux A31 CSU PISCINE (éclairage, mezzanine...) pour 67 361.85 €
- Travaux PHITEM A50-A51 (Réseau AEP, BAES, porte, cloison...) pour 125 364.87 €
- Travaux IUT 1 Génie civil A05 (garde-corps, bloc porte ...) pour 37 132.54 €
- Réseaux HTA IMA A42 pour 24 836.52 €
- Travaux BIOPOLIS M01 pour 26 566.96 €
- Travaux Jean Roget K02 pour 37 022.06 €
- Travaux IUT1 Génie électrique A06 pour 24 279.45 €

Concernant les installations spécifiques et complexes acquises sur sol propre (compte 215), elles s'élèvent à **9 963 K€** et comptabilisent entre autres les installations suivantes :

- Peigne de fréquence MET pour 349 340.00 €
- Jouvence électronique aimant pour 723 035.00 €
- Ellipso mètre spectroscopique pour 345 000.00 €
- Système imagerie ultrasonore pour 220 000.00 €
- 5 spectromètres pour 224 172.41 €
- Laser IR PULS pour microscopie pour 160 000.00 €
- Micro CT pour 137 100.00 €
- Système de stimulation cérébrale pour 130 000.00 €
- 5 onduleurs pour 148 738.43 €
- Chaîne de production automatisée pour 118 583.99 €

- Système de contrôle twin scivario pour 231 903.98 €
- Bioréacteurs pour 104 772.00 €
- 9 centrifugeuses pour 74 852.71 €

Les acquisitions et mise en service 2025 relevant des « Autres Immobilisations Corporelles » (compte 218) s'élèvent à **6 847 K€** et se composent **notamment** des éléments suivants :

- Matériel informatique (21832) : 5 115 K€ (Ordinateurs, tablettes, écrans, Serveurs, Périphériques, bornes WIFI...)
- Installation générale et agencement (2181) : 38 K€
- Matériel divers (2188) : 1275 K€ (matériel audiovisuel, vidéoprojecteurs, caméras, téléphone, système de surveillance, photographie...)
- Matériel de transport (21827) : 244 K€
- Mobilier (21847) : 161 K€
- Matériel de bureau (21831) : 14 K€

### **Les Immobilisations en cours :**

Les immobilisations en cours totalisent au 31/12/2025 un montant de **30 366 K€** (Acquisitions et mise en service) contre **55 827 K€** au 31/12/2024, soit une diminution de **25 461 K€**. Elles sont composées de :

- Travaux de rénovation, réhabilitation et aménagement de bâtiments (compte 2313) pour 21 615 K€
- Créations et installations techniques (compte 2315) pour 2 881 K€
- Autres immobilisations en cours (compte 2318) pour 5 827 K€
- Logiciels sous-traités en cours (23251) pour 43 K€

### **Les Sorties d'inventaire :**

#### **Un bâtiment, ainsi que divers matériels, ont été sortis en 2025 :**

- Site RABELAIS Valence pour le bâtiment et le terrain (déclaration d'inutilité votée au CA du 13/05/2025) pour 5 176 K€
- Transfert IAE pour les bâtiments, terrains et patrimoine mobilier (déclaration d'inutilité votée au CA du 24/10/2024) pour 4 876 K€.
- Transfert Polytech pour les bâtiments, terrains et patrimoine mobilier (déclaration d'inutilité votée au CA du 24/10/2024) pour 7 533 K€.
- Sorties du patrimoine mobilier UGA pour 653 K€

La procédure d'inventaire physique du patrimoine mobilier n'ayant pas abouti cette année, la corrélation entre les sorties physiques et comptable ne peut être garantie.

**Les Immobilisations financières** : elles passent de 1 289 072 K€ fin 2024 à 1 287 285 K€ au 31/12/2025 (valeur nette).

➤ **Ce poste concerne les participations au capital d'entités privées, à savoir :**

- La filiale de valorisation de la recherche **FLORALIS** pour un montant de **5 500 K€** filiale détenue à 100 % par UGA depuis 2014. Une dépréciation pour 4 445 K€ est toujours maintenue au compte 29 pour tenir compte de la valeur nette de la participation de l'UGA au capital de la filiale.
- La société **SUPERGRID** conformément aux engagements pris dans le cadre de ce consortium et de l'augmentation de la participation de l'UGA, ce qui porte le niveau de participation à 1 148 K€ à fin 2025. Sachant que la société est en déficit et que ses capitaux propres sont inférieurs à son capital social, il a été comptabilisé une dépréciation de 104 K€ en 2022, de 87 K€ en 2023 et de 82 K€ en 2024 au compte 29.
- La **SATT Linksium** : une prise de participation pour un montant de **2 812 K€** constituée d'une régularisation de prise de participation faite en 2014 par l'UJF (Université Joseph Fourier) pour 153 K€, d'une prise de participation faite en 2020 pour 976 K€ et d'une recapitalisation en 2023 pour 1 680 K€. La SATT étant en déficit, il a été comptabilisé une dépréciation à hauteur de 2 812 K€ au compte 29 (contrepartie 68).
- Des prises de participation au sein des sociétés Microlight, Sentin'Health, Sisprobe, Skopai pour **24 K€**.
- Une prise de participation à hauteur de 5 K€ aux PUG -Presses Universitaires de Grenoble.
- La comptabilisation d'une créance sur l'Etat pour 34 775 K€ afin de mettre à l'actif le montant du remboursement de l'emprunt restant à devoir sur le PPP GREENER.

➤ **Ce poste est également constitué de placements ou de prêts :**

- De placements financiers de l'ex-UPMF valorisés à **487 K€** (fonds gérés par Dexia Dexcapi) dont un placement « Eckstein » pour 94 K€,
- De la convention UJF avec la MGEN pour **20 K€** et de dépôts de garantie pour **36 K€**.
- De prêts accordés à Floralis pour le financement de diverses sociétés (startups) pour **49 K€** (compte 2671).

➤ Enfin ce poste comprend les **400 000 K€** de la **dotation non-consommable (DNC)** de l'opération Campus (suite à l'intégration de la COMUE au 1er janvier 2020) et **850 828 K€** de la **dotation IDEX non consommable PIA1 et PIA2**.

## II-1-1) IMMOBILISATIONS

**Tableau 4 : Tableau des immobilisations**

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS	Bilan d'ouverture au 01/01/2025	Augmentations			Diminutions			31/12/2025
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mad / Transferts	Evaluation France Domaine	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Evaluation France Domaine	
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>5 230 299</b>	<b>0</b>	<b>245 369</b>		<b>0</b>	<b>-77 032</b>		<b>5 398 636</b>
Concessions et droits similaire, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (compte 0020*)	5 230 299		245 369			-77 032		5 398 636
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>871 406 655</b>	<b>37 814 714</b>	<b>15 265 430</b>	<b>0</b>	<b>-244 238</b>	<b>-18 160 213</b>	<b>0</b>	<b>906 082 348</b>
Terrains et aménagements (211 & 212)	222 499 463	342 823	0			-4 206 683		218 635 603
Constructions (213 & 214)	467 246 710	33 430 758	2 314 684		-61 839	-11 571 040		491 359 273
Installations techniques, matériels et outillages (215)	106 811 775	3 830 954	6 131 967			-1 233 336		115 541 360
Collections (216)	483 473							483 473
Autres immobilisations corporelles (218)	74 365 234	210 179	6 818 779		-182 399	-1 149 154		80 062 639
<b>Immobilisations Corporelles en cours (0023*)</b>	<b>55 826 897</b>	<b>82 161</b>	<b>12 110 767</b>		<b>-37 652 637</b>	<b>-833</b>		<b>30 366 355</b>
<b>Participations et créances rattachées à des participations</b>	<b>5 548 051</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>			<b>5 548 051</b>
Titres de participation ==> 2618	5 500 002							5 500 002
Créances rattachées à des participations ==> 2671	48 049							48 049
<b>Autres Immobilisations Financières</b>	<b>1 291 929 104</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>-1 787 089</b>	<b>0</b>		<b>1 290 142 015</b>
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété) ==> 2718	3 995 850							3 995 850
Dépôts et cautionnements versés ==> 2751 / 2755	1 250 883 914							1 250 883 914
Autres créances immobilisées ==> 2761 / 266	37 049 340				-1 787 089			35 262 251
<b>TOTAUX</b>	<b>2 229 941 006</b>	<b>37 896 875</b>	<b>27 621 566</b>	<b>0</b>	<b>-39 683 964</b>	<b>-18 238 078</b>	<b>0</b>	<b>2 237 537 405</b>

## II-1-2) AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Les amortissements et dépréciations ont varié de la façon suivante :

**Tableau 5 : Tableau des Amortissements**

VARIATION DES AMORTISSEMENTS	Bilan d'ouverture au 01/01/2025	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	31/12/2025
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>4 838 746</b>	<b>224 800</b>	<b>-75 519</b>	<b>4 988 027</b>
Concessions et droits similaire, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (205+208)	4 838 746	224 800	-75 519	4 988 027
<b>Immobilisations Corporelles (21)</b>	<b>280 942 702</b>	<b>31 660 838</b>	<b>-5 280 412</b>	<b>307 323 128</b>
Terrains (211-212)	31 280 447	2 132 655		33 413 102
Constructions (213-214)	112 130 964	16 433 478	-3 140 355	125 424 087
Installations techniques, matériels et outillages (215)	80 543 642	6 900 476	-1 043 574	86 400 544
Collections (216)	5 230		-5 230	0
Autres immobilisations corporelles (218)	56 982 419	6 194 229	-1 091 253	62 085 395
<b>Immobilisations Corporelles en cours</b>				
<b>Participations et créances rattachées à des participations</b>	<b>4 444 870</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 444 870</b>
Titres de participation (compte 2961)	4 444 870	0	0	4 444 870
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
<b>Autres Immobilisations Financières</b>	<b>3 960 271</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 960 271</b>
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété - compte 2971)	3 960 271			3 960 271
Dépôts et cautionnements versés	0	0	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>294 186 589</b>	<b>31 885 638</b>	<b>-5 355 931</b>	<b>320 716 296</b>

## II-1-3) TABLEAU DES FINANCEMENTS DE L'ACTIF

**Tableau 6 : Tableau des financements de l'actif**

RUBRIQUE	Cumul au début de l'exercice	Financements reçus	Financements reconstitués suite à la rep	Reprise suite à l'amortissement de l'act	Reprise suite à la dépréciation de l'act	Reprise suite à la cession ou mise au re	Cumul à la fin de l'exercice
<b>FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR L'ETAT</b>	<b>421 948 025,42</b>	<b>12 726 443,73</b>	<b>0,00</b>	<b>-16 707 823,83</b>	<b>0,00</b>	<b>-12 543 431,59</b>	<b>405 423 213,73</b>
Financements non rattachés à un actif	-22 262 102,04	-13 879 648,09	0,00	0,00	0,00	0,00	-36 141 750,13
<b>Financements rattachés à un actif</b>	<b>444 210 127,46</b>	<b>26 606 091,82</b>	<b>0,00</b>	<b>-16 707 823,83</b>	<b>0,00</b>	<b>-12 543 431,59</b>	<b>441 564 963,86</b>
Contrepartie et financement des actifs mis à disposition	307 250 983,64	0,00	0,00	-7 856 254,81	0,00	-11 754 475,68	287 640 253,15
Contrepartie et financement des actifs remis en pleine p	1 038 012,17	0,00	0,00	1 006,51	0,00	-323 127,80	715 890,88
<b>Financement des autres actifs</b>	<b>135 921 131,65</b>	<b>26 606 091,82</b>	<b>0,00</b>	<b>-8 852 575,53</b>	<b>0,00</b>	<b>-465 828,11</b>	<b>153 208 819,83</b>
- Etat	125 921 422,85	22 614 764,00	0,00	-6 267 449,23	0,00	-459 959,03	141 808 778,59
- ANR IA	8 566 971,42	3 070 514,39	0,00	-2 118 227,83	0,00	-5 869,08	9 513 388,90
- Autres	1 432 737,38	920 813,43	0,00	-466 898,47	0,00	0,00	1 886 652,34
<b>FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES</b>	<b>95 171 581,47</b>	<b>3 078 596,22</b>	<b>0,00</b>	<b>-6 336 143,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-43 687,64</b>	<b>91 870 346,07</b>
Financements non rattachés à un actif	16 743 227,99	-12 432 898,72	0,00	0,00	0,00	0,00	4 310 329,27
- Régions	6 746 009,60	-6 355 687,79	0,00	0,00	0,00	0,00	390 321,81
- Département	626 592,73	-504 546,30	0,00	0,00	0,00	0,00	122 046,43
- Communes	7 129 501,63	-5 082 400,64	0,00	0,00	0,00	0,00	2 047 100,99
- Autres collectivités	309 117,06	-274 821,12	0,00	0,00	0,00	0,00	34 295,94
- Union Européenne	393 776,15	-106 808,02	0,00	0,00	0,00	0,00	286 968,13
- Autres organismes	-123 554,81	43 649,47	0,00	0,00	0,00	0,00	-79 905,34
- Autres	1 661 785,63	-152 284,32	0,00	0,00	0,00	0,00	1 509 501,31
<b>Financements rattachés à un actif</b>	<b>78 428 353,48</b>	<b>15 511 494,94</b>	<b>0,00</b>	<b>-6 336 143,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-43 687,64</b>	<b>87 560 016,80</b>
- Régions	44 809 044,86	5 632 224,47	0,00	-2 475 478,99	0,00	0,00	47 965 790,34
- Département	8 862 845,43	574 437,12	0,00	-290 071,82	0,00	0,00	9 147 210,73
- Communes	14 210 219,93	6 956 605,00	0,00	-814 093,57	0,00	0,00	20 352 731,36
- Autres collectivités	1 855 312,00	0,00	0,00	-216 062,65	0,00	0,00	1 639 249,35
- Union Européenne	1 925 512,87	649 716,89	0,00	-992 614,33	0,00	0,00	1 582 615,43
- Autres organismes	2 709 394,70	28 540,36	0,00	-223 316,86	0,00	0,00	2 514 618,20
- Autres	4 056 023,69	1 669 971,10	0,00	-1 324 505,76	0,00	-43 687,64	4 357 801,39
<b>TOTAUX</b>	<b>517 119 606,89</b>	<b>15 805 039,95</b>	<b>0,00</b>	<b>-23 043 967,81</b>	<b>0,00</b>	<b>-12 587 119,23</b>	<b>497 293 559,80</b>

## II-2) CREANCES ET DETTES

- **COMPTES D'ATTENTE**

Du fait de la mise en place de la GBCP (gestion budgétaire et comptable issue des décrets de 2012), les recettes n'impactent le budget de l'établissement (RE) que lorsqu'elles ont été rapprochées de leur encaissement.

Dès lors, les encaissements reçus sont conservés sur des comptes d'attente pour être ensuite retraités et rapprochés des titres de recettes lorsque ces derniers sont produits.

Il est donc nécessaire que les factures de vente, d'acompte et d'avance soient émises et prises en charge avant le 31/12/2025 pour impacter les bons comptes de contrepartie en comptabilité générale et créer ainsi l'impact budgétaire en « mode GBCP ».

Sur l'exercice 2025, une analyse régulière par l'agence comptable des comptes clients permet d'identifier la nature des encaissements reçus et d'en connaître la finalité : facture de vente à émettre, demande d'avance sur contrat à enregistrer ou versements à effectuer auprès de partenaires par exemple.

Ainsi, sur les 27 540 K€ en comptes de recettes à classer au 31/12/2025 (51 883 K€ en 2024), un total de 27 468 K€ a pu être identifié. Certains encaissements, à hauteur de 71 K€ (110K€ en 2024), nécessitent des recherches plus approfondies pour connaître l'affectation de ces financements.

Ces encaissements identifiés apparaissent pour l'instant à la rubrique « Autres dettes non financières » et plus précisément au poste « Autres recettes à classer ». Cette affectation sera acquise jusqu'au retraitement comptable définitif de l'opération et concerne essentiellement

- Les « avances reçues » sur contrats (comptes 4419 et 419) pour **11 658 K€**, dont 55% concernent des encaissements de la part de l'ANR pour différents projets de recherches. Sur ces 11 658K€ identifiés, 31% de ces financements ont été encaissés sur le dernier trimestre 2025
- **6 750 K€** sont identifiés comme des subventions suivies au compte 4417 qui font fait l'objet d'une comptabilisation en factures à établir. Il en est de même pour **3 421 K€** identifiées sur des factures à émettre suivi en compte 4111 ;
- **5 475 K€** d'encaissements correspondent à des sommes à traiter au titre des opérations pour comptes de tiers ;
- **68 K€** correspondent à des versements à effectuer.

D'une manière générale, l'agence comptable se mobilise pour affecter au plus vite l'ensemble des sommes reçues. Ce travail permet de maîtriser la part des sommes non identifiées, d'alimenter le plan de trésorerie et d'impacter les crédits budgétaires correctement dans une logique constante de renforcement de la qualité des comptes. En 2025, le solde des comptes d'attente en forte diminution illustre ce travail.

A ce titre, il apparaît important de maintenir le lien entre les différents services de l'UGA pour recueillir les informations nécessaires à l'identification.

Il semble aussi primordial d'émettre et de prendre en charge les factures de vente, d'acompte et d'avance régulièrement, pour permettre l'émargement des encaissements reçus et réduire ainsi les comptes d'attente qui sont automatiquement alimentés à chaque encaissement reçu.

Ce travail constitue un chantier prioritaire et permanent pour la Direction Recettes de l'Agence Comptable en lien avec les Directions ordonnateur concernées.

## Tableau retraçant l'identification par comptes des encaissements reçus et leur finalité en euros

**Tableau 7 : financements reçus – identification par compte.**

Libellés	Comptes	31/12/2025 dans SIFAC	Variation suite identification	31/12/2025 vs nouvelle affectation
Comptes d'attente	4718	27 540 059	-27 468 657	71 402
Avances clients sur commandes en cours	419	3 378 575	-1 366 011	2 012 564
Avances sur subventions	4419	396 995 934	13 024 056	410 019 990
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	401	68 744	0	68 744
Excédent à reverser	466	29 698	146 590	176 288
Autres dettes	467-471-473-478	2 449 702	10 874	2 460 576
<b>Éléments du Passif au Bilan</b>		<b>430 462 712</b>	<b>-15 653 147</b>	<b>414 809 565</b>
Subventions à recevoir (sur titres recettes émis)	441d	7 933 924	-6 750 834	1 183 089
Créances clients	411-412-416	12 915 695	-3 421 442	9 494 254
Opérations particulières avec entités publiques	4434		-5 475 856	-5 475 856
Autres comptes débiteur (ORV Paie)	463	88 437	0	88 437
Remboursement crédit de TVA	44583	151 886 215	-5 015	151 881 200
Compte trésor (retour de fonds)	5151	268 132	0	268 132
<b>Éléments de l'actif au Bilan</b>		<b>173 092 403</b>	<b>-15 653 147</b>	<b>157 439 256</b>

**Vue du Bilan 2025 en K€ si aboutissement des sommes perçues en compte d'attente.**

**Tableau 8 : vue du bilan des sommes perçues en comptes d'attente**

ACTIF (emplois)	31/12/2025 SIFAC	31/12/2025 retraité	Variation	PASSIF (ressources)	31/12/2025 SIFAC	31/12/2025 retraité	Variation
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				<b>DETTES</b>			
Créances	370 806	355 158	15 648	Dettes financières et autres emprunts	1 337 423	1 337 424	
Créances/entités publiques, orga. internationaux et Com. européenne	346 129	333 902	12 227	Dotation Plan Campus	400 000	400 000	0
Créances clients et comptes rattachés	22 439	19 018	3 421	Emprunt PPP	86 596	86 596	0
Avances acomptes versés sur commandes	1 856	1 856	0	Dotation IDEX	850 826	850 826	0
Créances sur les autres débiteurs	381	381	0	<b>Dettes non Financières</b>	<b>500 875</b>	<b>485 222</b>	<b>15 653</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>8 863</b>	<b>8 863</b>	<b>0</b>	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 105	27 739	1 366
			0	Dettes fiscales et sociales	12 740	12 740	0
				Avances et acomptes reçus	417 121	430 145	-13 024
				Autres dettes non financières	29 475	2 164	27 311
				Produits constatés d'avance	12 434	12 434	0
<b>Total</b>	<b>379 669</b>	<b>364 021</b>	<b>15 648</b>	<b>Total</b>	<b>1 838 298</b>	<b>1 822 646</b>	<b>15 653</b>
<b>TRESORERIE</b>	<b>152 287</b>	<b>152 282</b>	<b>5</b>	<b>TRESORERIE</b>	<b>324</b>	<b>324</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 448 779</b>	<b>2 433 126</b>	<b>15 653</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 448 779</b>	<b>2 433 126</b>	<b>15 653</b>

- CREANCES

**TABLEAU 9 : CREANCES**

Compte	CREANCES	Montant net au bilan	Degré de liquidité de l'actif	
			Échéances - 1an	Échéances + 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>		<b>1 287 284 925</b>	<b>0</b>	<b>1 287 284 925</b>
	<b>Créances rattachées à des participations</b>	<b>35 878 149</b>		
26180000	Titres de participations	5 500 002		5 500 002
26600000	Autres formes de participations	30 330 098		30 330 098
26710000	Créances rattachées à des participations	48 049		48 049
	<b>Autres créances immobilisées</b>	<b>1 251 406 776</b>		
27180000	Autres titres	35 579		35 579
27510000	Dépôts	1 250 883 708		1 250 883 708
27550000	Cautiionnements	206		206
27610000	Creances diverses	487 282		487 282
<b>Créances de l'actif circulant</b>		<b>379 669 377</b>	<b>40 251 522</b>	<b>339 417 854</b>
	<b>Créances sur des entités publiques, ...</b>	<b>346 128 982</b>		
44110000	Subventions d'investissement	196 836	196 836	
44170000	Subventions d'exploitation	7 737 088	7 737 088	
44567000	Crédit de TVA	774 014	774 014	
44583000	Remboursement TVA demandé	268 132	268 132	
44586000	TVA sur factures non parvenues	480 647	480 647	
44871000	Subvention d'investissement à recevoir	32 757 774		32 757 774
44877000	Subvention d'exploitation à recevoir	303 914 491		303 914 491
	<b>Créances clients et comptes rattachés</b>	<b>22 439 292</b>		
41110000	Clients Ventes de biens ou prestations de services	10 157 581	10 157 581	
41600000	Clients douteux ou litigieux	889 284		889 284
41810000	Clients factures à établir	11 392 427	11 392 427	
	<b>Avances et acomptes versées sur commandes</b>	<b>1 856 306</b>		
40910000	Fournisseurs - Avances versées sur commandes	1 856 306		1 856 306
	<b>Créances sur les autres débiteurs</b>	<b>381 383</b>		
46320000	Autres comptes débiteurs demandes de reversement	88 437	88 437	
46780000	Autres	229 457	229 457	
47210000	Dépenses payées avant ordonnancement	56 131	56 131	
47250000	Dépenses des régisseurs a vérifier			
47280000	Autres dépenses à régulariser	7 358	7 358	
	<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>8 863 415</b>		
48600000	Charges constatées d'avance	8 863 415	8 863 415	
	<b>TOTAL</b>	<b>1 666 954 301</b>	<b>40 251 522</b>	<b>1 626 702 779</b>
			<i>Actif immobilisé + 1 an</i>	<i>100%</i>
			<i>Actif circulant à + 1 an</i>	<i>89%</i>
			<i>Total créances à + 1 an</i>	<i>98%</i>

Les créances se décomposent en 2 catégories : les créances de l'actif immobilisé et les créances de l'actif circulant.

En ce qui concerne les créances de l'actif immobilisé, elles s'élèvent en 2025 en montant net à **1 287 284 K€ en montant net** (1 289 072 K€) et affichent un degré de liquidité supérieur à 1 an.

Ce montant sensiblement le même qu'en 2024 s'explique par l'intégration au 1<sup>er</sup> janvier 2020 dans les comptes de l'UGA de la dotation non consommable (DNC) du plan Campus de 400 000 K€ ainsi que par l'enregistrement en 2023 de la dévolution au bénéfice de l'établissement de l>IDEX PIA1 et PIA2 pour un montant de 850 829 K€.

Concernant les créances de l'actif circulant, qui s'élèvent en montant net à **379 669 K€** (368 008 K€ au bilan 2024), on constate que le degré de liquidité n'est pas le même en fonction de la nature de la créance.

➤ Créances sur des entités publiques : **346 129 K€**

Cela comprend notamment les subventions à recevoir (PAR au comptes 44871 et 44877) pour **336 672 K€** qui correspondent à des contrats qui ne sont pas terminés et pour lesquels la facture finale n'est pas encore émise. Le degré de liquidité est alors considéré à plus d'1an.

➤ Créances clients et comptes rattachées : **22 439 K€**

Certaines de ces créances disposent d'un degré de liquidité à plus d'1 an. Il s'agit notamment des créances sur clients douteux (dossiers en contentieux confiés à des huissiers de justice) et d'autres créances pour des clients en difficulté financière (redressement et liquidation judiciaire, plan de sauvegarde) pour 889K€. Dès lors, la provision visant à couvrir ce risque a été ajustée fin 2025, en fonction de l'évolution de la situation des dossiers.

En ce qui concerne les produits à recevoir (PAR) sur les prestations de recherche, ces créances disposent aussi d'un degré d'exigibilité à moins d'un an pour un montant 11 392 K€

Avances et acomptes sur commandes fournisseurs : **1 856 K€**, en échéances de plus d'1 an.

➤ Créances sur autres débiteurs : **381 K€** : il s'agit de factures émises sur certains contrats de recherche à hauteur de 229 K€ et de dépenses payées avant ordonnancement à hauteur de 56K€

Du fait de l'importance des programmes pluriannuels, 89% (90% en 2024) des créances de l'actif circulant ont un degré de liquidité à plus d'1 an.

Sur le périmètre global des créances, on constate un taux de liquidité de plus d'1 an de 98 % identique à 2024.

- **DETTES**

**TABLEAU 10 : DETTES**

Compte	DETTES	Montant net au bilan	Degré d'exigibilité du passif		
			Échéances - 1an	Échéances + 1 an	Échéances + 5 ans
<b>Dettes financières</b>		<b>1 337 423 893</b>	<b>4 567 703</b>	<b>19 317 087</b>	<b>1 313 539 103</b>
	<b>Dettes financières et autres emprunts</b>				
16550000	Cautionnements	1 005		1 005	
16740000	Avances de l'Etat et des collectivités publiques	1 250 826 603			1 250 826 603
16870000	Autres dettes	86 596 285	4 567 703	19 316 082	62 712 500
<b>Dettes non Financières</b>		<b>501 419 551</b>	<b>100 918 271</b>	<b>400 501 280</b>	<b>0</b>
	<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>29 104 970</b>			
40110000	Fournisseurs-Achats de biens ou presta.de services	68 744	68 744		
40170000	Retenues de garantie et oppositions				
40410000	Fournisseurs d'immobilisations	89 301	39 974	49 327	
40470000	Fournisseurs d'immobilisat°-retenues garantie	108 580	101 392	7 188	
40810000	Fournisseurs - Factures non parvenues	26 154 340	26 154 340		
40840000	Fournisseurs-Fact non parvenues Immo non auxiliairisé	2 684 005	2 684 005		
	<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>12 739 802</b>			
42860000	Personnel-autres charges a payer	11 385 169	11 385 169		
44340000	Opérations particulières avec les entit	191 449	191 449		
44587000	TVA sur facturation à établir	611 184	611 184		
44860000	État autr coll. publiques - Charges a payer	552 000	552 000		
	<b>Avances et acomptes reçues</b>	<b>417 121 275</b>			
41910000	Clients - Avances reçues sur commande en cours	3 378 575		3 378 575	
44191000	Avances sur subventions	396 995 934		396 995 934	
44193200	Avances sur revenus de dotation financement actifs	16 746 766	16 746 766		
	<b>Autres dettes non financières</b>	<b>30 019 497</b>			
46630000	Virements à réimputer	25 184	25 184		
46640000	Excédents de versement à rembourser	4 514	4 514		
46740000	Taxe d'apprentissage	0	0		
46750000	Aide à la mobilité internationale	544 379	544 379		
46780000	Autres	38	38		
47110000	Recettes perçues avant émission de titre	373 935	373 935		
47150000	Recettes des régisseurs à vérifier	842 096	842 096		
47180000	Autres recettes à classe	27 540 059	27 469 803	70 256	
47310000	Recettes à transférer	689 292	689 292		
	<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>12 434 007</b>			
48700000	Produits constatés d'avance	12 434 007	12 434 007		
<b>TOTAL</b>		<b>1 838 843 443</b>	<b>105 485 974</b>	<b>419 818 367</b>	<b>1 313 539 103</b>
		<i>Taux de liquidité</i>	6%	23%	71%

Le total des dettes s'élève à **1 838 843 K€** (1 815 481 K€ en 2024).

- Les dettes financières s'élèvent à **1 337 423 K€** et sont en légère diminution par rapport à 2024 (1 341 883 K€). Elles se répartissent de la manière suivante : 400 000 K€ de DNC Opération campus et 850 827 K€ de dotation IDEX enregistrées au compte 1674 et **86 596 K€** concernant l'emprunt PPP restant à rembourser au 31.12.2025 aux 3 « PPPistes » dans le cadre des contrats PPP GREENER, PILISI et SHS au titre du R1-capital (compte 1687).
- Les dettes non financières, qui s'élèvent à **501 419 K€**, se décomposent ainsi :
  - Fournisseurs et comptes rattachés pour 29 104 K€ : il s'agit de l'ensemble des factures fournisseurs qui doivent être payées réglementairement sous 30 jours, à savoir des factures en attente de rapprochement à hauteur de 158 K€, dont 108K€ à échéance de moins d'un an et 49K€ à plus d'un an , des pénalités et retenues de garanties pour 108 K€ dont 101K€ à échéance de moins d'1 an, et des charges à payer (dont factures non parvenues) pour un montant de 28 838€ avec une échéance à moins d'1 an.
  - Dettes fiscales et sociales pour 12 739 K€ : ce sont des charges à payer (CAP) sur masse salariale qui s'élèvent à 11 385 K€, de la TVA collectée sur les flux croisés entre l'UGA et sa filiale FLORALIS pour 611 K€ et une charge à payer (CAP) au titre des taxes foncières TFPB dues sur l'année 2019 au titre des bâtiments PPP de 552 K€. Ces dettes relèvent d'une échéance à moins d'1 an.
  - Avances reçues et acomptes pour 417 121 K€ aux comptes 419 et 4419 : cela concerne des versements reçus pour des prestations de recherche et des subventions sur contrats de recherche pour lesquelles le contrat est toujours en cours et dont les échéances sont à plus d'1 an. Le poste des avances tient compte également des revenus perçus au titre de la dotation non consommable d'un montant de 16 746 K€ qui sera liquidée sur l'exercice suivant.
  - Autres dettes non financières pour 30 019 K€ : ce sont essentiellement des encaissements en attente de reclassement vers les comptes clients ou de rapprochement aux titres de recettes/demandes d'avance qui s'élèvent à 27 540 K€, le solde sur la subvention « Aide à la Mobilité Internationale » de 544 K€, des régies à traiter de 842 K€ concernent principalement les encaissements bruts (avant remboursements CSE) non reversés à Grenoble INP-UGA fin 2025. Les encaissements bruts (avant remboursement CSE) s'élèvent à 822K€, des recettes à transférer pour 689K€ concernent des reliquats de bourse Erasmus et enfin le solde du compte est composé de diverses opérations en instance (excédents à rembourser, rejets de virements, ...)
  - Produits constatés d'avance pour 12 434 K€ : il s'agit de rattacher la part des recettes titrées en 2025 mais qui concernent des activités se déroulant pour totalité ou partie sur l'exercice suivant. Ce sont des PCA en lien avec tous les financements de l'établissement (formation initiale ou continue, contrats Recherche, opérations immobilières).

### II-3) TRESORERIE NETTE

La situation de la trésorerie à la clôture de l'exercice se présente comme suit :

**Tableau 11 : Trésorerie avec Focus sur les principaux comptes de trésorerie**

Données exprimées en euros		Compte financier 2022	Mouvements	Compte financier 2023	Mouvements	Compte financier 2024	mouvements	Compte financier 2025
Dépôt de fonds et caisse	5151 -5159+531	130 564 523	-4 857 422	125 707 101	12 908 057	138 615 158	13 270 943	151 886 101
Valeurs à l'encaissement	511	-19 341	27 697	8 356	-27 093	-18 737	4 875	-13 862
Régies et menues dépenses	543+545+548	88 601	6 081	94 682	-8 922	85 760	4 840	90 600
<b>TRESORERIE ACTIVE</b>		<b>130 633 783</b>	<b>-4 823 644</b>	<b>125 810 139</b>	<b>12 872 042</b>	<b>138 682 181</b>	<b>13 280 658</b>	<b>151 962 839</b>
Cautionnements	165	-1 005	0	-1 005	0	-1 005	0	-1 005
DETTES FINANCIERES		-1 005	0	-1 005	0	-1 005	0	-1 005
<b>TRESORERIE NETTE</b>		<b>130 632 778</b>	<b>-4 823 644</b>	<b>125 809 134</b>	<b>12 872 042</b>	<b>138 681 176</b>	<b>13 280 658</b>	<b>151 961 834</b>

La trésorerie active de l'UGA s'élève à **151 963 K€** fin 2025 et représente 99.9 jours de fonctionnement.

### II-4) FONDS PROPRES

Les fonds propres de l'université sont composés des éléments suivants :

- La valeur de biens remis en dotation, sous déduction des amortissements neutralisés,
- Les réserves de l'établissement, représentant le montant cumulé des résultats des exercices précédents des ex-universités,
- Le report à nouveau regroupant des écritures de régularisations et des résultats en attente d'affectation définitive dans les réserves,
- Le résultat de l'exercice,
- Les financements en provenance de l'Etat et de son opérateur public, l'ANR,
- Les financements en provenance d'autres tiers, collectivités locales ou établissements publics, Union européenne.

Le tableau de variation des fonds propres se présente ainsi :

### **Tableau 12 : Variation des fonds propres**

Comptes	01/01/2025	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Reprise en résultat des financements	Correction erreur	Sorties de financements	Financ. Reçus	31/12/2025
101 & 104	421 948 025	0	0	-16 707 824	0	-12 543 432	12 726 444	405 423 214
131 & 134	95 171 581	0	0	-6 336 144	0	-43 688	3 078 596	91 870 346
106	115 637 260							115 637 260
11	-12 302 214	785 567			7 711			-11 508 936
12	785 567	-785 567	<b>2 560 684</b>					2 560 684
	<b>621 240 220</b>	<b>0</b>	<b>2 560 684</b>	<b>-23 043 968</b>	<b>7 711</b>	<b>-12 587 119</b>	<b>15 805 040</b>	<b>603 982 568</b>

### **II-5) PROVISIONS ET DEPRECIATIONS**

#### **Tableau des provisions et dépréciations/Immos 2025 en €**

#### **Tableau 13 : Provision et dépréciations :**

Rubriques	Comptes	Libellés Comptes	Provisions 2024	Augm.Dotations 2025	Dimin.Reprise 2025	Provisions 2025
Provisions pour dépréciation	1511000	Provisions pour litiges	641 653	149 747	- 55 000	736 400
Provisions pour dépréciation	1582000	Provisions pour CET	4 990 246	-	- 152 375	4 837 871
Provisions pour dépréciation	1587000	Prov alloc perte d'emploi indemnités licenciement	83 958	-	- 31 327	52 631
Provisions pour dépréciation	2961000	Dépréciation-titres de participat°	4 444 870	-	-	4 444 870
Provisions pour dépréciation	2971000	Dépré-titres immobil. (droit de propriété)	3 960 271	-	-	3 960 271

Les **provisions** de l'exercice 2025 comptabilisées pour **5 626 K€** (compte 15) concernent :

- Une provision pour risques sur des litiges juridiques pour **736 K€** concernant des dossiers suivis par le service juridique de l'université en cours d'instruction évalués à 526 K€, une provision au titre des passifs sociaux pour 200 K€ ainsi que le dossier FIPH (Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées) dont le risque de redressement a été évalué à 10 K€.
- Des provisions pour passifs pour **4 891 K€** dont l'essentiel (+ de 98%) concerne la provision pour CET, le reste concernant les ARE (allocation de retour à l'emploi).

Par ailleurs, des **dépréciations** (compte 29) pour tenir compte des valeurs nettes des participations de l'UGA au capital de FLORALIS, de SUPERGRID et de la SATT Linksum sont inchangées en 2025 par rapport à l'exercice précédent. Elles comptabilisées pour **8 405 K€**.

Sont enregistrés également des dépréciations sur des comptes clients (compte 4911) pour **1 869 K€**. Cela concerne notamment des clients qui se retrouvent en situation de liquidation, redressement, plan de sauvegarde.

## Tableaux des dépréciations 2025 en €.

**Tableau 14 : Dépréciations**

Comptes	RUBRIQUE	Solde 2024	Dotations 2025	Reprises 2025	Solde 2025
29610000 29710000	Dépréciations des immobilisations	8 405 141	-	-	8 405 141
49110000	Dépréciations des comptes de tiers	1 121 869	759 682	- 12 721	1 868 830
	<b>Total des dépréciations</b>	<b>9 527 009</b>	<b>759 682</b>	<b>- 12 721</b>	<b>10 273 971</b>

### II-6) COMPTES DE REGULARISATION

Les charges constatées d'avance (CCA) pour un total de **8 863 K€** recouvrent les opérations liées à FLORALIS pour 7 695 K€ et le solde pour une série de petits mouvements habituels en lien avec la maintenance, les locations ou les abonnements. Ces CCA seront reportées (méthode de l'extourne) pour être rattachées en charges sur 2025.

Les produits constatés d'avance pour un total de **12 434 K€** concernent des activités se déroulant pour totalité ou partie sur l'exercice suivant. Ce sont des PCA en lien avec tous les financements de l'établissement (formation initiale ou continue, contrats Recherche, opérations immobilières).

#### FLORALIS :

L'UGA a obtenu un état détaillé des produits et des charges engagées par FLORALIS dans le cadre des contrats tripartites devant faire l'objet de flux croisés.

Sur la base de ces éléments, ont été comptabilisés en 2025 :

Sur les contrats en cours : Un produit à recevoir (PAR) de 3 019 K€ TTC et une charge à payer (CAP) de 2 884 K€ TTC sur la base d'un état détaillé de la situation comptable des contrats en cours et des pièces justificatives correspondantes (documents attestés par la direction de FLORALIS)

Sur les reliquats de contrats : FLORALIS reverse des reliquats à l'UGA sur des contrats clos ce qui donne lieu à des PAR dans les comptes de l'UGA ; en 2025, des PAR ont été comptabilisés à hauteur de 283 K€ TTC

Sur les contrats de « resourcing » : L'UGA confie à sa filiale FLORALIS des prestations de soutien au développement de l'activité de recherche de ses laboratoires. Des contrats de prestations (appelés « resourcing ») sont établis avec des échéances. En fin d'année, FLORALIS, sur la base de sa comptabilité analytique, détermine les produits sur contrats de prestations non encore consommés et comptabilise des PCA à due concurrence. C'est la raison pour laquelle l'UGA a enregistré des CCA à hauteur de 7 695 K€ correspondant aux PCA comptabilisés par FLORALIS afin d'assurer la réciprocité des comptes avec sa filiale.

Reversement des frais de gestion (4% + 1% complémentaire cette année) : FLORALIS reverse à l'UGA des frais de gestion sur l'ensemble des contrats ce qui donne lieu à un PAR annuel : 365 K€ TTC en 2025.

### III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

#### III-1) PRODUITS

Le total des produits de fonctionnement du compte de résultat d'exploitation s'élève à **599 450€** (568 408K€ en 2024).

#### Produits sans contrepartie

**Tableau 15 : Produits sans contrepartie**

PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</b>	<b>511 610 544</b>	<b>473 345 098</b>
Subventions pour charges de service public	395 159 631	386 018 402
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	112 723 527	83 676 849
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Dons et legs	262 215	171 448
Produits de la fiscalité affectée	3 465 171	3 478 399
Produits des participations et prêts		
Produits nets sur cessions des immobilisations financières		
Intérêts sur créances non immobilisées		
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Gains de change	7979	9 151
Autres produits financiers		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières		

Il s'agit des subventions publiques (Etat, collectivités locales, Union européenne) comptabilisées au compte 74 pour un total de **511 610 K€** :

- **La SCSP, subvention pour charge de service public** (c/7411) s'élève globalement à 395 159K€ (394 656 K€ au titre du programme 150 et 231 et 485 K€ au titre du programme 172 (386 018 K€ en 2024). Il est à noter une augmentation par rapport à 2024 sur ce poste.
- **Les Subventions de l'Etat et des entités publiques** (c/741-744-748) représentent 112 723 K€ (83 676 K€ en 2024). Ce compte comprend pour partie des facturations faites au titre des financements ANR pour 84 834 K€ soit 75% des factures émises sur ce poste, 8 543 K€ au titre des subventions de l'Europe (8%), 4 392 K€ au titre de la Région (4%).

Il s'agit, également, des **produits de la fiscalité affectée** pour 3 465 K€ qui correspondent à l'enregistrement de la CVEC.

### **Produits avec contrepartie (produits directs d'activité)**

**Tableau 16 : Produits avec contrepartie**

PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</b>	<b>59 218 772</b>	<b>56 767 007</b>
Ventes de biens ou prestations de services	37 746 804	42 979 995
Produits des cessions d'éléments d'actif	38 012	17 917
Autres produits de gestion	21 433 956	13 769 095
Production stockée et immobilisée		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		

**Les ventes et prestations de services en 2025 pour 37 746K€, en légère diminution par rapport à 2024, correspondent principalement à l'enregistrement de :**

- Droits d'inscription pour 7 473 K€ (7 086 K€ en 2024). On constate une légère augmentation (5%) par rapport à 2024
- Formation continue et apprentissage pour 16 996 K€ (19 276 K€ en 2024)
- Mise à disposition de personnels (compte comptable 7084) pour 2 121 K€ (6 455 K€ en 2024), la diminution observée s'explique par un changement d'imputation comptable, erroné en 2025. Ainsi globalement les mises à disposition restent stables en volumes et correspondent essentiellement aux doctorants ENS, à la refacturation des agents IAE/Polytech
- Locations de locaux pour 1 732 K€ (1 804 K€ en 2024).

**Pour les produits de cession d'éléments d'actif s'élevant à 38K€ :** il s'agit notamment de la refacturation de travaux (FMT) dans la cadre du PPP GreenEr.

**Les autres produits de gestion courante pour 21 433K€ se composent essentiellement de :**

- **1 986 K€** (2460K€ en 2024) pour des factures de vente vers FORMASUP. On prend en compte les titres de recettes, les produits à recevoir et les produits constatés d'avance.
- **3 055 K€** (4 236 K€ en 2024) de PAR (produits à recevoir) envers la filiale FLORALIS dont 2 515 K€ au titre des flux croisés 2025, 235 K€ pour les reliquats dus à l'UGA sur des contrats arrivés à terme fin 2025 et 304 K€ de frais de gestion,
- **1 870K€** au titre de la convention relative aux activités mutualisées UGA -GINP
- **737 K€** au titre de la convention relative à la participation financière des établissements contributeurs au fonctionnement de la Direction des Systèmes d'Information Mutualisés (DSIM)
- **468K€** au titre des frais de gestion mutualisés
- **1 028 K€** (1 110 K€ en 2024) provenant de facturations au titre de l'aménagement Campus (refacturation de fluide, eau ...).
- **650 K€** (464K€ en 2024) de cession de brevet.
- **347K€** (482K€ en 2024) de Redevances

**Les autres produits (reprises sur financements, sur dépréciations et provisions) :**

**Tableau 17 : Autres produits**

PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Autres produits</b>	<b>28 613 568</b>	<b>38 287 117</b>
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	251 423	47 916
Reprises du financement rattaché à un actif	28 362 145	38 239 201

- **Les reprises de provisions pour risques et charges de fonctionnement de 238 K€ (41K€ en 2024)** concernent des reprises de provisions sur des dossiers suivis par le service juridique de l'université.
- **Les reprises des dépréciations d'actifs circulants pour 12 K€** (6K€ en 2024) concernent des provisions pour clients douteux dont les dossiers se sont dénoués favorablement (les clients ont réglé leurs dettes) ou ont été admis en non-valeur (vote en CA).
- **Les reprises de financement** externe de l'actif (en lien avec les amortissements des biens rattachés à ces financements) ont été comptabilisées pour **28 362 K€** fin 2025 (38 240 K€ fin 2024).

## Les produits financiers

Il a été comptabilisé en 2025 une somme de **8 K€ (9,2K€ en 2024)** au titre des recettes sur des gains de change sur des opérations effectuées en devises étrangères.

## III-2) CHARGES

Le total des charges du compte de résultat d'exploitation s'élève à **599 451 K€, incluant le résultat positif de 2 561 K€ de l'exercice** (568 408 K€ en 2024).

### Les achats et consommations

Pour un total de **70 093K€** (67 144 K€ en 2024), ces achats concernent les dépenses enregistrés sur les comptes 60 (achats), 61 (services extérieurs) et 62 (autres services extérieurs) et correspondent aux dépenses dites « en relation directe avec l'activité », c'est-à-dire qui sont nécessaires et indispensables à la viabilisation et au bon déroulement des activités de l'établissement : fluides, fournitures et petits équipements des composantes, laboratoires et services centraux, prestations de service assurées par des tiers extérieurs dans le cadre de contrats pour la maintenance des locaux et installations, les locations de photocopieurs et autres petits équipements.

Parmi ces dépenses, les postes les plus significatifs sont :

- 4 781 K€ (6 383 K€ en 2024) d'électricité - compte 60611
- 6 183 K€ (6 152 K€ en 2024) frais de nettoyage - compte 6286
- 4 742 K€ (5 182 K€ en 2024) pour les frais de transport et de déplacements - compte 6256
- 3 659 K€ (3 900 K K€ en 2024) de fournitures, matériels d'enseignements et de recherche - compte 6067
- 4 447 K€ (3 614 K€ en 2024) de frais de gaz et de chauffage - comptes 60613-60614
- 3 341 K€ (3 351K€ en 2024) de frais de maintenance-réparation des biens - comptes 6155-6156
- 3 630 K€ (3 266 K€ en 2024) en fournitures d'entretien - compte 6063
- 3 257 K€ (2 992K€ en 2024) en Sous-traitance - compte 611
- 2 234 K€ (2 808 K€ en 2024) pour les frais de missions et de colloques - comptes 6251-6185-6254
- 2 527 K€ (2 519 K€ en 2024) de frais de restauration et de réception - compte 6257
- 2 154 K€ (1 787 K€ en 2024) de frais de formation des personnels - compte 6283
- 1 128 K€ (1 212 K€ en 2024) pour le gardiennage - compte 6285
- 519 K€ (624 K€ en 2024) de frais postaux - compte 626
- 415 K€ (517K€ en 2024) pour les publications et frais de publicité - compte 6237

## Charges de personnel

Les charges de personnels qui s'élèvent à **428 219 K€** (417 012 K€ en 2024) sont composées comme suit :

### Tableau 18 : Charges de personnel

CHARGES	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Charges de personnel</b>	<b>428 218 579</b>	<b>417 011 925</b>
<i>Salaires, traitements et rémunérations diverses</i>	<i>259 610 943</i>	<i>255 794 315</i>
<i>Charges sociales</i>	<i>165 362 030</i>	<i>158 482 928</i>
<i>Intéressement et participation</i>		
<i>Autres charges de personnel</i>	<i>3 245 606</i>	<i>2 734 682</i>

## Autres charges de fonctionnement

Pour un total de 56 475 K€ (31 453K€ en 2024) les principaux postes sont :

- 3 917 K€ (3 819 K€ en 2024) pour les redevances sur brevets - compte 6511
- - 361 K€ (3 529 K€ en 2024) de reversements aux partenaires sur conventions compte 65882 : la diminution observée s'explique par une erreur d'imputation comptable des flux croisés Floralis au compte 6226 honoraires. Les masses n'évoluent pas de manière significative.
- 1 230 K€ (781 K € en 2024) d'annulations de recettes sur exercices antérieurs compte 6583
- 535 K€ (482K€ en 2024) pour les versements des subventions et aides diverses comptes 6474-6475-6578

## Charges d'intérêts

- 3 800 K€ (3 944 K€ en 2024) en intérêts d'emprunts et dettes assimilées - compte 66116

## Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Les dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions (comptes 68) ont été comptabilisés en 2025 pour **38 132 K€** et composent essentiellement des dotations aux amortissements sur les biens immobilisés pour 37 222 K €

## IV) AUTRES INFORMATIONS

### IV-1) ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Néant.

### IV-2) EFFECTIFS

En 2025, les effectifs rémunérés, en dehors des heures complémentaires et vacations d'enseignement, s'élèvent à 5 863 ETPT (équivalents temps plein travaillés). 4302 emplois sont sous plafond Etat (plafond Etat maximum fixé à 4531 emplois).

Ces 5863 effectifs rémunérés sont répartis en 2 823 ETPT personnels non enseignants et 3 040 ETPT personnels enseignants.

### IV-3) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

La CAF atteint **12 051 K€** sur l'exercice.

Tableau 19 : CAF		UGA 2025 en K€
	<b>Résultat</b>	<b>2 561</b>
	+ Dot aux amortissements et provisions	38 131
	- Reprises des quotes-parts de financement d'actifs	-28 362
	- Reprises provisions et dépréciations	-251
	- Produit de cession d'actifs	-38
	+ VNC (Valeur nette comptable des actifs cédés)	+10
	<b>CAF</b>	<b>12 051</b>

### IV-4) FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

Le fonds de roulement net global incluant les provisions pour risques et charges et les dépréciations sur actif circulant, passe de **34 207 K€** (31.12.2024) à **32 081 K€** (31.12.2025), soit une diminution de – 2 126 K€. Il représente **21.09 jours** de dépenses de fonctionnement 2025 (en dépenses décaissables).

Le besoin en fonds de roulement BFR de fin d'exercice est négatif (-121 751 K€) constituant ainsi une situation favorable en termes de trésorerie puisqu'un besoin négatif (dettes supérieures aux créances) signifie qu'il n'y a pas nécessité de faire appel au fonds de roulement pour financer les besoins de trésorerie.

#### IV-5) ENGAGEMENTS HORS BILAN

Etat néant.

#### IV-6) INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

**Tableau 20 : Floralis**

<b>Soldes liés à FLORALIS</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Titres de participation (brut)	5 500 002	5 500 002
Créances rattachées à des participations	48 049	48 049
Créances clients et comptes rattachés	3 667 102	4 241 959
Charges constatées d'avance	7 694 597	7 221 479
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 905 262	3 234 051
Dont PAR flux croisés FLORALIS	3 019 185	3 329 970
Dont CAP flux croisés FLORALIS	2 883 883	3 222 137

Une dépréciation des titres de participation reste comptabilisée au compte 296 pour 4,4 M€.

<b>Informations financières sur FLORALIS</b>	<b>2025*</b>	<b>2024</b>
Chiffre d'affaires	11 426 673	12 287 705
Résultat de l'exercice	114 294	1 826 075
Capitaux propres (avec résultat)	3 502 899	3 388 604

\* Sur la base des comptes provisoires 2025 transmis à l'UGA et non encore certifiés par le commissaire aux comptes de la filiale.